

CORRUPTION, BLANCHIMENT D'ARGENT

## 150 commissions rogatoires lancées par la justice

Lire l'article de El-Houari Dilmie page 2



FRAUDE  
ET ÉVASION  
FISCALES

Des niveaux  
«intolérables»

Lire l'article de R. N. page 3



BLOQUÉ EN BELGIQUE  
La situation  
du cargo  
Timgad en voie  
d'être réglée P. 4

CHRONIQUE

ECONOMIQUE

Akram Belkaïd, Paris

Washington  
puise dans ses  
stocks de brut P. 4



PORTS SECS  
**La fermeture est définitive**

Lire l'article de El-Houari Dilmie page 4

## Corruption, blanchiment d'argent 150 commissions rogatoires lancées par la Justice

El-Houari Dilmi

Pour lutter contre la corruption, le blanchiment d'argent et tenter de récupérer les fonds détournés se trouvant à l'étranger, l'Algérie a émis près de 150 commissions rogatoires. Il s'agit d'une procédure où le juge d'instruction délègue l'exécution d'un acte d'instruction à un juge étranger ou à une police étrangère dans le cadre d'un dispositif d'entraide judiciaire internationale.

« Quelque 150 commissions rogatoires ont été lancées par la justice algérienne en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux », a déclaré, hier mardi, le directeur général de l'Ecole supérieure de la Magistrature, Abdelkrim Djadi, s'exprimant sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio nationale. Répondant à une question sur la récupération des fonds et des biens mal-acquis se trouvant à l'étranger, le DG de l'Ecole supérieure de la Magistrature a souligné que « l'instruction dans ce genre de dossiers est complexe et elle prend un peu de temps : toutes ces procédures deviennent complexes quand on traite avec des partenaires étrangers », a-t-il soutenu expliquant qu'il y a « des pays qui facilitent l'entraide, d'autres vont plus lentement alors qu'il y a d'autres aussi qui ne nous facilitent pas la tâche », a-t-il affirmé. Le même intervenant a également expliqué que « le traitement de ces dossiers se fait au cas par cas et la justice algérienne essaie justement d'avancer sûrement dans chaque dossier », a-t-il soutenu. Il faut arriver, explique-t-il, à « déterminer les biens mal-acquis, leur endroits et leur régi-

me juridique pour pouvoir engager des procédures, lesquelles, prennent le temps qu'il faut en fonction du régime de chaque dossier ».

Evoquant la réforme du secteur de la justice, le directeur de l'Ecole supérieure de la Magistrature a estimé qu'elle doit « aller étape par étape, et il faut savoir classer les priorités », a-t-il déclaré. « Nous avons beaucoup de chantiers ouverts concernant la révision de certaines règles qui régissent la comparution immédiate pour la rendre plus efficace, les règles qui régissent le tribunal criminel afin de le rendre moins couteux et plus efficace, ainsi que celles relatives à l'organisation judiciaire, dans l'ordre ordinaire ou l'ordre administratif ainsi que la classification des jurisdictions », a-t-il relevé. Abdelkrim Djadi a affirmé que « l'idée derrière toutes ces réformes, c'est d'avoir une stabilité juridique : une stabilité dans les textes et dans les pratiques ». Il a, également, mis l'accent sur la formation des magistrats qui doivent « d'abord avoir des valeurs de l'équité, de l'honnêteté, du savoir et du savoir-faire », ajoutant que le juge « doit être bien formé pour être à la hauteur de la mission qui lui incombe à savoir, rendre justice et la perception de cette justice chez le citoyen c'est l'équité », a-t-il soutenu.

Par ailleurs, le directeur général de l'Ecole supérieure de la Magistrature a tenu à souligner que la Constitution de 2020 « a consolidé et a consacré les grands principes de l'indépendance de la justice, les valeurs de la démocratie et de l'égalité, l'Etat de droit et le respect des droits de l'Homme », a-t-il conclu.

### Justice

## La loi régissant les prisons sera révisée

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a indiqué lundi à Alger que les amendements prévus dans le projet de loi relatif au code pénal visaient à réprimer les crimes commis contre la société et à mettre fin à certains phénomènes.

Répondant aux observations des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) concernant ce projet de loi qu'il leur a présenté, le ministre a précisé que les nouvelles dispositions « visent à réprimer les crimes qui sont commis contre la société », soulignant que le juge jouit du pouvoir discrétionnaire dans l'application de la loi contre les auteurs. Plusieurs crimes commis notamment par des jeunes sont dus aux conditions sociales difficiles, d'où le pouvoir discrétionnaire laissé au juge, a-t-il expliqué. Et c'est aussi la raison pour laquelle certaines peines vont de deux (2) mois à cinq (5) ans de prison, a-t-il ajouté.

70% des jeunes qui gardent les voitures dans des parkings anarchiques sont des chômeurs qui imposent leur logique aux citoyens par la violence parfois, d'où la nécessité d'intervenir pour mettre fin à ce phénomène en attendant que les collectivités locales organisent les parkings, a affirmé le ministre. Il a, par ailleurs, fait savoir qu'il sera procédé à la révision de la loi régissant les prisons pour améliorer les conditions carcérales et permettre aux détenus de travailler sur les chantiers pour alléger la peine privative de liberté. Concernant le déséquilibre flagrant caractérisant la relation entre l'administration et le citoyen, le minis-

tre a indiqué qu'un travail de réflexion était en cours pour l'élaboration d'une loi « régissant la relation entre le service public et le citoyen ». Il a reconnu que dans de nombreux cas, l'administration par ses pratiques bureaucratiques pousse le citoyen à commettre certains délits comme l'agression des fonctionnaires et la fermeture de sièges d'administrations.

Concernant les pilleurs de sable, M. Tabi a indiqué que la protection des plages et du sable est garantie par la loi relative à la protection du littoral. Néanmoins, a-t-il dit, il sera question de revoir la valeur des amendes financières qui leur sont infligées actuellement. Pour ce qui est de l'inexécution des décisions de justice par les agents publics, le ministre a précisé qu'il s'agit de collusion avec le condamné et donc d'abus de fonction».

En ce qui concerne les poursuites judiciaires lancées suite à des lettres anonymes, le ministre de la Justice a dénombré plus de 500 affaires qui étaient en cours avant l'instruction interdisant les poursuites afin que les dossiers soient étudiés au cas par cas, ajoutant que les lettres anonymes «ont causé de grands préjudices au pays».

Dans le même sillage, M. Tabi a fait état de la révision de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption pour inclure trois volets à savoir le règlement avec les entreprises, notamment étrangères, le réexamen de la notion de fonction publique et la criminalisation ou le durcissement des sanctions dans certaines affaires de corruption.

### Coronavirus

## 172 nouveaux cas et 4 décès

Cent soixante-douze (172) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 119 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 209283, celui des décès à 6030 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 143532. Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 22 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 22 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 4 wilayas



ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout ci-

toyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

### Solution en demi-teinte ?

quel impact aura la décision d'annulation des poursuites judiciaires engagées contre les jeunes bénéficiaires de crédits de l'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entreprenariat (ANADE, ex-ANSEJ), qui se trouvent en difficulté financière, soit dans l'incapacité de rembourser les dettes contractées auprès des banques lors du lancement de leurs projets ? L'annulation accompagnée également par une autre mesure, consistant en « un traitement avec une approche purement économique, selon un échéancier de remboursement de la dette », peuvent à la limite constituer une bouée de sauvetage pour certains, dont les projets n'ont pas totalement périlé, pouvant de ce fait bénéficier d'un répit et relancer leurs activités d'une manière sereine, à l'abri du harcèlement des huissiers de justice. Mais, pour d'autres, ceux qui se trouvent en situation de faillite notamment, ces dernières mesures ne peuvent avoir aucun effet bénéfique ni pour les jeunes concernés ni pour les banques.

Ces dernières vont encore perdre du temps dans leurs démarches visant à récupérer leurs créances par la voie judiciaire, alors que les premiers sont tout bonnement hors champ d'influence de ces mesures. Une solution en demi-teinte en faveur de ces jeunes ? Un véritable casse-tête pour les pouvoirs publics que ce dossier des jeunes bénéficiaires de crédits Ansej, qui ont rencontré des difficultés et n'ont pas pu réussir dans leurs projets sur le terrain, se trouvant au bout du parcours dans l'incapacité d'honorer leurs dettes. Alors que certains ont détourné l'argent servant à l'acquisition de matériels de production, avec la complicité des fournisseurs, pour le dépenser très loin des engagements des concernés. Dans quel dessein

site, donc, une approche différente, à étudier au cas par cas, si on veut sérieusement régler ce dossier. Quant à l'approche globale, il n'en y a qu'une seule, celle qui consiste à effacer les dettes des jeunes de l'Ansej. La solution en question, revendiquée ces dernières années par la plupart d'entre eux, a été rejetée d'une manière catégorique par les autorités, qui ont privilégié d'autres pistes en faveur des concernés, visant la relance des projets qui butent sur les difficultés financières. Effacement d'une partie des dettes contractées par ces jeunes auprès des banques, touchant les agios (intérêts de la dette + pénalités de retard), rééchelonnement des dettes, lancement de procédures de recouvrement judiciaire des créances, divers formulaires ont été, ainsi, adoptés pour mettre fin à cette embarrassante affaire, sans aller vraiment au fond du problème. Les raisons de l'échec d'un contingent de jeunes bénéficiaires des avantages des formulaires Ansej et Cnac sont partagées entre les deux parties, car ces deux directions publiques portent également la lourde responsabilité d'avoir donné leur accord pour débloquer l'argent sans avoir bien étudié la faisabilité des projets présentés et sans s'assurer, souvent, que les outils de production financés soient effectivement acquis et installés dans les locaux. Aussi, faut-il se l'avouer, les deux formulaires ont été outrageusement utilisés hors de leur vocation principale, soit hors du cadre purement économique, en les exploitants politiquement pour acheter la paix sociale durant une période où le pays vivait une belle aisance financière. Comment espérer, alors, aboutir à une quelconque performance économique ?

### « Étudiants rapatriés de Chine » Les précisions du ministère de l'Enseignement supérieur

Suite à l'article paru dans au journal « Le Quotidien d'Oran » du lundi 22 novembre 2021, intitulé « Les étudiants rapatriés de Chine désorientés », le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique tient à apporter les éclaircissements suivants : après le refus de la partie chinoise d'ouvrir son espace aérien avant de nombreux mois aux étudiants étrangers, et suite aux informations communiquées par notre ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a aussitôt entamé plusieurs actions coordonnées avec les conférences régionales des Universités, afin de trouver une solution appropriée au profit de ces étudiants boursiers bloqués en Algérie pour cause de pandémie.

A cet égard, des commissions ad hoc composées d'experts scientifiques ont été mises en place au niveau de chaque conférence régionale au cours du mois de septembre 2021, afin d'évaluer le taux de progression de la thèse de chaque étudiant. A la suite de cela, ces étudiants ont été répartis en trois catégories : les décisions prises pour chaque catégorie sont comme suit :

- L'intégration dans le cadre du schéma doctoral algérien pour les étudiants de la catégorie 1 au nombre de 31 étudiants.

- La poursuite de la formation à distance, pour les étudiants de la deuxième et la troisième catégories, au nombre de 58 étudiants.

Dès lors les services compétents du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont élaboré des textes réglementaires à l'effet de prendre en charge ces étudiants et de préserver leurs droits stipulés dans le con-

trat de formation, ainsi que d'autres avantages connexes. Il est à noter aussi qu'une rencontre s'est tenue en visioconférence les 03 et 04 novembre 2021 avec l'ensemble des étudiants concernés et en présence des présidents des conférences régionales des Universités, des représentants de la direction générale de la Recherche scientifique et du Développement technologique, ainsi que ceux de la direction de la Formation doctorale et la direction de la Coopération et des Echanges universitaires, où tout un ensemble de dispositions cordonnées et concrètes, afférentes à la régularisation de leurs situations respectives ont été adoptées et portées à l'attention des étudiants concernés. De même que des instructions ont été communiquées instantanément aux présidents des conférences régionales des Universités pour la mise en œuvre des ces dispositions.

## Fraude et évasion fiscales Des niveaux «intolérables»



R. N.

**L**a fraude et l'évasion fiscale ont atteint des niveaux intolérables, notamment face aux besoins de financement pour la prise en charge des exigences du budget de l'Etat», a souligné hier, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, devant les membres du Conseil de la nation. «A cet effet, l'Etat est déterminé à réhabiliter et à moderniser l'administration fiscale mais aussi à mobiliser les ressources matérielles et humaines», a-t-il dit en réponse aux questions des sénateurs lors de la présentation de loi de finances 2022. Selon l'intervenant, la modernisation de l'administration fiscale était au centre du processus de réforme et de développement de l'économie nationale, ajoutant que le rétablissement de la confiance entre le citoyen et l'administration «constitue un facteur clé dans cette modernisation».

Le paiement de l'impôt «constitue l'un des éléments essentiels de la citoyenneté», considère-t-il, rappelant que le volet relatif à la réforme fiscale globale dans le Plan d'action du gouvernement, «s'inscrit dans le cadre de la démarche globale visant à appuyer la nouvelle vision économique de l'Etat algérien et à faire face aux exigences des équilibres financiers, tout en préservant le caractère social des politiques publiques». A propos des conditions professionnelles des administrations fiscale et douanière, il

a indiqué que le gouvernement travaille pour les «améliorer et les rendre plus agréables, pour que la recette fiscale atteigne les niveaux escomptés». Le Premier ministre a également précisé que «le Gouvernement a décidé de mettre en place un programme d'action afin d'améliorer le recouvrement fiscal, à travers une refonte du régime fiscal national en vue de corriger les dysfonctionnements et les pertes importantes qui touchent l'économie nationale».

Le programme du gouvernement prévoit «la mise au point d'une stratégie pluriannuelle pour la réforme des deux systèmes fiscal et douanier et la mise en place des mesures d'urgence à court terme, dans le but de prendre en charge les dysfonctionnements constatés dans le programme de modernisation», a-t-il ajouté. Le premier ministre a aussi annoncé le parachèvement en cours d'un programme intégré mis en place par le ministère des Finances pour «la modernisation structurelle, fonctionnelle et technique de gestion des services de la Direction générale des impôts (DGI)». Il a rappelé la création d'une Direction des Grandes Entreprises (DGE), chargée de la gestion des dossiers fiscaux des grandes entreprises et des compagnies pétrolières, ainsi que la réception de 40 centres des impôts (CDI) sur 56 centres chargés de la gestion des dossiers des moyennes entreprises, et de 132 centres de proximité des impôts (CPI) sur 250 centres programmés.

## «Dernières retouches» pour la récupération du foncier non exploité

**L**e Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, mardi à Alger, que le gouvernement finalisait les "dernières retouches" pour la récupération du foncier industriel, agricole et touristique non exploité en vue de sa redistribution aux "vérifiables" investisseurs. «Nous finalisons les dernières retouches pour la récupération du foncier industriel, touristique et agricole que nous allons réorienter aux véritables investisseurs, autrefois privés de ce foncier en raison de pratiques de corruption», a-t-il précisé. Soulignant que le gouvernement a une nouvelle approche en ce qui concerne la gestion du foncier à commencer par les zones industrielles existantes, le Premier ministre a indiqué qu'il y a «des centaines voire des milliers d'hectares disponibles actuellement

## Relance économique Une conférence nationale prochainement

R. N.

**L**e Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé que près de 2.500 projets étaient en attente de l'aval du Conseil national de l'investissement (CNI). Cette annonce est intervenue dans le rapport préliminaire de la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la Nation sur le texte de loi de Finances pour l'exercice 2022, présenté lundi en séance plénière consacrée au débat du texte de loi et présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil. Le rapport préliminaire comprend les réponses de M. Benabderrahmane aux préoccupations des membres de cette commission soulevées lors de la réunion tenue jeudi dernier.

Selon le document, une conférence nationale sur la relance économique devra se tenir prochainement sous l'égide du président de la République. Cette conférence constituera «un cadre pour le traitement des dysfonctionnements dont souffre l'investissement, ce qui permettra l'accès aux postes d'emploi et la création de richesses, d'autant que près de 2.500 projets sont actuellement en attente de l'aval du CNI», a déclaré le Premier ministre. Le Premier ministre a relevé, en outre, la création de commissions locales et d'une commission nationale, sous la tutelle du secteur de l'Industrie, ayant pour objectif de dresser un inventaire de tous les dossiers et les problèmes entravant le lancement de ces projets d'investissement. A noter que les «membres permanents qui composent le CNI» sont les ministres des Col-

lectivités locales, Finances, Industrie, Commerce, Énergie et mines, Tourisme et artisanat, et l'Environnement. Par ailleurs, M. Benabderrahmane a assuré que les cinq projets structurels arrêtés par les autorités publiques commençaient à se concrétiser sur le terrain, notamment dans les secteurs minier et portuaire. Ces projets ont, selon lui, «pris leur cours naturel» grâce aux partenariats conclus avec des opérateurs «leaders» dans ces domaines. Quant à l'assouplissement des procédures douanières et la prise en charge des préoccupations des opérateurs économiques, le Premier ministre a indiqué que le secteur des douanes sera doté d'un nouveau système informatisé, fruit d'un partenariat avec les Coréens, saluant les efforts consentis par les douaniers pour accomplir pleinement leurs missions en faveur de la protection de l'économie nationale et de la préservation des droits du trésor public.

A propos de la politique de subvention et de la vive controverse qu'elle a suscité auprès de l'opinion publique, le Premier ministre estime qu'il s'agit d'une «interprétation erronée (...) provoquée par certaines parties». Selon lui, le gouvernement n'entend nullement renoncer aux subventions, a-t-il insisté, ajoutant que l'objectif de cette mesure proposée dans la loi de finances 2022 «est le ciblage des subventions aux véritables bénéficiaires, en déterminant les mécanismes de sa mise en œuvre, des mécanismes qui «ne seront appliqués sans l'accord du Parlement», a-t-il ajouté.

Benabderrahmane a aussi évoqué les incidences négatives

des subventions généralisées, relevant, à titre d'exemple, que les groupes Sonelgaz et Sonaïtrach subissent de lourdes charges financières, en raison de la différence entre le coût réel et le prix de vente de leurs produits (gaz, électricité et carburants, ndlr), ce qui paralyse leurs opérations d'investissement et la réalisation de leurs projets stratégiques. Ajoutant que cette situation a amené le gouvernement à renoncer aux bénéfices exceptionnels des groupes Sonaïtrach et Sonelgaz au titre de la loi de finances 2022.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, M. Benabderrahmane a indiqué qu'il s'agit d'un objectif figurant parmi les priorités du gouvernement depuis la création de la banque de gènes en 1985. Le Premier ministre a estimé que cette banque qui a souffert de «négligence», se veut un indicateur sur l'efficacité de la politique agricole des pays.

Concernant les lacunes enregistrées en matière de développement local de nombreuses régions du pays, il a mis l'accent sur les efforts déployés par l'Etat dans ce domaine, soulignant, à titre d'exemple, que l'Algérie est classée parmi les pays les plus raccordés au réseau d'électricité, opération ayant nécessité des capacités financières importantes. Ajoutant que le raccordement des wilayas au réseau routier constituait une «priorité pour les pouvoirs publics». Le PLF 2022 a été adopté à la majorité par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), mercredi dernier, après l'introduction de quelques amendements.

Raiña  
Raïkoum  
Kamal Guerroua

**L**'article 187 du projet de la loi de finances 2022 est officiellement voté à la majorité, le 17 novembre dernier, par les députés de l'APN. Cet article permet de lever les subventions sociales sur les produits de première nécessité, financées depuis longtemps par l'Etat. Un véritable virage historique, opéré sans aucun débat de fond ni éclaircissement conséquent sur les mécanismes qui seront mis en place pour gérer cette suppression des transferts sociaux. Il s'agit, en effet, d'un budget annuel évalué entre 14 et 17 milliards de dollars, grâce auquel les Algériens consomment à des prix abordables 12 produits de grande consommation, à savoir : le pain, la semoule, la farine, le lait en sachet, l'huile de soja, l'eau potable, essence, diesel, GPL, gaz butane, électricité et gaz de ville.

Vu les coûts de revient très élevés de ces produits-là, l'Etat, dans le souci de garantir la paix sociale, a décidé de soutenir les prix. C'est l'héritage du fameux Etat providence. Toutefois, du jour au lendemain et sans aucune consultation préalable de l'opinion publique, les subventions généralisées des produits de base sont supprimées. L'argument avancé par l'exécutif : ces subventions-là ne bénéficient pas aux nécessiteux. Mais y a-t-il eu une préparation des masses, au moins sur le plan psychologique, à cette nouvelle reconfiguration du champ socioéconomique du pays ? En d'autres termes, quelle sera l'alternative qui permettra désormais aux plus précaires des Algériens de continuer à consommer du lait, du pain ou de l'électricité à des prix qui sont à leur portée ? Se contentant uniquement de formuler des promesses pour rassurer la base populaire abandonnée à son tris-

te sort, nos officiels semblent naviguer à vue dans un brouillard de confusions. Quel sera, par exemple, le futur prix de la baguette du

pain, vendue durant de nombreuses années, au prix subventionné de 10 dinars ? Personne ne le sait ! Et quel sera le nouveau prix du sachet de lait vendu, jusque-là, à 25 DA ? Personne ne le sait non plus ! Pour le moment, seul un comité de pilotage interministériel a travaillé depuis 2020 sur la question d'un mécanisme qui viendra remplacer les subventions généralisées. L'exécutif espère mettre en place, paraît-il, un dispositif qui consiste à procéder au versement d'une compensation pécuniaire proportionnelle pour les revenus mensuels inférieurs à 120.000 dinars. En gros, les citoyens qui touchent moins de 120 mille DA par mois, percevront à partir de 2022 des compensations financières pour se procurer les 12 produits de base qui seront commercialisés à leurs véritables prix. Le problème, la levée de ces subventions-là intervient dans un contexte de grave crise économique. Supprimer les transferts sociaux en laissant la population livrée à elle-même, ne revient-il pas à condamner cette dernière à une paupérisation généralisée ? Et puis, quelles seront les économies que l'exécutif va réellement engranger s'il redistribue les 14 milliards de dollars, dépensés annuellement jusqu'à présent pour les subventions, au profit des 11,3 millions de travailleurs algériens ? Dans un pays où la culture des statistiques et de la prospective est absente, un pareil remodelage de la carte économique est un pas dangereux.

Le flou est partout et le risque est gros de voir la stabilité du pays sapée par cette nouvelle mesure «antipopulaire».

## Ports secs La fermeture est définitive

El-Houari Dilmi

**L**a décision du gouvernement acte la fermeture définitive des ports secs, dans le cadre de l'opération d'assainissement de ce secteur. En effet, le premier ministre M. Benabderahmane a affirmé lundi que la fermeture des ports secs, était «définitive», expliquant que «cette activité constituait souvent une couverture pour des transferts illégaux de devises ou pour l'importation de marchandises non conformes». Le PM a également indiqué que «le trésor public a subi d'énormes pertes en raison de cette activité, dont on aurait pu s'en passer», a-t-il affirmé. Cette annonce est intervenue dans le rapport préliminaire de la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la Nation sur le texte de loi de Finances pour l'exercice 2022, présenté lundi en séance plénière consacrée au débat du texte de loi. Le rapport préliminaire comprend les réponses de M. Benabderahmane aux préoccupations des membres de cette commission soulevées lors de la réunion tenue jeudi dernier.

Jeudi dernier, la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification à l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu une réunion consacrée à l'écoute des préoccupations de nombre de gestionnaires de ports secs en Algérie, indi-

quait la Chambre basse du Parlement. Présidée par M. Ismail Kouadria, président de la Commission, la réunion s'inscrivait dans le cadre de «l'examen des conditions de travail des utilisateurs des bases logistiques et des entraves que rencontrent les opérateurs économiques dans le mouvement marchand et le dispatching de l'activité nationale». A l'entame de la réunion, M. Kouadria a réaffirmé «la nécessité pour les opérateurs économiques de coopérer pour dynamiser l'économie nationale, et contribuer, chacun de son côté, à la mise en œuvre du programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant édification de l'Algérie nouvelle». La Direction Générale des Douanes (DGD) a annoncé, fin mars, l'achèvement des dernières procédures de fermeture des ports secs restants, dans le cadre de l'opération d'assainissement de ce secteur, entamée en juin 2020.

La Direction générale des Douanes avait notifié, le 28 mars dernier, une décision de fermeture de 16 ports relevant des directions régionales d'Alger, d'Oran, d'Annaba, de Constantine et de Sétif. La directrice de l'information et de la communication par intérim à la DGD, Nassima Allou Breksi, avait expliqué, pour sa part, que «dans le prolongement de la décision de fermeture des ports secs prise par les pouvoirs publics en juin 2020, les procédures finales ont été achevées pour concrétiser la décision

de la fermeture définitive des ports secs restants». Toujours selon les services des douanes, 22 ports secs, publics et privés, ont tous été fermés, en raison «du non-respect des normes et conditions requises». Les intervenants avaient insisté sur la nécessité d'examiner les raisons derrière cette décision qui «a mis fin à la source de subsistance de milliers de familles algériennes» et «privé le commerce extérieur d'une source de financement efficace pour le développement économique».

Rappelant que leurs ports «répondaient aux normes internationales», les intervenants estimaient que la décision de fermeture avait «infligé de lourdes pertes financières aux opérateurs, soit 4.090 emplois perdus, en sus d'une perte annuelle du chiffre d'affaires de 7,7 milliards DA, une perte annuelle de 9 milliards DA au titre des investissements gelés ainsi qu'une perte annuelle de 2,2 milliards DA pour le Trésor public». Ils ont également mis en garde contre le danger de stocker certains produits périssables, au niveau des ports humides, et nécessitant une norme spéciale pour éviter tout éventuel décomposition ou pourrissement, étant donné que «le port d'Alger est destiné uniquement au transit», soulignant, à cet effet, l'impératif de relancer leurs activités afin de «contribuer directement au développement de l'économie nationale».

### Paiement des cotisations

## Des employeurs toujours aux abonnés absents

M. Aziza

**B**ien qu'il ait été procédé à la suppression des pénalités résultant du versement tardif des cotisations sociales auprès de la CNAS et de la CASNOS, au profit des employeurs et des opérateurs économiques, certains ne se sont toujours pas manifestés pour régulariser leur situation. Les services de la Sécurité sociale se sont lancés dans des campagnes de sensibilisation, à travers le pays, invitant ainsi les employeurs ayant des difficultés à honorer leur engagement vis-à-vis de la Sécurité sociale de se présenter auprès de leurs agences respectives, pour bénéficier des mesures exceptionnelles. Des mesures prévues par l'ordonnance 12-21 du 25 août 2021, portant annulation des pénalités et des majorations de retard. La CNAS d'Alger regroupant le plus grand nombre d'employeurs, à travers le pays, avec plus de 50.000 employeurs, a tracé un programme portant sur un travail de proximité. Et ce, dans le but de sensibiliser les employeurs afin qu'ils bénéficient, en cas de difficultés financières, d'un échéancier de paiement de leurs cotisations principales.

M. IDRIS Mahfoud, directeur de la CNAS, de l'Agence d'Alger, a affirmé que dans le cadre du dispositif mis en place par les pouvoirs publics pour accompagner les opérateurs économiques, plus de 21.218 employeurs ont bénéficié de l'exonération des majorations des retards des cotisations. Et ce, sur les 38.000 entreprises actives qui sont à jour en matière de cotisations. Une exonération qui

a été faite sur la plateforme numérique de la CNAS, sans demande au préalable. Autrement dit, une exonération qui a été faite automatiquement. Ses services, dit-il, se sont lancés dans une opération de proximité. «On fait du porte à porte pour convaincre les opérateurs économiques à payer l'encours des cotisations antérieures, afin de bénéficier des exonérations totale des majorations et des pénalités de retard lors du paiement de la dernière tranche». Et d'affirmer qu'ils sont en train d'assainir le cas des 9.000 entreprises dont certaines ont changé de position, d'autres ont disparu, avec bien évidemment celles qui ont des dossiers en cours de traitement en justice. A noter que ces mesures exceptionnelles s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat pour faire face aux effets négatifs de la pandémie de la Covid -19. Mais aussi pour permettre aux opérateurs économiques de contribuer à la mise en œuvre de la relance économique, initiée par le président de la République.

Le même responsable a précisé qu'il est vrai que certaines entreprises en difficulté ont disparu suite aux effets de la pandémie, mais dit-il, une légère reprise ou plutôt une amélioration a été constatée ces derniers temps. «La preuve, nous avons enregistré une amélioration du niveau des cotisations. Nous avons enregistré 9 à 10 milliards de DA par mois, durant cette année. Il y a une certaine dynamique avec l'amorce de la relance économique, des micro-entreprises qui émergent. Il y a aussi de petites entreprises qui travaillent en ligne dans

Des campagnes d'information de proximité et des 'portes ouvertes' sont programmées par les Services de la CNAS et seront menées conjointement avec la CASNOS. Car les avantages de ces nouvelles mesures sont accordés également à tous les salariés et non-salariés exerçant une activité à leurs propres comptes, notamment ceux qui sont redevables.

## Bloqué en Belgique La situation du cargo Timgad en voie d'être réglée

**L**e blocage du cargo algérien «Timgad» dans un port belge est en cours de résolution, a-t-on appris mardi auprès de la Compagnie nationale algérienne de navigations (CNAN-Nord).

«La situation du Timgad est en voie d'être réglée», a précisé à l'APS le directeur général de cette compagnie, Smain Abdelmalek. Il a rappelé que

les raisons du blocage sont liées, essentiellement, à des «défaillances techniques constatées» et à «un retard dans le paiement des salaires des employés». «Le Timgad est bloqué suite à un contrôle de l'état du pavillon ayant conduit à des prescriptions techniques et autres liées à des retards de paiement des marins», a-t-il dit, soulignant que ce cargo «n'est pas dé-

claré en situation d'abandon». Le «Timgad» et un autre cargo algérien en Espagne, sont «les deux seuls navires algériens encore bloqués» dans des ports étrangers, a-t-il assuré. M. Abdelmalek a rappelé que le navire de transport de marchandises «Saoura», bloqué au port de Brest (France) depuis le 29 octobre dernier, a été libéré la mi-novembre.

## CHRONIQUE

### ECONOMIQUE

Akram Belkaïd, Paris

## Washington puise dans ses stocks de brut

L'actualité pétrolière, comme pour le reste des matières premières, est souvent cyclique avec ses événements et ses facteurs récurrents qui influent sur les prix. Baisse des cours, hausse des cours, réunion des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), rapport de l'Agence internationale de l'énergie, tensions géopolitiques et actualité des grandes compagnies (fusion, acquisition, découverte ou non de nouveaux gisements), constituent le menu de cette rubrique.

### 50 MILLIONS DE BARILS

Il arrive parfois que sa monotonie soit suspendue par un événement inhabituel. Cette fois, c'est du côté des États-Unis que cela se passe avec la décision de la Maison-Blanche de puiser dans les réserves stratégiques du pays en mettant 50 millions de barils de pétrole brut à la disposition des raffineries. L'objectif est simple, il s'agit de faire baisser les prix de l'essence et de limiter la grogne des consommateurs. Pour mémoire, Washington dispose d'un stock de près de 730 millions de barils situé dans d'anciennes mines de sel au Texas et en Louisiane. En 2020, alors que les prix du brut étaient au plus bas, Donald Trump avait ordonné à deux reprises à ce que ces réserves soient portées au maximum de leur capacité.

Il est très rare que ces réserves d'or noir soient utilisées (trois fois depuis leur constitution). A l'origine, ces stocks ne devaient servir qu'à une seule chose : répondre à une interruption des approvisionnements en pétrole à la suite d'une crise ou d'une guerre. Mais depuis deux décennies, la doctrine américaine a changé et les réserves stratégiques peuvent être utilisées dans le cas où les prix à la pompe sont jugés trop élevés. La dernière utilisation avant celle de cette semaine a eu lieu en 2011 au moment de l'embrasement de la Libye dans la foulée des révoltes populaires en Tunisie et en Égypte. A l'époque, plusieurs terminaux pétroliers libyens avaient interrompu leurs activités et le monde avait craint une sévère pénurie d'or noir.

Cette fois, Washington entend tordre la main à l'Opep qui refuse d'augmenter sa production dans les quantités souhaitées par les pays consommateurs. On notera que les États-Unis ne craignent pas d'être accusés de manipuler le marché en puisant dans leurs réserves stratégiques alors qu'eux-mêmes accusent régulièrement le Cartel d'influer sur les prix et de ne pas respecter la sacro-sainte règle du «marché libre». Une règle incompatible avec la colère d'automobilistes qui sont aussi des électeurs...

### DÉMARCHE CONCERTÉE

L'autre nouveauté dans l'affaire, c'est que Washington en a appelé à la collaboration d'autres pays consommateurs dont la Chine, la Corée du Sud, le Japon et même la Grande-Bretagne. Cela donne raison, a posteriori, aux partisans qui prônaient dans les années 1970 la constitution de stocks géants au bénéfice de pays consommateurs. A l'époque, outre des considérations de coûts, les Etats-Unis avaient combattu cette option estimant qu'elle donnerait le mauvais exemple et empêcherait la fluidité du commerce des matières premières. Quoi qu'il en soit, la thématique du recours aux réserves stratégiques risque désormais de se banaliser.

## Un réseau démantelé à Bouira Ils agressaient les automobilistes



Un réseau spécialisé dans le vol et l'agression d'automobilistes sur l'autoroute Est-Ouest a été démantelé par les services de la gendarmerie nationale à Bouira, a-t-on appris mardi auprès de ce corps de sécurité.

Le réseau est composé de sept individus dont deux femmes, arrêtés par les services de la gendarmerie nationale lors d'une opération menée à Djebahia (ouest de Bouira), selon les détails fournis par le chef de brigade de Lakhdaria, le commandant Oualid Benmerabet.

"Nos services ont agi sur la base d'informations faisant état d'une agression contre un automobiliste sur l'autoroute Est-Ouest par un groupe de six individus qui étaient eux aussi à bord de deux véhicules. Un plan d'intervention a vite été mis en place pour arrêter les criminels", a expliqué à la presse le commandant Benmerabet.

Soudan

## Des hommes politiques libérés, les ministres pro-civils démissionnent

**Plusieurs hommes politiques détenus depuis le coup d'Etat militaire du 25 octobre au Soudan ont été libérés, a indiqué lundi l'un d'eux à l'AFP, au lendemain d'un accord critiqué entre l'armée et le Premier ministre Abdallah Hamdok censé relancer la transition au Soudan.**

«J'ai été libéré tard (dimanche soir) alors que j'étais détenu nu à l'isolement depuis le 25 octobre, complètement coupé du monde», a déclaré Omar al-Daguir, chef du parti du Congrès, une des nombreuses formations de la société civile soudanaise à avoir rejeté l'accord de dimanche. D'autres politiques ont recouvré la liberté, selon M. Daguir, à l'instar de Sedig al-Sadeq al-Mahdi, un dirigeant du parti al-Oumma —le plus grand du pays— qui est depuis apparu dans les médias. Yasser Arman également, conseiller de M. Hamdok et figure centrale des Forces de la liberté et du changement (FLC), bloc pro-civil né de la révolte qui a chassé le dictateur Omar el-Béchir du pouvoir en 2019.

Mais il n'y a toujours aucune nouvelle des dirigeants civils ayant participé avec l'armée aux institutions politiques intérimaires durant plus de deux ans. Tous avaient été arrêtés à l'aube le jour du coup d'Etat, avant l'annonce par le chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Burhane, de la dissolution des institutions du pays et de la mise en place de l'état d'urgence.

Dimanche, après environ un mois en résidence surveillée, le Premier ministre est lui réapparu en public pour la première fois pour signer avec le général Burhane un accord en 14 points, prévoyant notamment sa réinstillation dans ses fonctions et la libé-

ration des «détenus politiques».

### «REVERS»

Malgré une répression sanglante qui a fait 41 morts et des centaines de blessés, ainsi qu'une longue coupure des communications, les Soudanais ont défilé par dizaines de milliers ces dernières semaines contre le pouvoir militaire, réclamant notamment la liberté pour leurs responsables civils. Et s'ils avaient brandi des photos de M. Hamdok, longtemps resté le seul dirigeant «légitime» du Soudan à leurs yeux, les manifestants déchiraient dimanche le portrait du Premier ministre, désormais perçu comme un traître à la «révolution» de 2019. «Nous ne doutons pas de son intégrité (...) mais ce qui s'est passé hier constitue un revers», a estimé l'ex-chef de la diplomatie Mariam al-Sadeq al-Mahdi, balayant l'éventualité que l'accord Burhane-Hamdok soit un nouveau «point de départ». La diplomate fait partie des 12 ministres (sur 17) issus des FLC à avoir annoncé lundi leur démission, après avoir réaffirmé la veille l'impossibilité de négocier ou d'établir un partenariat avec les putschistes. Seul le ministre du Commerce Ali Geddo a «refusé de démissionner», selon le texte publié par les responsables. MM. Khaled Omar Youssef et Ibrahim al-Cheikh, respectivement ministres des Affaires parlementaires et de l'Industrie,



demeurent eux en détention tandis que deux autres n'ont pas participé à la réunion.

### «SUICIDE POLITIQUE»

Autre fer de lance de la révolte anti-Béchir, l'Association des professionnels soudanais a dès dimanche accusé M. Hamdok de «suicide politique» via son accord avec le général Burhane. Tous deux ont pourtant affirmé s'allier pour remettre la transition démocratique sur les rails.

Le général Burhane a renouvelé lundi encore, lors d'une réunion avec l'armée et des paramilitaires, sa promesse de mener le Soudan vers des «élections libres en juillet 2023», dans ce pays sous dictature militaire quasiment en continu depuis 65 ans. Une promesse cosmétique, selon des experts, pour qui le chef de l'armée a réussi, grâce à l'accord de dimanche, à consacrer sa mainmise sur la transition, tout en satisfaisant la communauté internationale. La Troïka —les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège— à la manoeuvre sur le dossier soudanais, l'Union africaine, l'Union européenne ainsi que d'autres pays occidentaux ont salué l'accord, tout comme l'Egypte et l'Arabie saoudite, deux alliés arabes de l'armée soudanaise.

Volker Perthes, représentant des Nations unies pour le Soudan, s'est lui réjoui de la libération des hommes politiques, mettant toutefois en garde: «Tous les détenus devraient être libérés immédiatement pour que l'accord politique soit pris au sérieux».

## La FAO appelle les pays à préparer leurs systèmes alimentaires à de nouveaux «chocs»

Les systèmes agroalimentaires mondiaux, encore confrontés aux conséquences de la pandémie de Covid-19, doivent se préparer sans tarder à de nouveaux «chocs» dans le futur, qu'il s'agisse de sécheresses, d'inondations ou de maladies diverses, a averti mardi la FAO.

A l'heure actuelle, il y a déjà «trois milliards de personnes qui ne peuvent se permettre d'avoir une alimentation saine qui les préserve de la malnutrition», rappelle-t-elle. «Un milliard de personnes de plus seraient exposées au risque de ne plus pouvoir se permettre de manger sainement si un choc soudain venait à réduire leurs revenus d'un tiers», ont calculé les économistes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans un rapport. L'édition 2021 de ce rapport sur «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture» souligne aussi l'importance des voies de communication. «Si des itinéraires de transport critiques étaient perturbés par un choc, le coût de l'alimentation pourrait augmenter pour 845 millions de personnes», projette l'organisation basée à Rome.

La pandémie de Covid-19 «a mis largement en évidence les fragilités des systèmes agroalimentaires mondiaux», consta-

te dans un avant-propos le directeur général de la FAO, Qu Dongyu.

Ces systèmes englobent la production, les chaînes d'approvisionnement alimentaires, les réseaux de transport intérieurs et la consommation. Dans un précédent rapport en juillet, l'organisation a estimé que 720 à 811 millions de personnes avaient été touchées par la faim en 2020, soit jusqu'à 161 millions de personnes de plus qu'en 2019, «une augmentation largement due à la pandémie». Pour permettre aux pays de prendre conscience de la vulnérabilité de leur systèmes alimentaires face aux chocs et aux situations de «stress» chroniques, la FAO a mis au point plusieurs indicateurs de «résilience».

Car dans un environnement incertain, «la capacité de supporter les chocs et les situations de stress puis de rebondir est essentielle», note-t-elle. Ces indicateurs analysent la production domestique des pays, l'étendue de leurs échanges commerciaux, les systèmes de transport dont ils disposent, et l'accès de leur population à une alimentation saine. Les pays sont invités à «chercher leurs points faibles», grâce à ces outils, et à tenter d'y remédier, explique à l'AFP Andrea Cattaneo, économiste principal et coordonnateur de la publication.



## Face aux mutations mondiales et la forte consommation intérieure **Quelle politique énergétique pour l'Algérie ?**

**Le président de la République lors du Conseil des ministres en date du 21 novembre 2021 a décidé d'accélérer la transition énergétique dont le développement des énergies renouvelables en précisant chaque décision majeure, qui engage d'ailleurs la sécurité nationale, devra être préalablement analysée par le Conseil national de l'énergie.**



**Par Abderrahmane Mebtoul\***

Je rappelle que le sujet de la stratégie énergétique de l'Algérie a été débattu lors de plusieurs publications internationales et de différentes conférences que j'ai données, le 08 juin 2021 suite à l'invitation de l'Union européenne au siège de l'ambassade à Alger, devant environ 50 personnalités dont les représentants des pays de l'Union européenne -ambassadeurs et attachés économiques, politiques, le représentant de la Banque mondiale et des organismes internationaux accrédités à Alger, devant le Parlement européen en décembre 2011, au Sénat français à l'invitation du professeur Jean-Pierre Chevènement, grand ami de l'Algérie, en mars 2015, et en juin 2019 où j'ai eu l'honneur de présider la commission de la transition énergétique en Méditerranée, représentant l'Algérie des 5+5+ Allemagne, en présence des organisations mondiales internationales Union européenne, OCDE, BM, FMI, BIRD et également à l'Ecole supérieure de Guerre ESG Alger devant les officiers supérieurs le 19 mars 2019 «les impacts géostratégiques, économiques et sociaux de la dépendance des hydrocarbures».

La transition énergétique renvoie à d'autres sujets que techniques, posant la problématique sociétale. Cela pose la problématique d'un nouveau modèle de consommation énergétique où l'énergie de l'avenir entre 2030/2040 sera l'hydrogène : tous les secteurs économiques et tous les ménages sont concernés: transport, BTP, industries, agriculture. Les choix techniques d'aujourd'hui engagent la société sur le long terme. Dès lors la transition énergétique suppose un consensus social car la question fondamentale est la suivante : cette transition énergétique, combien ça coûte, combien ça rapporte et qui en seront les bénéficiaires. Gouverner c'est prévoir d'où l'importance pour l'Algérie de se préparer à ces nouvelles mutations évitant de vivre sur l'utopie du passé.

1.- Comme je l'ai démontré récemment dans l'interview donnée à l'American Herald Tribune -USA- le 23 avril 2020 «Prof. Abderrahmane Mebtoul : We Have Witnessed a Veritable Planetary Hecatomb and the World

Will Never be the Same Again», l'évolution des prix du gaz et du pétrole dépendra à court terme de la croissance de l'économie mondiale, de la maîtrise de l'épidémie du coronavirus et à moyen terme de la future trajectoire du modèle de consommation énergétique mondial. D'ici 2030/2035, les investissements prévus dans le cadre de la transition énergétique USA/Europe/Chine, Inde devraient dépasser les 4000 milliards de dollars où les grosses compagnies devraient réorienter leurs investissements. L'élection américaine sera déterminante pour l'avenir car les démocrates ont une autre vision de la politique énergétique, avec le retour des USA aux accords de Paris COP21 sur le réchauffement climatique. Bien que le nouveau président dit ne pas vouloir interdire le développement du pétrole/gaz de schiste dont les UA sont le premier producteur mondial, s'engageant avec les nouvelles techniques à améliorer les effets de la fracturation hydraulique, le programme de Joe Biden prévoit 2000 milliards de dollars sur les 20/30 prochaines années, soit 10% du PIB 2019, pour le développement des énergies renouvelables, les industries écologiques et l'efficacité énergétique. Plus globalement, le plan climat de Joe Biden prévoit d'investir, je le cite, «dans les infrastructures intelligentes pour reconstruire la nation et pour garantir que nos bâtiments, nos infrastructures d'eau, de transport et d'énergie puissent résister aux impacts du changement climatique, de financer 1,5 million de nouveaux logements plus durables et éco-énergétiques, une réorganisation de l'industrie automobile vers les voitures hybrides et électriques, l'Etat fédéral devant programmer notamment l'installation de 500 000 bornes de recharge publiques sur le territoire et instaurer une prime à la conversion».

L'Europe va dans la même trajectoire. La Commission européenne a fixé, avec le règlement d'exécution 2020/1294 du 15 septembre 2020, les règles du nouveau mécanisme de financement des énergies renouvelables. Chaque État membre doit contribuer à l'objectif européen de 32% d'énergies renouvelables en 2030. Une trajectoire indicative est fixée pour chacun d'entre eux, pour la période 2021-2030, avec des points

de référence à atteindre entre 2025 et 2027, devant mobiliser au moins 1 000 milliards d'euros d'investissements durables dans les dix années à venir avec des incitations pour attirer les financements privés, grâce notamment au rôle essentiel que jouera la Banque européenne d'investissement.

La Chine et l'Inde ont un fort engagement pour la transition énergétique. Par exemple, selon le rapport de Global Wind Energy Council de 2019, la Chine et l'Inde font partie des cinq pays regroupant 73% de l'ensemble des capacités éoliennes mondiales installées. En termes d'énergie solaire, le soutien des gouvernements indien et chinois stimule la compétitivité de leurs filières solaire, faisant d'eux les premiers acteurs au niveau mondial. La Chine pour tenter de réduire la pollution atmosphérique due à cet usage incontrôlé du charbon, investit massivement dans les énergies renouvelables : pays leader, prévoit d'investir d'ici 2030 375/400 milliards de dollars. Quant à l'Inde, elle s'est engagée à fortement développer les énergies renouvelables, en disposant en particulier de 100 GW de capacités solaires et de 60 GW éoliens d'ici à fin 2022 (contre 16,6 GW solaires et 32,7 GW éoliens à fin novembre 2017), devant mobiliser pour cette période près de 190 milliards de dollars selon les estimations de la Climate Policy Initiative (CPI). Les USA/Europe qui représentent actuellement plus de 40% du PIB mondial pour une population inférieure à un milliard d'habitants poussent à l'efficacité énergétique et à la transition énergétique afin de lutter contre le réchauffement climatique. Car si les Chinois, les Indiens et les Africains avaient le même modèle de consommation énergétique que les USA et l'Europe il faudrait cinq fois la planète actuelle.

Qu'en sera-t-il de l'Algérie pour les équilibres financiers et avons-nous le niveau de production nécessaire avec la forte consommation intérieure et le désinvestissement dans ce secteur pour pouvoir exporter encore horizon 2030 où la consommation intérieure dépassera les exportations actuelles ? Face à la concurrence internationale en Europe, l'Algérie a perdu des parts de marché entre 2005/2021 (voir notre interview quotidien gouver-

nemental Horizon 06/07/2021). Les réserves de pétrole sont évaluées selon la déclaration du ministre algérien de l'Energie début 2020 à 10 milliards de barils et entre 2200 et 2500 milliards de mètres cubes gazeux pour le gaz traditionnel, la consommation intérieure dépassant les exportations actuelles horizon 2030. L'Algérie profite-t-elle du cours exceptionnel du pétrole et du gaz où tant selon l'OPEP que le FMI, le cours devrait se stabiliser en 2022 entre 70/80 dollars le baril pour redescendre entre 2025/2030 avec l'accélération de la transition énergétique ? A court terme, l'Algérie profite peu de ces hausses puisque selon le rapport de l'OPEP de juillet 2021 la production est passée de plus de 1,2- 1,5 millions de barils/j entre 2007/2008 à environ 950.000 barils/j contre 850.000 en mai 2021, les exportations se situant à environ à 500.000 barils/j et pour le gaz les exportations étaient de 65 milliards de mètres cubes gazeux à seulement 40 dollars le MBTU en 2020, espérant 43/44 pour 2021, du fait de la forte la consommation intérieure, près de 40/50% de la production pour le pétrole et le gaz entre 2019/2020 et devant s'accélérer entre 2021/2030, laissant peu pour les exportations.

L'Algérie ne s'est pas adaptée, faute de prévisions, aux nouvelles mutations gazières mondiales avec la percée du marché libre dit spot, ayant privilégié les contrats à moyen et long terme avec un prix fixe qui ne peut être révisé en cas de hausse ou baisse des prix qu'au bout d'une certaine période, après négociations. Aussi la remontée des prix pour 2021 peut permettre une recette de Sonatrach entre 32/33 milliards de dollars. Cela rend l'urgent un nouveau management de Sonatrach et la publication tant du code d'investissement que des décrets d'application de la loi des hydrocarbures pour attirer les investisseurs si l'Algérie veut profiter de cette hausse des prix, ayant assisté à un net recul des IDE en Algérie entre 2018/2020, Sonatrach ayant signé surtout des lettres d'intention qui n'engagent nullement l'investisseur.

**Suite en page 7**

\*Professeur des universités,  
expert international

Face aux mutations mondiales et la forte consommation intérieure

## Quelle politique énergétique pour l'Algérie ?



### Suite de la page 6

**2.**-D'où l'urgence de revoir le modèle de consommation énergétique afin de s'adapter aux nouvelles mutations 2021/2025/2030 afin d'asseoir dans les faits et non dans les discours déconnectés de la réalité, les énergies du renouvelable représentent moins de 1% de la consommation intérieure, la transition énergétique autour de cinq axes directeurs pouvant être combinés s'insérant dans le cadre du Mix énergétique. Le premier axe est d'améliorer l'efficacité énergétique car comment peut-on programmer 2 millions de logements selon les anciennes normes de construction exigeant de fortes consommations d'énergie alors que les techniques modernes économisent 40 à 50% de la consommation ? Par ailleurs s'impose une nouvelle politique des prix (prix de cession du gaz sur le marché intérieur environ un dixième du prix international) occasionnant un gaspillage des ressources qui sont gelées transitoirement pour des raisons sociales. A cet effet, une réflexion doit être engagée par le gouvernement algérien pour la création d'une chambre nationale de compensation, que toute subvention devra avoir l'aval du parlement pour plus de transparence, chambre devant réaliser un système de péréquation, segmentant les activités afin d'encourager les secteurs structurants et tenant compte du revenu par couches sociales, impliquant un système d'information transparent en temps réel.

Le second axe est l'investissement à l'amont pour de nouvelles découvertes d'hydrocarbures traditionnels. Soyons réalistes, entre 2021/2025, comme pour les années passées, 98% des recettes en devises avec les dérivées dépendront toujours des hydrocarbures, nécessitant une nouvelle politique énergétique axée sur l'efficacité et la transition énergétique. Selon les données officielles du Premier ministère (source APS), l'assainissement du secteur public marchand durant les 25 dernières années a coûté au Trésor l'équivalent de 250 milliards de dollars et le coût des réévaluations entre 2005/2020, 8900 milliards de dinars soit au cours moyen de

135 dinars un dollar environ 66 milliards de dollars : continuer sur cette voie est un suicide collectif. Evitons les utopies par un langage de vérité : si les projets du fer de Gara Djebilet et du phosphate de Tébessa commencent leur production en 2022, l'investissement de ces deux projets étant estimé à environ 15 milliards de dollars ainsi que le projet du gazoduc Algérie dont le coût est estimé par l'Europe principal client entre 19/20 milliards de dollars, la rentabilité ne se fera que dans 5/7 ans. Mais pour la rentabilité des gisements tout dépendra du vecteur prix au niveau international et du coût, pouvant découvrir des milliers de gisements non rentables, posant le problème de la rentabilité, et nécessitant de mobiliser plus de 70 milliards de dollars pour les cinq prochaines années alors que les réserves de change sont estimées à fin mai 2021 à 44 milliards de dollars malgré toutes les restrictions qui ont paralysé l'appareil de production et accéléré le processus inflationniste du fait sue 85% des matières premières entreprises publiques et privées sont importées en devises.

**L**e troisième axe est le développement des énergies renouvelables devant mobiliser au minimum entre 2022/2030, 70 milliards de dollars pour atteindre les objectifs en combinant le thermique et le photovoltaïque dont le coût de production mondiale a diminué de plus de 50% et il le sera plus à l'avenir. Or, avec plus de 3 000 heures d'ensoleillement par an, l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire, ou presque. Le soleil tout seul ne suffit pas. Il faut la technologie et les équipements pour transformer ce don du ciel en énergie électrique. La production à grande échelle permettrait de réduire substantiellement les coûts tout en favorisant à l'aval une multitude de PMI-PME, renforçant le tissu industriel à partir des énergies propres (industries écologiques). La promotion des énergies renouvelables suppose des moyens financiers importants en investissement et en recherche-développement. Depuis de longues années les gouvernements successifs ont annoncé que l'Algérie installera une puissance d'origine

renouvelable de près de 22 000 MW dont 12 000 MW seraient dédiés à couvrir la demande nationale de l'électricité et 10 000 MW à l'exportation et que d'ici 2030, l'objectif serait de produire 30 à 40% de ses besoins en électricité à partir des énergies renouvelables : beaucoup de paroles, plus de cinq conseils de ministres lui ont été consacrés depuis et des réalisations insignifiantes faute d'une stratégie clairement définie.

Le quatrième axe, selon la déclaration de plusieurs ministres de l'Energie entre 2013/2019, l'Algérie compte construire sa première centrale nucléaire en 2025 à des fins pacifiques, pour faire face à une demande d'électricité galopante. Les réserves prouvées de l'Algérie en uranium avoisinent les 29.000 tonnes, de quoi faire fonctionner deux centrales nucléaires d'une capacité de 1.000 mégawatts chacune pour une durée de 60 ans. Mais pour éviter l'exode de cerveaux, il faudra comme d'ailleurs tous les autres secteurs de résoudre le problème récurrent des chercheurs du nucléaire (cela s'applique à l'ensemble des chercheurs) qui depuis des années demandent l'éclaircissement de leur statut, et un environnement propice par la levée des obstacles bureaucratiques qui bloquent la recherche. Le cinquième axe, l'option du gaz de schiste, l'Algérie possédant le troisième réservoir mondial, environ 19500 milliards de mètres cubes gazeux, selon des études américaines pour le gaz de schiste mais qui nécessite, outre un consensus social interne, de lourds investissements, la maîtrise des nouvelles technologies qui protègent l'environnement, nécessitant des partenariats avec des firmes de renom (voir étude sous la direction du professeur Abderrahmane Mebtoul, pétrole et gaz de schiste, opportunités et risques, Premier Ministère – Alger, 2015, huit volumes ont abordé le volet de la transition énergétique).

En Algérie, devant éviter des positions tranchées pour ou contre, un large débat national s'impose, car on ne saurait minimiser les risques de pollution des nappes phréatiques au sud du pays. L'Algérie étant un pays semi-aride, le problème de l'eau étant un enjeu stratégique au niveau méditerranéen et africain, doit être opéré un arbitrage pour la consommation d'eau douce (les nouvelles techniques peu consommatrices d'eau n'étant pas encore mises au point, malgré le recyclage, quel sera le coût, fonction de l'achat du savoir-faire), un milliard de mètres cubes gazeux nécessitant 1 million de mètres cubes d'eau douce et être pris en compte les coûts (en plus de l'achat des brevets) devant forer plusieurs centaines de puits moyens pour un milliard de mètres cubes gazeux. Sans compter la durée courte de la vie de ces gisements et la nécessaire entente avec des pays riverains se partageant ces nappes.

**E**n résumé, le monde devrait connaître entre 2025/2030/2040 un profond bouleversement de la carte énergétique et donc du pouvoir économique mondial, l'énergie étant au cœur de la sécurité des Nations (interviews- Pr A.Mebtoul AfricaPresse Paris, American Herald Tribune et Afrik Economy 2019/2020). Aussi les changements économiques survenus depuis quelques années dans le monde ainsi que ceux qui sont appelés à se produire dans un proche avenir, doivent nécessairement trouver leur traduction dans des changements d'ordre systémique destinés à les prendre en charge et à organiser leur insertion dans un ordre social qui est lui-même en devenir. L'Algérie n'a pas d'autres choix que de réussir les réformes dont celle de la numérisation et transition énergétique, qui seront douloureuses à court terme mais porteuses d'espoir à moyen et long terme pour les générations présentes et futures. Rester en statu quo en retardant les réformes structurelles conduira inéluctablement à de vives tensions sociales. J'ose imaginer une Algérie où les nouvelles générations vivront confiantes et heureuses dans leur pays et où nous assisterons à un retour volontaire progressif des cadres expatriés. Aussi, l'Algérie qui a d'importantes potentialités, grâce à la mobilisation de tous, dans le cadre d'un nouveau contrat social, sera ce que le peuple algérien et les responsables chargés de gérer la cité voudront qu'elle soit.

**Abderrahmane Mebtoul**

BOUIRA

## Un réseau de passeurs clandestins neutralisé

Farid Haddouche

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la daïra de Kadiaria située à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest du chef-lieu de wilaya, Bouira, ont réussi à neutraliser un réseau spécialisé dans l'émigration clandestine.

Selon le chargé de la communication de la sûreté de la wilaya de Bouira, il s'agit de 5 individus qui viennent d'être arrêtés dans le cadre des efforts consentis dans la lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine.

## TÉBESSA

## Deux trafiquants de stupéfiants condamnés à 15 ans de réclusion criminelle

Ali Chabana

**U**n réseau de trafic de stupéfiants s'est établi d'Oran jusqu'à Tébessa. Une affaire inscrite au menu de la 2<sup>e</sup> session ordinaire criminelle du tribunal près la cour de justice de Tébessa. Dans laquelle les deux accusés ont écopé de 15 de réclusion criminelle, en plus d'une amende de 3 millions de dinars. Il faut remonter à l'été 2020, où au cours d'un barrage de la Gendarmerie nationale, dressé près de la localité de Bir Mokadem, pour le contrôle d'un ca-

mion transportant une dizaine de moutons venant d'Oran direction Tébessa. Or il se trouvait que le moyen de transport n'acheminait pas seulement des animaux, mais aussi une quantité de drogue, soit 7 kg bien dissimulés dans la roue de secours. Durant le procès, le conducteur du camion déclara qu'il ne savait pas ce qui était caché dans la roue de secours et le camion appartenait à quelqu'un résidant à Aïn Sefra dans la wilaya de Naâma. Ensuite notre chauffeur avoua son méfait, après l'arrestation de son complice,

## Prochaine distribution de logements

**L**es services de la direction du logement de la wilaya de Tébessa compétent distribuer un lot de 284 logements au cours du prochain mois de décembre et ce, au titre de différentes formules. Parmi lesquels 150 logements publics locatifs, 115 logements de l'habitat rural,

ainsi 50 actes aux bénéficiaires des lots de terrain, dans le cadre des lotissements sociaux. En attendant d'autres attributions afin de parachever les programmes, après les opérations d'étude des commissions des dossiers des demandeurs de logements. A signaler qu'au cours de

A.C.

## Soutien et adhésion à un groupe terroriste: 6 ans de prison

**T**rois personnes âgées de 28 à 34 ans viennent d'écopier de 6 ans de réclusion criminelle pour chacun des accusés, pour le chef d'inculpation de soutien et adhésion à un groupe terroriste armé. C'était le verdict prononcé par le tribunal criminel près la cours de justice de Tébessa, au cours de la tenue de sa 2<sup>e</sup> session ordinaire.

Au moment où le parquet a requis la peine de prison de 15 ans. L'affaire remonte à 2016, où les services de sécurité avaient reçu des informations concernant des mouvements suspects d'un

terroriste activant dans la région sud de la wilaya de Tébessa. Des communications téléphoniques entre un terroriste et sa famille avaient été interceptées. Les investigations ont permis aussi, selon les aveux d'une personne arrêtée, l'existence d'une casemate contenant des denrées alimentaires, ainsi que d'autres ravitaillements au domicile du terroriste. Or les accusés ont indiqué qu'il s'agissait d'un lot de produits alimentaires stocké pour les besoins des préparatifs d'une fête de mariage et non pour le soutien d'un groupe armé. Après l'audi-

A.C.

## Un jeune découvert pendu à une poutre

**L**es éléments de la protection civile de l'unité d'Elma Labiod à l'est de Tébessa sont intervenus pour évacuer le corps inerte d'un jeune homme âgé de 28

ans, retrouvé mort, une corde autour du cou, pendu à une poutre dans son domicile sis au douar El Masreb, dans la commune d'El Oglia Malha. Le corps a été déposé

A.C.

## BESBES

## 7 ans de prison pour les voleurs d'une bijouterie

A.Ouélaa

**A**gissant sur la base d'informations fiables faisant état de l'arrivée probable d'une bande de malfaiteurs, la police de la sûreté de daïra de Besbes dressa un barrage surprise sur l'une des routes menant vers cette ville. Le véhicule en question a été intercepté et à bord duquel se trouvaient

quatre personnes dont un repris de justice, tous originaires de la wilaya de Guelma. A la vue des policiers, les quatre jeunes ont commencé à paniquer et à montrer des signes d'inquiétude. Invités à montrer les documents du véhicule qui a été passé au peigne fin par la suite, une plaquette de kif a été découverte pesant 166 grammes ainsi qu'une im-

## GUELMA

## Des eaux usées utilisées pour irriguer une culture : un an de prison ferme

Mohammed Menani

**D**ans le cadre de la lutte contre toutes les formes de la délinquance et de la criminalité, les éléments de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale d'Héliopolis ont procédé

cette semaine à l'interpellation d'un cultivateur âgé de 33 ans, qui irrigua à l'eau usée son champ d'haricots verts d'une contenance de 4 hectares, au lieu-dit Hammam Beradâa. Après les opérations de prélèvements et de constatations appro-

priés, le suspect fut auditionné et présenté devant le tribunal correctionnel de Guelma en audience de comparution immédiate, qui prononça à son encontre la peine de 12 mois de prison fermes assortie d'une amende de 100.000 DA.

## CONSTANTINE

## La production scientifique algérienne en question

**L**e directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhafid Aouragh, a révélé lundi à Constantine qu'«une feuille de route sera élaborée pour traiter les dysfonctionnements entravant la visibilité de la production scientifique algérienne à l'échelle internationale». Rencontré en marge de l'atelier national sur la promotion de la recherche dans les sciences humaines et sociales à l'Agence thématique de recherche en sciences sociales et humaines (université Salah Boubnider, Constantine-3), M. Aouragh a indiqué que le ministère de l'Enseignement supérieur projette après cet atelier de mettre en place des mécanismes susceptibles d'assurer davantage de visibilité à la production algérienne de la connaissance et d'encourager les pratiques de recherche innovantes, outre l'adoption d'une stratégie visant l'instauration d'un envi-

ronnement plus propice à la recherche. Il a ajouté que parmi ces mécanismes figure l'encouragement des jeunes chercheurs notamment les doctorants à élaborer leurs thèses en anglais et à traduire leurs recherches dans cette langue en tant que langue actuelle de la recherche scientifique et l'un des critères de la visibilité internationale. Il a souligné, à cet effet, que 94% de la production scientifique mondiale est rédigée en anglais et les chercheurs ne maîtrisent pas l'anglais «perdent d'énormes informations», estimant que la langue dans ces cas constitue «une entrave qu'il s'agit de traiter». De son côté, Camilla Aït Yahia, directrice de la programmation de la recherche, de l'évaluation et de la prospective à la direction générale de la recherche scientifique, a indiqué que les autres mécanismes portent sur l'intégration de la numérisation et de l'intelligence artificielle dans le domaine de la recherche scientifique en Algérie pour une «meilleure identifica-

tion des chercheurs, la présentation de leur production, le gain de temps et d'efforts et la constitution d'archives de la production scientifique». Elle a estimé que l'Algérie dispose d'une quantité colossale de savoir non lu à l'échelle internationale, et cela affecte les échanges pédagogiques et la classification internationale de l'université algérienne.

Latelier national sur la promotion de la recherche dans les sciences humaines et sociales, initié par l'Agence thématique de recherche en sciences sociales et humaines, regroupe pendant deux jours une cinquantaine de chercheurs dans les disciplines humaines et sociales. Les communications programmées abordent notamment l'état actuel de la recherche algérienne en sciences humaines et sociales, la numérisation et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, la pluridisciplinarité et le rôle des langues étrangères dans la consolidation des sciences humaines et sociales.

## MILA

## Colloque sur le théâtre algérien amazigh : la nécessité de collecter le patrimoine amazigh

**L**es recommandations du premier colloque national tenu en visioconférence sur «le théâtre algérien d'expression amazighe, modes de pensée et formes de création, entre tradition et modernité», clôturé lundi à Mila, ont souligné la nécessité de «collecter le patrimoine amazigh à travers l'Algérie et l'exploiter dans le théâtre». La rencontre tenue au centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila a également recommandé d'encourager les étudiants et les chercheurs à mener des recherches sur le patrimoine théâtral amazigh, la constitution d'équipes de recherche spécialisées pour prospecter et promouvoir les contenus de cet art an-

cestral et l'intensification des efforts pour rapprocher le théâtre amazigh du public pour qu'il puisse interagir. Il a été également recommandé d'accorder davantage d'importance pour la traduction du patrimoine algérien dans les deux langues, arabe et amazighe.

Une quarantaine de communications ont été présentées durant les deux jours du colloque, organisé par le centre universitaire Abdelhafid Boussouf en coordination avec le Centre national de recherche en langue et culture amazighes et le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), dont le secrétaire général Si El Hachemi Assad en a présidé l'ouverture dimanche. Les cher-

cheurs de plusieurs universités et dramaturges ont analysé dans leurs interventions «le discours théâtral algérien amazigh», «le rôle du théâtre algérien amazigh en tant que document d'histoire et production culturelle» et «la représentation de la nation algérienne dans le théâtre amazigh». Le colloque a abordé aussi des expériences théâtrales de spectacles déclinés dans les divers dialectes (chaoui, kabyle et tergui), le rite amazigh à l'instar de «Boughendja» dans la région des Aurès, la scénographie poétique dans le théâtre algérien amazigh et les caractéristiques de la pièce amazighe. La rencontre a été également une occasion pour les participants de débattre des approches et des idées développées par les conférenciers avant la rédaction des recommandations.

## Horaires des prières pour Constantine et ses environs

19 rabie ethani 1443

El Fedjr 04h51	Dohr 12h21	Assar 15h02	Maghreb 17h24	Icha 18h47
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

## Levée du confinement, gel des projets routiers, non-respect du code ...

### La congestion du trafic automobile s'aggrave

**La congestion du trafic automobile s'aggrave à Oran et ses périphéries immédiates. Des embouteillages sont signalés durant les heures de pointe, mais également durant la soirée dans les grands ronds-points de la Pépinière, El Bahia, cité Djamel...et dans de nombreux axes routiers.**

S. M.

**A**l'origine de cette situation, de nombreux facteurs et essentiellement les contrecoups de la levée du confinement, le non-respect du code de la route et le gel des projets routiers (ouvrages d'art, voies d'évitement, parking...) en raison de la politique d'austérité menée par le gouvernement pour réduire les dépenses publiques.

La congestion du trafic atteint son paroxysme dans les grands ronds-points de la ville et aucune solution d'évitement de ces points noirs, n'a été réellement envisagée par les services concernés. Le problème de ces points noirs ne date pas d'hier, mais la situation ne cesse de s'empirer.

Les ronds-points deviennent presque des entonnoirs pour des files interminables de voitures et de camions. Les automobilistes sont complètement déboussolés, pris dans un état. Ils sont ainsi soumis aux angoisses des goulets d'étranglement inextricables. Tous les poids-lourds, les bus, les voitures, qui circulent dans le tissu urbain de la ville, échouent inévitablement dans ces points noirs. Contraire-

ment à Alger où presque tous les ronds-points ont été supprimés et remplacés par des échangeurs et plusieurs voies d'évitement sont mises en service, dont la pénétrante d'Oued Ouchayah, le réseau routier d'Oran est truffé de ronds-points à telle enseigne qu'El Bahia est baptisée par les visiteurs la « ville des ronds-points ». Nombreux visiteurs sont médusés en voyant certains grands ronds-points de la ville notamment celui de la Pépinière qui couvre presque la surface d'un stade de football. Les solutions envisagées par les services concernés pour mettre un terme à cette situation ne risquent pas d'être concrétisées dans l'immédiat en raison de contraintes budgétaires.

La nouvelle route du port, qui a certes vu le bout du tunnel, ne sera pas réceptionnée incessamment et les travaux semblent à la traîne.

Cette route devait alléger la congestion du trafic automobile sur l'ancienne route du port et les ronds-points de cité Djamel et El-Bahia. Les projets d'élargissement de 70 voies en intra-muros, dont certains étaient inscrits dans le plan de Constantine

par les autorités coloniales, n'ont pas été réalisés à ce jour à l'exception de quelques tronçons sur le 2<sup>ème</sup> b d périphérique (ligne B). L'autre cause de la congestion du trafic reste le non-respect du code de la route par nombreux automobilistes qui ne respectent ni la priorité de céder le passage, ni les stops encore moins les lignes continues. Dans certains axes routiers, on se croirait dans un rallye où chaque automobiliste essaye, par tous les moyens de dépasser les autres. « On souffre quotidiennement de la congestion automobile. La situation ne cesse de se dégrader », regrette cet automobiliste.

La ville se réveille et s'endort ainsi, tous les jours de semaine, dans des embouteillages monstrueux. Des automobilistes pris au piège dans ces embouteillages doivent prendre leur mal en patience. L'encombrement de la circulation atteint son paroxysme au centre-ville où des flux de voitures venues de nombreuses artères, s'y déversent à longueur de journée. Dans certaines rues de cette zone, les automobilistes sont piégés dans des obstructions totales que même les agents de la circulation n'arrivent plus à désembouteiller.

## Mitoyens à l'Ecole des Douanes d'El Othmania Attribution prochaine de 105 logements de fonction à des douaniers

**P**as moins de 105 logements de fonction seront attribués prochainement, à Oran, aux éléments des Douanes, a-t-on appris auprès de la direction des Equipements publics de la wilaya. Ce quota de logements mitoyens de l'Ecole des Douanes, à Haï « El Othmania » comprend 100 unités de types F3 et F5.

Les travaux ont été achevés à 100% et il ne reste que les aménagements extérieurs, a indiqué à l'APS le chef de service chargé du suivi des

projets, Benouadah Mohamed. La réception définitive vient d'être effectuée pour seulement 64 logements de fonction, en attendant l'achèvement des travaux de raccordement au réseau de gaz naturel par Sonelgaz, notamment en ce qui concerne les 36 logements ainsi que 5 autres pavillons, a-t-il fait savoir. En outre, il a été procédé au même site à l'achèvement d'un dortoir de 250 lits au profit des agents des Douanes, en attendant sa mise en exploi-

tation à très court terme, a-t-il ajouté. Par ailleurs, il est prévu le lancement prochain des travaux de réalisation d'un nouveau siège de la direction régionale des Douanes, après l'achèvement des procédures administratives relatives à l'élaboration des cahiers de charges et l'annonce d'un avis d'appel d'offres, ainsi que la désignation de l'entreprise chargée de sa concrétisation dont les délais ont été fixés à 18 mois au maximum, selon la même source.

## Covid19 Plus de 70 pharmacies impliquées dans la vaccination

**P**lus de 70 pharmacies d'officine de la wilaya d'Oran sont impliquées jusqu'à présent dans la campagne de vaccination contre la Covid-19, a-t-on appris, dimanche, de la direction locale de la santé et de la population (DSP). Une opération qui se déroule dans de bonnes conditions dans ces officines au nombre de 73, mais qui, à l'instar des autres centres de vaccination, connaît, ces derniers temps, un engouement timide de la part des citoyens, a expliqué à l'APS, le chef de service de prévention et chargé

de communication de la DSP, Dr Youcef Boukhari. « Nous souhaitons davantage d'engouement pour la vaccination de la part des citoyens, autres les centres de vaccinations que nous avons ouvert un peu partout dans la wilaya, certaines pharmacies ont été autorisées à assurer la vaccination contre la Covid-19. Les doses de vaccin sont disponibles donc il faut se protéger et se faire vacciner », a-t-il précisé. Les pharmacies aptes à assurer la vaccination sont quotidiennement approvisionnées en doses de vaccins

par la DSP, selon leur demande, a précisé le responsable, « jusqu'à 100 doses sont livrées quotidiennement à certaines pharmacies selon la demande qui reste toujours insuffisante », a-t-il ajouté.

A noter que les personnes souffrant de maladies chroniques, alitées ou en difficulté ne pouvant se déplacer aux centres de vaccination peuvent être vaccinées à domicile. « Chaque établissement public de santé de proximité (EPSP) dispose d'un véhicule pour les soins à domicile. De ce fait, toute personne souffrant de maladies chroniques, obèse, alité entre autres, n'a qu'à contacter l'EPSP le plus proche de son domicile pour exprimer son désir de se faire vacciner. Une équipe se déplacera chez elle pour la vacciner », a précisé le même responsable. La wilaya d'Oran a réalisé un taux de vaccination qui tourne autour de 52%, ce qui reste encore insuffisant selon les responsables du secteur de la santé pour atteindre l'immunité collective.

## ILS NOUS ONT QUITTÉS... HIER

Zekar Naïma, 47 ans, Bir El Djir

Benabid Lakhdar, 79 ans, Hassi-Bounif

Mouafak Houaria, 86 ans, Maraval

Benatman Abdelkader, 79 ans, Sidi El-Bachir

## Horaires des prières pour Oran et ses environs

19 rabie ethani 1443

El Fedjr  
06h20

Dohr  
12h50

Assar  
15h33

Maghreb  
17h55

Icha  
19h17



## Institut Cervantès d'Oran Concert de flamenco et des projections cinématographiques pour décembre

K. Assia

et des écrivains seront organisées sur la musique andalouse et la littérature des voyages. Le programme prévoit, selon la responsable, une conférence en ligne sur la romancière espagnole Emilia Pardo Bazan, un événement qui coïncidera avec la commémoration du centenaire de son décès. Toujours dans le cadre de ce riche programme, des films sont projetés tous les jeudis au siège de la salle de projection de l'institut.

Par ailleurs, celui-ci s'est uni selon sa directrice à la célébration de la journée internationale des bibliothèques le 24 octobre dernier, une date choisie pour commémorer le bombardement de la bibliothèque de Sarajevo le 24 octobre 1992.

D'autre part, classé cinquième sur tout le réseau Cervantès au monde, l'institut Cervantès d'Oran vient de se positionner sur la quatrième place en devançant Tanger selon les statistiques du réseau Cervantès au 30 septembre dernier. Sur les 87 instituts à travers le monde, l'institut Cervantès d'Oran est classé quatrième après New Delhi, Manila et Istanbul.

## Oued Tlelat Trois blessés graves dans une collision entre un bus et une voiture

J. Boukraa

**L**es accidents impliquant des bus et mettant en péril la vie de plusieurs usagers sont devenus fréquents. Trois personnes ont été gravement blessées, lundi soir, dans un accident impliquant un bus. Selon la Protection civile, le sinistre s'est produit sur la RN04, à hauteur de Oued Tlelat, lorsqu'un bus est entré en collision avec une voiture de marque Renault Symbol. Souffrant de diverses blessures aux niveaux de la tête, du dos, du visage et des membres, les victimes âgées entre 20 et 65 ans ont reçu les soins nécessaires avant d'être évacuées vers une struc-

ture de santé, selon la même source. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cet énième accident impliquant un bus. Ce n'est pas la première fois qu'un bus de transport en commun est impliqué dans un accident. Les services concernés lancent, à chaque occasion, des campagnes de sensibilisation en direction des conducteurs des bus de transport des voyageurs et des chauffeurs de taxis afin de réduire les accidents de la route, mais en vain. Si on ignore les raisons exactes ayant provoqué ce grave sinistre, on sait en revanche que la responsabilité humaine est prépondérante dans ce cas de figure.

## Auteur de plusieurs textes de théâtre Décès du dramaturge et journaliste Abdelkader Arrouche

**L**e dramaturge et journaliste Abdelkader Arrouche s'est éteint, lundi à Oran, à l'âge de 78 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris de ses proches. Le défunt a été l'auteur de plusieurs textes mis en scène par de nombreux hommes de théâtre dont Medjahri Habib.

Ces pièces ont été présentées sur les planches de divers espaces culturels à Mostaganem, Béchar, Sidi Bel-Abbès et Oran. Parmi ces œuvres figurent « Nymida » qui a remporté le premier prix de la première édition du Festival National de Théâtre Amateur de Mostaganem en 1967, « Zariba El-Madina » (1993) et « El Ouard Mathoum » produite par le « Théâtre Raouf » de Béchar en 2018. Le défunt a pris part à

de nombreux festivals nationaux et à celui de Sousse (Tunisie). Il est également l'auteur d'une pièce de théâtre « El Kenna oua El Ajouz » diffusée sur les ondes de la radio d'Oran. Abdelkader Arrouche, qui a occupé plusieurs postes administratifs, était également poète pour avoir composé de nombreux textes traitant de personnages historiques, dont le fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, des villes d'Algérie et de la femme.

En plus de sa grande passion pour l'écriture dramatique et la poésie, le défunt était membre de la rédaction de plusieurs quotidiens paraissant à Oran. La dépouille mortelle a été inhumée, lundi, au cimetière d'Aïn El Beida d'Oran.

## Sa gestion financière et comptable 2017-2021 décortiquée

### Les griefs de l'IGF, les explicatifs de la commune d'Oran

**Neuf griefs ont été consignés dans le rapport d'un récent audit de l'IGF ciblant la gestion financière et comptable de la commune d'Oran, sur ordre du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Dans un long document, l'APC a répondu, point par point. Le Conseil municipal, en fin de mandat, y explique le pourquoi du comment.**



Houari Saaïdia

Premier « carton » délivré par l'Inspection générale des Finances à la commune d'Oran est en rapport avec son état financier. En clair, il lui est reproché un recul net des recettes communales par rapport à la fiche de calcul relative à la fiscalité locale ainsi que des dépenses démesurées de l'ordre de 85%. La commune recouvre peu d'argent et en dépense trop, pour faire bref. Pour apporter des éléments de réponse à cet état de fait, l'APC a pris le soin d'en rappeler le contexte, les tenants et les aboutissants de cette piété posturale financière. Il est ainsi noté en préambule de la correspondance explicative, émanant du cabinet du maire Nouredine Boukhatem que « la commune a, de tout temps, présenté un budget équilibré dont les recettes au titre des produits fiscaux (fiche de calcul n°6) constituaient 70% de ses ressources financières, et ce, outre l'aide de la Caisse de solidarité et de garantie des Collectivités locales, la dotation pour la compensation de la moins-value fiscale et la subvention d'Etat pour les salaires des personnels communaux, lesquelles contributions consistaient en une moyenne de 3,7 milliards de DA par an, mais qui ont été suspendues par l'Etat, dès 2016 (dans le cadre des mesures de rationalisation budgétaire, en l'occurrence) ». Touchée de plein fouet par cette décision de coupe budgétaire et devant le fait accompli, la commune d'Oran n'a eu d'autres choix pour amortir le choc et pouvoir joindre les deux bouts que d'agir sur des leviers alternatifs - devenus impératifs - dont l'actualisation et la valorisation de ses produits patrimoniaux et la création de nouvelles ressources propres, dont un tableau exhaustif a été joint à la lettre-réponse de l'APC. Ainsi, note encore le compte-rendu explicatif de l'APC, « le total correspondant aux bons de versement transmis à la Trésorerie communale représente 60% des prévisions, soit en principe une nette amélioration dans les recettes par rapport aux années antérieures à 2016 ». Mais, sur le terrain, cela s'est avéré un dispositif à effet éphémère. L'état de santé financière de la commune ne s'est pas amélioré, en tout cas. Pire, il s'est dégradé. Peu à peu, d'année en année. Les raisons ? « Ce qui a entraîné la décadence de la situation financière de la commune et ce qui le correspond en charges obligatoires dépassant parfois la barre des 85%, dont la masse salariale qui se taille, à elle seule, une part de 70% du fait qu'Oran est la plus grande commune du pays, avec 18 délégations communales réparties sur un territoire s'étendant sur 64 km² ».

#### 600 MILLIARDS DE DETTES, LE TRÉSORIER COMMUNAL POINTÉ DU DOIGT

Deuxième grief fait par l'IGF à la commune d'Oran, le non-remboursement des dettes. L'endettement est l'un des dossiers sulfureux et non moins épingleux qui rongent la commune d'Oran. 6 milliards de DA. C'est la consistance de la dette cumulée durant les exercices comptables de 2016 à 2020.

L'APC, qu'en dit-elle ? Les mêmes arguments de fond évoqués dans le point relatif à l'état des finances sont réitérés, là encore, en l'occurrence l'aide de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, la dotation pour la compensation de la moins-value fiscale (156 milliards de centimes), la subvention d'Etat pour les salaires des personnels (152 milliards de centimes) plus une dotation pour l'entretien des écoles (27 milliards), qui ont toutes sauté dès 2016, au grand dam de la commune. Conséquence : manque de liquidités à la Trésorerie communale, ceci alors que la commune était liée par des engagements de dépenses auprès du contrôleur financier (CF) à hauteur de 80 à 85%, vu la consistance du plan de fonctionnement de la commune d'Oran. Devant cet état de fait, l'APC a fait des mains et des pieds pour atténuer la forte crise de liquidités, mais sans grande réussite puisque le problème du sous-recouvrement, tant fiscal que patrimonial, est resté entier. Et ce, poursuit le compte-rendu de la commune, en dépit de la disponibilité de crédits budgétaires, si bien que la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales est venue au secours de l'APC, fin 2016, par une subvention sous le sceau de l'urgence d'une valeur de 67 milliards de centimes pour couvrir 4 mois de salaires impayés pour les travailleurs.

#### RÉUNION DE CRISE WILAYA-APC: RÉSOUTRE UN PROBLÈME POUR EN CRÉER UN AUTRE

« Dans la foulée de cette crise, sur ordre du wali, une réunion entre les responsables de la wilaya et ceux de la commune a été tenue au siège de la wilaya, où instruction a été donnée au Trésorier communal de prioriser le paiement des salaires des personnels communaux sans procéder aux retenues salariales, y compris celles liées aux cotisations de la Caisse nationale des Assurances sociales. Et c'est à partir de là que les dettes ont commencé à s'accumuler autre mesure bien que la commune ait tenté de redresser la situation et limiter les dettes à partir de 2019, et ce, au travers un faisceau de mesures de rationalisation drastiques tant en fonctionnement-gestion qu'en investissement-équipement au point où le taux de con-

sommation budgétaire de la commune est passé de 90 à 70% de 2020 à 2021 », lit-on encore dans l'exposé des faits présentés par l'APC. Sur les créances réclamées à la commune d'Oran par les établissements publics de wilaya (en l'occurrence les EPIC Oran propreté, Oran Vert, Ermes Oran et CET Oran), la commune tranche dans le vif : « La plupart de ces (prétendues) créances ne sont pas reconnues par l'APC car n'étant pas incluses dans les conventions contractuelles et la commune n'en est pas tenue au niveau du CF. La même remarque vaut d'ailleurs pour certaines dettes concernant les sociétés publiques Sonelgaz et Seor, dont les valeurs excèdent les montants des marchés annuels respectifs signés avec elles ». S'agissant des dettes auprès de la CNAS, plus précisément celles concernant les cotisations des travailleurs saisonniers avant leur régularisation en 2020, la commune d'Oran note que « ces dettes d'un montant global de 60 milliards de centimes n'étaient pas soumises au contrôle du CF, tandis que les autres dettes faisant l'objet d'engagement de la commune auprès du CF, elles sont dues à un déficit à la Trésorerie communale en rapport direct avec un sous-recouvrement ».

Au point relevé par l'IGF relatif aux débits d'office effectués à partir de la Trésorerie communale, l'APC explique qu'il s'agit d'anciennes dettes, antérieures au mandat actuel, détenues par des entrepreneurs, à l'instar du projet PCD d'aménagement du jardin-esplanade de Sidi M'hamed sur l'extension de Front de mer, qui ont recouru par le biais de la justice à cette procédure pour recouvrer leurs dus.

#### ENCORE UNE HISTOIRE DE DÉBIT D'OFFICE

Idem pour le projet d'aménagement de l'ex-CLO transféré à l'ANP dans le cadre d'une délocalisation de son centre militaire de formation sis Place du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 (ex-Place d'Armes).

Par ailleurs, les auditeurs de l'IGF ont, dans le cadre de leur mission de contrôle et de vérification de la gestion financière et comptable au sein de la municipalité d'Oran, de 2017 à 2021, passé sous la loupe le dossier ayant trait aux subventions octroyées par cette commune aux établissements publics de wilaya. La réponse des gestionnaires communaux est nette et concise : « Effectivement, la commune octroyait des subventions financières aux établissements de wilaya, en l'occurrence « Oran Ermes », « Oran Propreté », « Oran Vert » et « Oran CET », tout en concluant des contrats-programmes avec celles-ci, en vertu de quoi elles prêtaient leurs services à la commune. Ces contrats n'étaient pas signés par l'APC de son plein chef mais étaient im-

posés par la tutelle, représentée par la wilaya, tout comme les subventions dont il est question, lesquelles devaient sur ordre de la wilaya également être obligatoirement budgétisés dans le budget communal, outre certains travaux hors programme (non couverts financièrement par le contrat-programme APC-EPIC) qu'effectuaient ces opérateurs publics au profit de la commune, mais qu'ils comptabilisaient en tant que créances sur services faits ». Une « entorse à la loi », selon l'APC d'Oran, qui a poussé l'IGF à intervenir pour rétablir la loi en corrigeant, tout d'abord, le montant des dettes et en invitant, ensuite, l'APC et ses contractants de la wilaya à « légaliser » leur partenariat en passant par la seule voie légale du code de marchés publics. Ce à quoi se sont conformés les concernés, dès 2022, suivant les dispositions du décret exécutif n° 247/15 du 16 mars 2015 et les directives de l'IGF.

#### CONTRATS-PROGRAMMES APC-EPIC: L'IGF CORRIGE SANS FAIRE DE BRUIT

Evidemment, le très controversé « deal » APC-concessionnaires en matière d'enlèvement des déchets ménagers et assimilés ne pouvait passer sous le nez des inspecteurs de l'IGF. Là aussi, l'actuel locataire du cabinet boulevard de la Soummam devait s'expliquer. A sa décharge, cette procédure - sur laquelle il y a beaucoup à redire sur le plan juridique - a été accomplie en octobre 2010, peu de temps après l'installation d'Abdelmalek Boudiaf aux commandes de la wilaya d'Oran, sur fond de débrayage mené alors par les travailleurs communaux affectés aux services de nettoiement, ayant eu comme conséquence le recours palliatif et hâtif aux services des quelques micro-entreprises ANSEJ et ANGEM fraîchement investies dans le créneau. Prestataires imposés par la tutelle « par force de loi » au nez et à la barbe des gestionnaires municipaux, ceux-ci n'avaient d'autant pas de droit de discuter cette directive « verticale » qu'ils étaient dans une bien mauvaise posture après l'action de « rébellion » de leurs éboueurs, égoutiers et autres conducteurs de camions-poubelles du parc DHA. Pire, la wilaya a instruit la mairie de reconduire jusqu'à nouvel ordre ce mode de concession, selon le système D des bons de commande sans adjudication ni convention ni contrat, charge à la commune de se débrouiller pour la contrepartie financière, en s'engageant verbalement pour sa part d'y apporter sa quote-part à partir des fonds de wilaya. Chose qui n'arrivera jamais. Tout ce qu'a pu faire la commune face à cette situation, qui semblait échapper à son contrôle, au fil des ans, c'est la réduction en 2021 du nombre des opérateurs à 108, mais pratiquement sans conséquence sur le coût financier. Mais ce que ne dit pas l'APC, car l'ignorant a priori, au moment de la rédaction de son document explicatif, c'est que les concessionnaires grévistes ont procédé dans l'intervalle à des débits d'office d'un montant total de 97 milliards de centimes via des actions en référencé.

#### CONCESSIONNAIRES PRIVÉS: UN FEUILLETON ROCAMBOLESQUE QUI VAUT DES MILLIARDS

Dans le même chapitre nettoyement, l'IGF a consigné dans son rapport un fait se rapportant à la mise à disposition de neuf camions à benne du parc communal au profit de l'EPIC « Oran Propreté ». Selon la réponse de l'APC, demande avec une série de rappels a été faite à la direction de cette EPIC pour restituer ces moyens de collecte mais sans suite.

Décision a été prise donc par la commune de faire une ponction, suivant la valeur estimative des neuf camions, sur le montant des dettes détenues auprès de ce créancier. La commune consacre, d'autre part, un long passage au chapi-

tre de la valorisation de son patrimoine productif et le recouvrement de ses créances. Les actions communales entreprises dans cette voie se sont traduites par 60 délibérations entre 2016 et 2021 concernant la mise à jour d'un nombre de taxes et de droits, l'instauration de nouvelles taxes, la création de nouvelles ressources (l'augmentation des loyers, des taxes liées aux actes d'urbanisme, l'imposition d'une taxe aux grossistes, semi-grossistes, supérettes, centres commerciaux et supermarchés, entre autres, en contrepartie du service fait par la commune en matière d'enlèvement des déchets liés à leur activité commerciale, l'instauration d'un nouveau droit pour les vendeurs à l'étalage au marché de Mdina Djidida, la révision tarifaire du droit aux crèches, l'affichage professionnel, ainsi que l'adjudication de certains parcs de stationnement et autres espaces verts communaux). Cet effort a été payant, s'en révèle la commune dans son compte-rendu, puisque les recettes sont passées de 13 milliards de cts en 2017 à 70 milliards de cts en 2020, malgré l'effet de frein lié à la conjoncture du Covid-2019. Pour autant, le président de l'APC tient dans son compte-rendu à l'IGF, à faire le distinguo entre les missions de l'ordonnateur (le maire) et celles du comptable (le trésorier communal) en se référant aux articles 205 et 206 du Code communal.

Faiblesse des recettes : le maire s'en lave les mains et enfonce le Trésorier

Le maire d'Oran ne va pas par quatre chemins pour incomber la responsabilité de la contre-performance de 50% de taux de recouvrement (par rapport aux chiffres prévisionnels), soit un montant de recettes non recouvrées de l'ordre de 186 milliards de cts durant le quinquennat comptable 2016-2020.

Concernant la taxe foncière et la taxe sur l'assainissement dont la perception a été transférée au Trésorier communal, le taux de recouvrement est resté quasi nul (2%) tout au long de la période 2013-2017, selon le rapport-réponse de l'APC d'Oran adressé à l'IGF et, par ricochet, au MICL. Pourtant, ajoute le compte-rendu communal, ce n'est pas faute pour l'APC d'avoir accompagné le Trésorier communal par le soutien matériel et logistique ainsi que par les ressources humaines, et devant le constat d'échec du comptable, l'ordonnateur a eu recours à ses services internes dont la DRG et le service des Affaires juridiques et des Contentieux pour la notification de mises en demeure par voie d'huissier de justice aux mauvais payeurs, puis en dernier recours, pour le dépôt de plaintes en justice, dont le nombre a atteint 100 affaires. Dans un autre registre, répliquant aux griefs retenus par l'IGF ayant trait à la situation des personnels communaux, le document explicatif de l'APC fait remarquer que l'effectif global a connu une réduction de 18% passant de 8.260 employés en 2016 à 6.812 en 2021. Eu égard aux instructions portant gel du recrutement, notamment en ce qui concerne les corps-communs, l'administration communale a jugé utile et nécessaire de procéder à un redéploiement rationnel de ses ressources humaines et, dans ce cadre, bon nombre d'agents initialement affectés aux services de nettoiement (selon des sources bien informées, durant la période 2010-2016, plusieurs centaines de demandeurs d'emplois, d'un niveau scolaire secondaire et même universitaire, ont été embauchés par la commune d'Oran en tant qu'agents de nettoyage et d'entretien, et ce afin de saisir l'opportunité des postes budgétaires avec l'intention de les réaffecter ensuite, en concertation avec la Fonction publique, selon leur niveau de formation et les besoins de la DRH) ont été enrôlés parmi les personnels des différents services administratifs et techniques de la commune, soit à l'Etat-civil centralisé, soit au sein des secteurs urbains, les directions ou les divisions.

Un redéploiement et une réorganisation justifiée également par le déficit en ces postes enregistré au niveau des délégations, au nombre de 14, et des annexes administratives, au nombre de 9.

CHLEF

## Covid 19 : un calme trompeur ?

**L'explosion des cas de Covid-19 redoutée à cause des variants n'a pas encore eu lieu, mais la plupart des spécialistes appellent à la prudence.**



Bencherki Otsmane

**L**a proportion de variants dans l'ensemble des cas continue d'augmenter timidement, ce qui pourrait être, selon les épidémiologistes, le signe d'une « lame de fond » sous-jacente qui serait en mesure d'émerger à tout moment. Pour l'heure, si moins d'une quinzaine de patients du Covid19 sont hospitalisés au niveau des sept hôpitaux de la wilaya, on s'interroge si ce n'est pas le calme avant la tempête.

Les urgences sont plutôt calmes ces jours-ci. Mais selon Benkartalia de la direction de la santé de Chlef, « il ne faut pas se fier à cette apprante accalmie.

Le réseau de la santé doit plutôt s'attendre à une hausse prochaine des cas, dont l'ampleur pourrait

bien dépasser sa capacité d'adaptation ». L'atmosphère actuelle est étrange. Un coup d'œil aux taux d'admission aux services des urgences des hôpitaux pourrait faire croire que ça va de mieux en mieux. Il est vrai que les indicateurs sont actuellement au vert dans la plupart des régions de la wilaya. Mais pour un peu tout le monde dans le réseau, l'image qui revient le plus souvent, c'est celle du proverbial calme avant la tempête. « Tous les hôpitaux sont au vert, une situation que je n'ai pas le souvenir d'avoir vue depuis longtemps », nous confie Benkartalia. Cela signifie que moins de patients sont hospitalisés que durant les derniers mois. Sans doute la conjonction de deux phénomènes influençant chacun à leur manière la congestion

des urgences. Une fois de plus, M.Benkartalia exhorte la population de la wilaya à se faire vacciner d'autant plus que le vaccin est largement disponible au niveau de l'ensemble des structures sanitaires. Il dira à ce sujet : « certains signes montrent sans équivoque que les conséquences de la Covid sont très particulières, du jamais vu pour plusieurs des pays les plus touchés par le virus, notamment en Allemagne où le nombre moyen de nouveaux cas quotidiens a atteint un nouveau record avec plus de cas par jour désormais recensés ces sept derniers jours.

La France aussi connaît une hausse des contaminations. C'est pour cela que nous ne sommes pas à l'abri d'une quatrième vague avec son lot de personnes contaminées et de décès».

BORDJ BADJI-MOKHTAR

## Saisie de quatre camions de denrées alimentaires

**L**a brigade mobile des douanes de Bordj Badji-Mokhtar a saisi une importante quantité de denrées alimentaires et quatre (4) camions, dans le cadre de la lutte contre la contrebande à travers les zones frontalières du sud-ouest du pays, a-t-on appris mardi auprès de la direction régionale de ce corps à Bechar. Au cours de cette opération, menée avec la contribution d'un

détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à 100 km à l'Est de Bordj Badji Mokhtar, les douaniers ont intercepté les camions susmentionnés dont la fouille a permis la saisie, pour infraction aux règles d'acheminement de produits alimentaires soumis à une autorisation de circuler, 1.802 cartons d'huile (chaque carton contient 4 bidons de 5 litres) et 1.600 cartons de su-

cre, a-t-on précisé. La même source a fait état de la saisie aussi de 1.530 cartons de couscous (10 kg chacun) et 53 matelas, tous destinés à la contrebande, a ajouté la source. Le dossier de cette opération a été transmis au receveur des douanes d'Adrar, avant son renvoi devant les instances judiciaires compétentes, a conclu la même source.

EL BAYADH

## Plus de 700 logements attribués à Bougto

**L**es clés de 730 logements publics locatifs (LPL) ont été remises lundi à leurs bénéficiaires dans la commune de Bougto, a-t-on appris auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le chef de la daira de Bougto, Aouissi Touhami, a présidé, en compagnie des autorités de la commune de Bougto et du directeur de l'OPGI, l'opération d'attribution des logements à leurs bénéficiaires. Le directeur de l'OPGI, Kessoul Abdelfattah, a annoncé que les clés de 1.660 logements publics

locatifs seront remises à leurs bénéficiaires dimanche prochain au niveau du nouveau pôle urbain d'El Bayadh. Les travaux d'aménagement externe d'un quota de 1000 LPL, en cours également dans le même pôle urbain, ont atteint un taux d'avancement de 85 %, a-t-on fait savoir. Les entreprises chargées de ce quota s'emploient actuellement àachever les opérations d'aménagement externe où la livraison et l'attribution des logements se fera avant la fin du premier semestre de l'année prochainement.

ne. Les travaux de réalisation d'un quota de 200 logements publics locatifs ont démarré au niveau de la commune d'El Bayadh au titre du programme d'habitat de l'exercice 2021. Les délais ont été fixés à 12 mois. La même source a fait part de l'achèvement, dernièrement, de la réalisation de 120 logements dont 86 à Labiodh Sidi Cheikh, 20 à El Khaiter, sept à Kerakda et six à Tousmouline. L'opération d'attribution de ces logements par les autorités locales est attendue prochainement.

TLEMCEN

## Le CRA soutient les proches des victimes de Covid-19

Khaled Boumediene

**A**lors que l'Algérie traverse un calme épидémiologique à la veille d'une quatrième vague du Covid-19 qui semble inévitable (selon les spécialistes), le croissant rouge algérien (CRA) de Tlemcen a monté un dispositif original pour rendre un hommage aux victimes du coronavirus et améliorer l'accompagnement des proches des défunt. En effet, l'atmosphère des locaux du siège du croissant rouge algérien (CRA) vibrait dernièrement d'une émotion particulière à l'occasion de la cérémonie de distribution de près de 100 aides alimentaires (d'une valeur de 10.000 dinars le pack) ainsi que des couvertures et matelas aux familles victimes de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Il est à rappeler dans ce contexte que le bureau du croissant rouge de Tlemcen a distribué, notamment aux enfants scolarisés près de 1 million de masques de protection et ce, en collaboration avec la direction de commerce, la Sûreté de la wilaya et les services de l'action sociale. Outre la distribution de grandes quantités de gels hydro-alcooliques et de détergents, le CRA a également offert une vingtaine d'extracteurs d'oxygène aux structures sanitaires de Sebdou, Tlemcen, Remchi et Maghnia ainsi que près de 1.000 tests de Covid-19 à l'EPSP de Sebdou. Cette action du CRA, organisée en collaboration avec le barreau des avocats de Tlemcen, a mis du baume dans le cœur de ces familles vulnérables.

« On remercie les responsables du croissant rouge algérien et les avocats pour ce geste et ce soutien qui nous soulagent un peu car nous sommes confrontés à des situations de vie compliquées après la perte de nos proches à cause du coronavirus », avouent certaines familles venues des quatre coins de la wilaya.

Parallèlement à cette initiative, une autre opération vient d'être lancée par le CRA sur le plan de la distribution alimentaire. Selon le président du bu-

reau du CRA de Tlemcen, Benachenhou Abdelilah, des repas chauds sont distribués aux personnes vivant dans la rue et aux personnes isolées. « Le croissant rouge algérien livre en collaboration des autorités locales de Tlemcen, Mansourah et Chetouane des repas chauds à cette catégorie de personnes au niveau du centre des insuffisants respiratoires de Lalla Setti. Il ne faut pas oublier que le Covid-19 a fait aussi de nombreuses victimes collatérales. En première ligne, les personnes vivant à la rue, les malades mentaux et les personnes isolées et précaires, qui ont souffert pendant cette crise sanitaire où beaucoup de bains publics et commerces qui proposaient leur aide ont fermé. Il ne s'agit pas uniquement de livrer un repas, c'est aussi l'occasion de discuter avec les sans-abris mais également de s'enquérir sur l'état de santé des personnes atteintes de troubles psychiques, afin de leur épargner des risques aigus d'aggravation brutale de leur état et aussi les risques de contamination qui peuvent entraîner des dépressions et même leur décès », affirme M. Benachenhou Abdelilah. Sur le plan de la formation au secourisme et aux gestes qui sauvent, le CRA de Tlemcen a ciblé près de 300 jeunes âgés plus de 19 ans. Cette formation de deux mois est assurée au niveau du siège du CRA par les éléments de la protection civile, pour apprendre aux jeunes comment alerter les secours, masser, défibriller, traiter les hémorragies et tous les gestes essentiels d'urgence qui peuvent être pratiqués lors d'accidents de la vie quotidienne ou de situations d'une gravité exceptionnelle. Sur le plan pédagogique, des cours de maths, physiques et anglais (matières essentielles) sont dispensés aux élèves de 9ème année, qui s'apprentent à passer leur examen. A noter que le CRA de Tlemcen vient de financer une opération chirurgicale complexe des yeux à une élève de 14 ans et ce, grâce à la collaboration solidaire de nombreux bienfaiteurs de Tlemcen.

## Près de 1.000 retraits de permis de conduire

Cheikh Guetbi

**L**es services de la wilaya de la voie publique ont dans leur bilan du mois d'octobre, dénombré 51 accidents de circulation qui ont fait un mort et 64 blessés.

La principale cause citée est le non respect des règles de circulation suivis des facteurs liés au véhicule. Il a été enregistré dans la même période, le retrait de 949 permis de conduire pour plusieurs infrac-

tions, dont 371 liées à l'excès de vitesse. Par ailleurs, 183 motos ont été mises en fourrières communales en exécution de l'arrêté portant obligation du port du casque de sécurité et l'utilisation du silencieux pour éviter la nuisance sonore.

A noter que les services de sécurité de la wilaya de Tlemcen ont intensifié les campagnes de sensibilisation liées à la sécurité routière. Les usagers de la route ont été incités à respecter le code de la route.

## AIR ALGERIE



### VOLS NATIONAUX

Vol ..... Départ

#### MERCREDI

Oran - Alger .....	08h15
Oran - Alger .....	16h45
Oran - Alger .....	17h15
Oran - Elbayadh .....	07h15
Oran - Bechar .....	10h15
Oran - Timimoun .....	11h00
Oran - Constantine .....	11h45
Oran - H.Messaoud .....	15h55

#### JEUDI

Oran - Alger .....	08h15
Oran - Alger .....	10h05
Oran - Alger .....	17h00
Oran - Ouargla .....	08h00
Oran - Tamanrasset .....	09h00
Oran - El Oued .....	13h20
Oran - Annaba .....	14h35
Oran - Adrar .....	15h45

#### VENDREDI

Oran - Alger .....	08h15
Oran - Alger .....	10h35
Oran - Alger .....	17h00
Oran - Timimoun .....	08h00
Oran - Tindouf .....	09h00
Oran - H. Messaoud .....	14h30

#### SAMEDI

Oran - Alger .....	08h15
Oran - Alger .....	10h50
Oran - Alger .....	17h00
Oran - Béchar .....	08h10
Oran - Annaba .....	13h20
Oran - Ghardaïa .....	14h00

#### DIMANCHE

Oran - Alger .....	08h15
Oran - Alger .....	10h45
Oran - Alger .....	17h15
Oran - Mecheria .....	08h00
Oran - Tindouf .....	11h05
Oran - Adrar .....	12h20

#### LUNDI

Oran - Alger .....	08h30
Oran - Alger .....	09h35
Oran - Alger .....	14h25
Oran - Constantine .....	08h00
Oran - Adrar .....	10h20
Oran - Annaba .....	13h15
Oran - Béchar .....	13h30

#### MARDI

Oran - Alger .....	08h00
Oran - Alger .....	12h25
Oran - Alger .....	17h00
Oran - Constantine .....	08h35
Oran - Adrar .....	12h05

## TRAIN - SNCF



### DÉPART ARRIVÉE

#### ----- ORAN - ALGER -----

06h10 .....	11h25
08h00 .....	12h00
10h00 .....	14h09
12h30 .....	17h54
15h45 .....	19h46

#### ----- ALGER - ORAN -----

06h10 .....	11h25
08h00 .....	12h00
10h00 .....	14h09
12h30 .....	17h54
15h45 .....	19h46

### ORAN - ARZEW

05h30 .....	06h18
08h30 .....	09h18
13h40 .....	14h28
17h05 .....	17h53

### ARZEW - ORAN

06h30 .....	07h22
09h30 .....	10h18
15h00 .....	15h48
18h30 .....	19h18

### ORAN - Aïn Témouchent

08h10 .....	09h15
13h30 .....	14h35
17h02 .....	18h07

### Aïn Témouchent - ORAN

05h57 .....	07h04
09h20 .....	10h24
14h40 .....	15h44

### ORAN - TLEMCEN

12h50 .....	15h12
16h00 .....	18h32

### TLEMCEN - ORAN

05h40 .....	08h09
10h00 .....	12h22

### TLEMCEN - MEGHNIA

17h00 .....	18h23
-------------	-------

### MEGHNIA - TLEMCEN

06h00 .....	07h24
-------------	-------

### ORAN - SBA

17h10 .....	18h32
-------------	-------

### SBA - ORAN

05h30 .....	06h47
-------------	-------

### ORAN - CHLEF

16h15 .....	18h35
-------------	-------

### CHLEF - ORAN

06h50 .....	09h16
-------------	-------

### ORAN - RELIZANE

17h30 .....	19h03
-------------	-------

### RELIZANE - ORAN

05h45 .....	07h32
-------------	-------

Equipe arabe 2021

## La sélection algérienne remporte le trophée



**L**a sélection algérienne de football, a remporté le trophée de l'équipe arabe de l'année, dans le cadre de la 11e édition du Prix Mohamed Ben Rached Al-Maktoum pour la créativité sportive, dont les lauréats ont été dévoilés mardi à Dubaï. Vainqueur de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2019,

disputée en Egypte, l'équipe nationale, qui vient de valider son billet pour les barrages qualificatifs pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, est sur une série en cours de 33 matchs sans défaite. L'Algérie avait déjà été distinguée par les organisateurs de ce Prix, avec la consécration en 2012 du champion olympique algérien du

1500 m aux Jeux olympiques 2012 de Londres, Taoufik Makhloufi. Deux ans plus tard, l'ancien président de la Fédération algérienne de football (FAF) Mohamed Raouraoua, avait été désigné personnalité sportive arabe de l'année 2014. En 2015, l'entraîneur algérien Kheireddine Madioui, détenteur en 2014 de la Ligue des champions d'Afrique avec l'ES Sétif, avait été désigné meilleur entraîneur arabe de l'année. La liste des lauréats de la 11e édition du Prix Mohamed Ben Rached Al-Maktoum pour la créativité sportive comprenait 28 vainqueurs dans tous les domaines du sport. Selon les organisateurs de ce prix, le plus important du genre au monde en termes de valeur financière et de diversité de ses catégories, la cérémonie de remise des prix aux lauréats aura lieu le 9 janvier prochain à Dubaï.

CAF - AG extraordinaire

## Charaf-Eddine prendra part aux travaux

**L**e président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine, prendra part vendredi au Caire (Egypte), aux travaux de l'assemblée générale extraordinaire (AGEX) de la Confédération africaine de football (CAF), a annoncé l'instance fédérale, mardi dans un communiqué.

Le président de la FAF, qui a quitté Alger lundi, était accompagné du Dr Yacine Benhamza vice-président et Président de la Com-

mission du football professionnel, de Djillali Touil, membre du bureau fédéral et Président de la Commission du football amateur, et de Mounir Debichi, secrétaire général de la FAF, précise la même source.

Quatre points sont inscrits à l'ordre du jour de cette AGEX : révision du budget annuel 2021-2022, le programme de développement des infrastructures du football en Afrique, le calendrier international des matchs de la

Fifa, et le projet de la Super Ligue panafricaine. «Lors de cette assemblée, il sera annoncé la prolongation des mandats des présidents et vice-présidents des organes juridictionnels de la CAF, alors que la veille de cette assemblée, le Comité exécutif de la CAF (COMEX) devrait fixer officiellement la date et le lieu du tirage au sort des matchs barrages des éliminatoires de la Coupe du monde de la Fifa - Qatar 2022», conclut le communiqué.

FC Barcelone

## Xavi dément pour Bouunedjah



**L**'entraîneur du FC Barcelone Xavi Hernandez, a démenti lundi tout intérêt de la formation catalane, pour les services de l'attaquant international algérien d'Al-Sadd (Div.1 qatarie) Baghdad Bouunedjah. «L'intérêt de Bouunedjah ? C'est un grand joueur, mais, il n'y a aucun intérêt de la part du club, je ne sais pas où la nouvelle se répand ! Je ne signerai pas avec des joueurs d'Al-Sadd», a réagi Xavi lors d'une conférence de presse. Xavi, ancien joueur d'Al-Sadd, s'est reconvertis en 2019 en tant qu'entraîneur de la même formation, réussissant à remporter l'ensemble des titres nationaux en jeu au Qatar. Xavi s'exprimait devant les médias, à la veille de la réception des Portugais de Benfica Lisbonne, à l'occasion de la 5e journée (Gr.E) de la Ligue des champions. L'ancien capitaine des Blaugrana, qui a

entamé la saison avec Al-Sadd, a succédé il y a quelques jours, sur le banc du Barça au Néerlandais Ronald Koeman, limogé pour mauvais résultats.

Le quotidien espagnol Sport, proche du Barça, a évoqué dimanche soir l'intérêt de Xavi pour Bouunedjah (29 ans). Le quotidien a

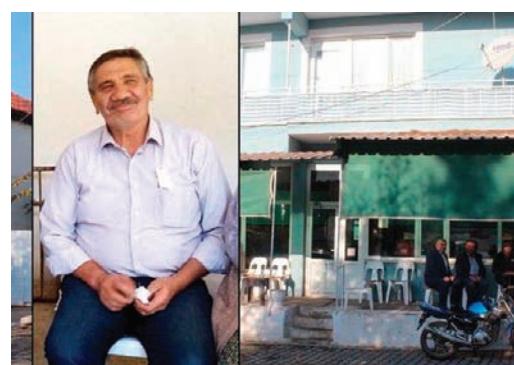
expliqué que le FC Barcelone aurait pensé à Bouunedjah, pour faire face à la pénurie d'attaquants au sein de son effectif, après la blessure de sa jeune pépite espagnole, Ansu Fati, du Danois Martin Braithwaite, et la retraite forcée de l'Argentin, Sergio Agüero pour problèmes cardiaques.

Fenerbahçe

## Un supporter meurt après un but à la 94e minute

**U**n supporter de l'équipe turque de football de Fenerbahçe est mort dimanche, victime d'une crise cardiaque après le but victorieux inscrit dans les arrêts de jeu par son club, lors du derby stambouliote contre Galatasaray, a rapporté lundi l'agence de presse turque DHA. Rapidement mené 1-0 sur le terrain de Galatasaray, Fenerbahçe avait égalisé à la 31e minute grâce à Mesüt Ozil. Mais le dénouement est arrivé dans les dernières secondes du match, à la 94e minute, avec une frappe croisée du milieu de terrain portugais de Fenerbahçe Miguel Crespo. Ahmet Uysal, âgé de 60 ans, se trouvait dans le café tenu par son neveu à Alasehir (ouest), une ville à une centaine de kilomètres d'Izmir. «Quand Fenerbahçe, qu'il aimait tant, a marqué dans les arrêts de jeu, mon oncle s'est effondré au sol. Il n'a pas supporté cette excitation», a raconté son neveu, Ercan Uysal, selon des propos rapportés par l'agence turque.

Fenerbahçe, qui n'avait plus remporté de match en



championnat depuis le 3 octobre, occupe désormais la cinquième place du classement avec 23 points en 13 matchs, à sept points du leader Trabzonspor. Galatasaray (21 pts) est 8e devant Besiktas (20 pts), le troisième grand club stambouliote.

France

## Huis clos à titre conservatoire pour l'OL



**H**uis clos en attendant une sanction peut-être plus lourde, repris en main du dossier par le gouvernement: l'heure est à la mobilisation pour le football français après les incidents du match Lyon-Marseille dimanche, énième épisode de débordements en tribunes cette saison dans le championnat de France. L'arrêt définitif de cette affiche de la 14e journée du championnat après seulement 4 minutes de jeu (0-0), en raison d'un jet de bouteille d'eau ayant atteint le capitaine marseillais Dimitri Payet à la tête, a ajouté un chapitre à la série noire. La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), réunie en urgence lundi à la mi-journée, a sanctionné l'Olympique lyonnais du huis clos total de son stade à titre conservatoire «au regard du grave incident intervenu». Le dossier ayant été mis en instruction, Lyon recevra donc Reims le 1er décembre sans aucun supporter en tribune, en attendant d'être fixé sur son sort le 8 décembre. Et la sanction pourrait être lourde: la commission de discipline, qui doit se prononcer à la fois sur la responsabilité de Lyon dans cet incident et sur le sort du match, a déjà durement sévi cette saison après de précédents incidents lors de Nice-Marseille, Lens-Lille ou encore Marseille-PSG. Mardi matin, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, le ministre de l'Education na-

tionale Jean-Michel Blanquer et la ministre déléguée aux Sports Roxana Maracineanu se sont réunis avec les instances du football français (LFP, fédération, arbitres et clubs) pour évoquer les débordements et déterminer «les moyens d'y mettre fin pour le reste de la saison», selon un communiqué. Plusieurs réunions techniques se sont déjà déroulées entre cabinets ministériels. Cela avait abouti à un courrier du gouvernement adressé fin octobre à la LFP, pour lutter contre l'insécurité dans les stades. Sur quatre personnes interpellées dimanche, deux hommes se trouvaient toujours en garde à vue lundi matin à Lyon, dont un homme de 32 ans - l'auteur présumé du jet de bouteille sur Payet. Lundi, le milieu offensif marseillais était absent de l'entraînement et l'OM a fait savoir que le joueur portait plainte «dans le cadre de l'enquête de la procureure de Lyon». Le N.10 de l'OM, «très choqué» par cette agression, a consulté la médecine du travail, sur demande de la procureure, a ajouté le club phocéen, sans préciser si un arrêt de travail lui avait été délivré. De son côté, l'OL «entend pouvoir radier à vie l'individu si la Ligue et la justice donnent les moyens au club de le faire», a soutenu, dans un communiqué publié lundi à la mi-journée, le club rhodanien, disant «souhaiter que les sanctions pénales et administratives soient exemplaires».

Juventus

## Danilo indisponible deux mois

**L**e défenseur brésilien de la Juventus de Turin, Danilo, touché à l'adducteur de la cuisse gauche, sera indisponible huit semaines, a annoncé le club italien. Remplacé dès la 15e minute lors de la victoire contre la Lazio samedi (2-0), «Danilo souffre d'une lésion de l'adducteur de la cuisse gauche», précise la Juventus dans un communiqué.

La Juventus leader du groupe H de la Ligue des Champions avec 12 points, était en déplacement hier à Londres, pour y affronter le tenant du titre Chelsea. En Championnat d'Italie de football, la Juventus (21 points) occupe la 6e place du classement à 11 points des leaders le SSC Naples et l'AC Milan, après 13 journées de compétition.



Tennis - Classement ATP

## Djokovic toujours N.1

**L**e Serbe Novak Djokovic est toujours confortablement en tête du classement ATP publié lundi au sein duquel l'Italien Jannik Sinner réintègre le Top 10. Djokovic était déjà assuré depuis deux semaines de terminer la saison au rang de N.1 mondial pour la septième fois de sa carrière, un record. L'Allemand Alexander Zverev, vainqueur du Masters dimanche à Turin après avoir battu Djokovic en demi-finale, reste en troisième position derrière sa victime en finale, le Russe Daniil Medvedev. Agé de 20

ans, Jannik Sinner, éliminé dès la phase de poules du Masters, grimpe d'une place, à la 10e position, au détriment du Canadien Félix Auger-Aliassime, 21 ans. Le Chilien Christian Garín, en hausse d'un rang, retrouve son meilleur classement en carrière à la 17e place juste devant le Russe Aslan Karatsev. L'Argentin Sebastian Baez, 20 ans, intègre lui pour la première fois le top 100, à la 97e place mondiale, après avoir remporté dimanche son sixième Challenger de la saison, à Campinas (Brésil).

## Ligue des champions d'Europe

# Choc à Manchester, duel décisif pour Dortmund

Adjal Lahouari

Aujourd'hui, tous les férus d'émotions fortes se frottent les mains à la vue du programme. En effet, personne ne peut rester indifférent à l'affiche Man City- Paris SG, deux clubs qui ambitionnent d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire la finale fixée samedi 22 mai à Saint-Pétersbourg (Russie). Lors de la deuxième journée, les Parisiens avaient battu les Citizens, et on imagine que ces derniers veulent leur revanche, tout en gardant à distance leurs adversaires, invaincus jusqu'à présent. Les observateurs n'ont pas manqué de mettre l'accent sur « l'identité » du jeu du Paris SG, poussant l'entraîneur Pochettino à se justifier et à mettre l'accent sur les bons résultats, tant en Ligue 1 qu'en Ligue des champions d'Europe. Du côté parisien, il y a quelques jours, des doutes subsistaient sur la présence de Messi et Neymar, qui avaient participé aux matches comptant pour les éliminatoires de l'AMSUD, mais ils se sont rétablis et ont même joué contre Nantes.

Le PSG a gagné et caracole en Ligue 1. Le coach argentin est satisfait de reconstituer sa fameuse MNM et vise un bon résultat face à la redoutable « machine » de Man City, qui a fait une splendide démonstration face à Everton, atteignant un pourcentage de 80% de possession du ballon ! On suivra particulièrement le duel entre l'attaquant Mbappé et le défenseur Walker, alors que Mahrez, ménagé face à Everton, est an-

noncé comme titulaire. Pour sa part, Guardiola ne pourra pas compter sur son métronome De Bruyne, atteint par le Covid-19. C'est une grosse perte pour le coach catalan qui a cependant un riche effectif sous la main. Bien que ce choc retienne particulièrement l'attention, les autres rencontres sont aussi captivantes. Dans ce même groupe, distancés, les Belges de Bruges s'attachent à écarter Leipzig de leur chemin vers l'Europa League, désormais leur unique objectif. Déjà qualifié pour les huitièmes de finale, Liverpool voudra prouver que sa large victoire à l'aller (5-1) n'est pas le fait du hasard. En effet, Jürgen Klopp dirige une équipe efficace lancée à la poursuite de Chelsea en Premier League et qui vient de battre Arsenal, pourtant revenu en forme. De ce fait, le titre se disputera entre Chelsea, Man City et Liverpool, trois formations au-dessus du lot actuellement. Aussi, Porto, et en dépit de sa bonne organisation défensive, aura du mal à endiguer les vagues orchestrées par les Reds, emmenés par le duo Salah-Mané.

De son côté, piégé à trois reprises sur son fief, le Milan AC n'a plus aucun espoir d'accrocher la troisième place. Samedi en Série A, les Milanais se sont inclinés face à la Fiorentina en l'absence de notre Fennec Bennacer, blessé. Au stade Wanda, les Colchoneros de l'Atlético Madrid vont tout faire pour rafler la mise, espérant bénéficier d'un coup de main de Liverpool, favori contre Porto. Dans le groupe C, Ajax, déjà

son billet pour les huitièmes de finale en poche, ira à Istanbul avec l'objectif de poursuivre sur sa lancée. Effectivement, cette année, le club turc Besiktas n'a pas le niveau et son classement, avec zéro point, le prouve amplement. Pour la seconde place, le Sporting et Dortmund vont engager un duel sans merci. Battus en Allemagne, les Portugais sont bien placés pour prendre leur revanche, d'autant plus que le Borussia est assez friable en défense. Par ailleurs, on se demande quel sera le comportement du Real Madrid chez un adversaire qui l'a surpris à Bernabeu. C'était alors la grande sensation d'une équipe inconnue au bataillon, mais qui est descendue de son nuage après avoir subi deux revers. Avec six points, les joueurs du FC Sheriff gardent cependant l'espoir de se qualifier, à condition de gagner les deux derniers matches. Face à des Madrilènes en forme et solides leaders en Liga, ce sera très difficile. Quant à l'Inter Milan, il aura une tâche plus aisée face au décevant Shakhtar Donetsk, lanterne rouge du groupe, avec une attaque en panne.

**Aujourd'hui**  
 (18h45) Inter Milan - Shakhtar Besiktas - Ajax Amsterdam  
 (21h00) Club Bruges - RB Leipzig  
 Manchester City - Paris SG  
 Atlético Madrid - AC Milan  
 Liverpool - Porto  
 Sporting - Dortmund  
 FC Sheriff - Real Madrid

## City-PSG, comme un air de finale

Manchester City et le Paris SG, deux favoris pour le titre européen, se disputent ce soir la première place de leur groupe de Ligue des champions, un choc aux airs de répétition de la finale que les deux riches clubs espèrent disputer en mai. Lionel Messi, Kylian Mbappé, Neymar, Raheem Sterling, Bernardo Silva, Pep Guardiola, et peut-être même Sergio Ramos... Dans le nord-ouest de l'Angleterre, pas besoin d'attendre les illuminations de Noël pour en prendre plein les yeux à l'approche des fêtes.

Le temps d'un soir, l'Etihad Stadium sera la plus belle vitrine d'Europe, parée de deux guirlandes de superstars, qui ont coûté des centaines de millions d'euros à leurs propriétaires du Golfe depuis plus de 10 ans. Les «Sky Blues» et le PSG, financés respectivement par les Emirats arabes unis et le Qatar, promettent un duel qui préfigure les grandes joutes du printemps à venir, quand il faudra gagner sous peine d'être éliminé. Pour le moment, les deux richissimes formations, qui ambitionnent de remporter leur première C1, n'en sont pas là. Même si l'y a un perdant mercredi, elles devraient toutes les deux valider leur billet pour les 8es de finale. Aux deux premières places, Mancuniens (9 pts) comme Parisiens (8 pts) seront qualifiés si le RB Leipzig (1 pt) s'impose à Bruges (4 pts) dans le même temps. Si le résultat est autre, les Parisiens seront en huitièmes s'ils font aussi bien que les Belges, leur adversaire lors de la dernière journée, le 7 décembre.

Malgré le dénouement heureux qui se profile, il y aura forcément des déçus mercredi, car la première place, symbole de tirage au sort protégé au prochain tour, ne pourra être



partagée. Manchester City comme le Paris SG connaissent son importance: la dernière fois que les deux clubs ont fini deuxième, en 2017, ils ont été éliminés dès les 8es, respectivement par Monaco et le FC Barcelone. «C'est une finale pour nous. On a réalisé une meilleure performance qu'eux à l'aller. Maintenant, il faut obtenir le résultat», a lancé le milieu mancunien Rodri, interrogé par la chaîne du club.

Le 28 septembre, les hommes de Guardiola ont dominé, mais ceux de Mauricio Pochettino s'étaient imposés (2-0) avec un superbe but de Messi. Mais depuis, les Parisiens n'ont pas montré de progrès évidents dans le jeu, comme l'atteste leur dernière sortie européenne, à Leipzig (2-2) où ils ont encore beaucoup souffert. Le PSG n'a toujours pas gagné à l'extérieur cette saison en C1 (2 nuls). Cela doit faire des «Citizens», deuxième meilleure attaque de C1, les favoris logiques de la rencontre, mais depuis la fin de la trêve internationale, Paris accumule les raisons d'espérer, de quoi laisser les «bookmakers» perplexes.

## FIFA The Best

# Lewandowski, Haaland, Benzema et Mbappé en lice

Robert Lewandowski, Erling Haaland, Karim Benzema et Kylian Mbappé font partie des 11 joueurs nommés pour le prix Fifa The Best, aux côtés notamment du vainqueur de l'Euro et de la Ligue des champions, le milieu italien Jorginho. Lewandowski, qui avait remporté l'an dernier cette récompense alors plus prestigieuse en l'absence de Ballon d'Or, retrouve, au sein de cette présélection, les incontournables Cristiano Ronaldo et Messi, passés cet été sous les couleurs de Manchester United et du PSG. Le maestro belge de Manchester City Kevin de Bruyne complète la liste avec l'attaquant égyptien de Liverpool Mohamed Salah et le Brésilien Neymar, qui a comme chaque année alterné éclairs de génie et périodes de méforme avec le PSG, et le milieu de terrain français de Chelsea Ngolo Kanté. Côté dames, la hiérarchie reflète la montée en puissance des clubs anglais et espagnols, après la victoire en Ligue des champions de Barcelone contre Chelsea (4-0), mettant fin à une ère marquée par la rivalité entre Lyon et Wolfsburg. La formation catalane glisse quatre représentantes dans la présélection, avec les Espagnoles Aitana Bonmatí, Jennifer Hermoso et Alexia Putellas, et la Norvégienne Caroline Graham-Hansen. En Angleterre, la défenseuse Lucy Bronze (Manchester City) peut rêver du doublé, si elle devance le quatuor de Chelsea (Magdalena Eriksson, Pernille Harder, Jo So-yun et Sam Kerr), ainsi que la Suédoise Stina Blackstenius (BK Häcken) et la Canadienne Christine Sinclair (Portland Thorns). L'Olympique lyonnais, éliminé en quarts de finale de C1 par le PSG alors qu'il restait sur un quintuplé, passe donc de cinq représentantes l'an dernier à aucune cette année. L'Allemand Thomas Tuchel, vainqueur de la Ligue des champions avec Chelsea après avoir été débarqué du PSG, est candidat au prix d'entraîneur masculin de l'année, aux côtés du sélectionneur des champions d'Europe italiens Roberto Mancini, d'Antonio Conte (Inter Milan puis Tottenham), Hansi Flick (Bayern Munich puis sélection allemande), Pep Guardiola (Manchester City), Lionel Sebastian Scaloni (sélection argentine) et Diego Simeone (Atlético de Madrid). Les lauréats seront désignés par un vote en ligne des «amateurs de football», jusqu'au 10 décembre à minuit. Les trois finalistes de chaque catégorie seront annoncés «début janvier 2022», et la cérémonie de remise des prix est prévue le 17 janvier à Zurich.

## Prix Golden Boy

### Pedri élu meilleur jeune 2021

Le milieu de terrain international espagnol du FC Barcelone Pedri s'est vu attribuer lundi le prix Golden Boy du quotidien sportif italien «Tuttosport», récompensant le meilleur jeune de moins de 21 ans évoluant en Europe. Pedri l'a emporté avec la plus grande différence de votes de l'histoire en récoltant 318 voix contre 119 pour son premier poursuivant, le milieu de terrain anglais du Borussia Dortmund, Jude Bellingham, soit 199 voix d'écart.

Le vote a été confié à des journalistes spécialisés du Vieux continent. La saison 2020/21 a été celle de la révélation pour le jeune joueur de 18 ans originaire des

îles Canaries, qui recevra son prix le 13 décembre à Turin. Pedri y a disputé 73 matches toutes compétitions confondues. Il a enchaîné les bonnes performances avec le Barça, est passé brièvement par la sélection espagnole des U21 avant d'être appelé par Luis Enrique pour briller à l'Euro, puis a enchaîné avec les Jeux olympiques de Tokyo. Il s'agit du premier joueur du Barça à recevoir ce prix, surnommé le Ballon d'Or des jeunes, depuis Lionel Messi en 2005. Il succède à l'avant-centre norvégien du Borussia Dortmund Erling Haaland, sacré en 2020, et à l'attaquant portugais de l'Atlético Madrid Joao Felix, sacré en 2019.

## Cyclisme - Championnat arabe de VTT

### L'Algérie avec 15 athlètes au Caire

Quinze cyclistes, spécialisés en vélo tout terrain (VTT), représenteront l'Algérie au Championnat arabe de la spécialité, prévu du 24 au 27 novembre au Caire (Egypte), a annoncé la Fédération algérienne (FAC).

La sélection algérienne est à pied d'œuvre dans la capitale égyptienne depuis lundi, sous la conduite des entraîneurs Salah-Eddine Djebbar, Mohamed Ramoul, Khaled Ghoubache et Zohair Mekdas. L'Algérie sera engagée dans les différentes épreuves inscrites au programme de ce Championnat arabe 2021, particulièrement en XCO, où elle sera représentée en cadets, en juniors et en seniors. Chez les seniors, les couleurs nationales seront représentées par Oussama Cheblaoui, Abderraouf Ben-

gayou, Ayoub Sahiri et Abderrahmane Mansouri, alors que chez les juniors, l'Algérie sera représentée par le trio Walid Zaid, Abderrahmane Rechache et Abdelkrim Belarbi. Enfin, chez les cadets, les couleurs nationales seront représentées par le quatuor : Anes Bey-Omar, Ismail Haddad, Nadir Benhadji et Anes Riahi, alors que le quinzième et dernier athlète engagé dans cette compétition concourra dans l'épreuve de descente (Downhill mountain biking).

Le départ en Egypte de la sélection nationale de VTT a coïncidé avec le retour de son homologue de cyclisme sur route, ayant achevé sa compétition au Caire, avec en poche le titre de cette édition 2021, devant les Emirats arabes unis (2es) et le Maroc (3e).

Football - Ligues 1 et 2

## Mêmes anomalies, mêmes conséquences

**M. Zeggai**

**L**es joueurs de l'ASO Chlef ont observé une grève en signe de protestation et exigent le versement de deux salaires. De nombreux clubs algériens sont menacés de suspension par la CNRL et également du tribunal sportif de Lausanne où les affaires ne cessent de s'entasser sur son bureau. La JSK a connu deux présidents, ce qui a précipité le départ d'Henri Stambouli qui a été remplacé par le Tunisien Ammar Souayah. Le CR Belouizdad a attendu le début de la compétition pour engager le brésilien Marcos Paqueta pour pallier au départ du Serbe Zoran Manojlovic. Les clubs, prétendus professionnels, s'acharnent à effectuer le recrutement des joueurs avant celui du premier responsable technique. C'est le cas de l'O. Médéa, la JS Saoura, le WA Tlemcen, le MC Oran pour ne citer que ceux-là. Cela explique les résultats en dents de scie de certaines formations. Suivant une certaine logique, l'entraîneur est le seul responsable des éléments qui conviennent à son système de jeu. Pourquoi nos entraîneurs acceptent-ils de travailler dans de telles conditions alors qu'ils devaient obligatoirement avoir le dernier mot sur le recrutement ? Le bricolage et le non-respect des règles du football sont à l'origine de la vase des entraîneurs pour calmer la rue, ce qui permet aux présidents de club de conserver leurs postes, alors qu'ils sont les seuls responsables de cette confusion. C'est ainsi que les Ighil Meziane (HBCL), Azzedine Aït Djoudi (MCO) et Kamel Bouhellal (WAT) n'ont pas tenu longtemps. On

croit savoir que le team de Chelghoum Laïd songe à recruter un entraîneur tunisien. Le MCO attend l'arrivée de Moez Bouakkaz, alors que le Widad de Tlemcen n'a pas encore trouvé un coach même si les rumeurs annoncent que des contacts ont été établis avec les Djamel Benchadli, Dziri Billel, Mounir Zeghdoud et même Ighil Meziane, qui attend la résiliation de son contrat avec le HBCL, ceci sans oublier que d'autres techniciens sont sur la sellette.

La mascarade ne s'est pas arrêtée là puisque la gestion catastrophique de nos clubs, qui sont devenus incapables de garder leurs meilleurs joueurs, lesquels préfèrent aller monnayer leur talent vers d'autres lieux, notamment en Tunisie, au Maroc et au Golfe. La gestion approximative sans projet sportif, la crise financière et l'instabilité des clubs s'avèrent comme les principaux facteurs de ce phénomène, sans pour autant oublier le nombre de litiges des joueurs «qui dépasse les 300 cas», nous a-t-on dit.

A cet effet, la Ligue 1 a subi une véritable saignée lors du mercato estival avec un exode massif des meilleurs éléments. Le CRB a perdu son maître à jouer Amir Sayoud au profit du club saoudien Al-Talaee. Bencherifa (ex-JSK) et Zaâlane (ex-CSC) ont opté pour le championnat marocain avec l'Olympique de Khouribga, alors que Souayed s'est engagé avec le MC Oujda. Dans le championnat tunisien, on retrouve les Mekideche (ex-JSK) à Hammam Lif. Laouafi (ex-ESS) qui a préféré mettre le cap sur l'Etoile du Sahel, Lamara (ex-MCA) et Masmoudi (ex-MCO). Idem pour Touil (ex-WAT)

qui a tenté une nouvelle aventure avec Zaoura (Irak). Ces joueurs, par leur influence, ont laissé un vide chez certaines formations qui ont été incapables de combler ce déficit dans la mesure où nos clubs ne produisent plus de joueurs répondant aux critères de la formation. Voilà où en est la situation du football algérien avec des clubs soi-disant professionnels. Ceci sans pour autant oublier les dettes cumulées qui ont dépassé les 100 milliards de centimes. Mais ceci n'a pas fait bouger les institutions étatiques à demander des comptes sur les subventions allouées. Pire encore, en Ligue 2, ils sont sept clubs à avoir mis fin à la collaboration de leurs entraîneurs après cinq journées seulement. Il s'agit du SKAF où son désormais ex-coach Mohamed Bacha n'a pas tenu longtemps. El-Hadi Khezzar a connu deux clubs en un temps record, le premier chez le RCK et le second au MOC où il vient d'être limogé après deux journées de championnat seulement. Le WAB a mis fin aux fonctions de Saber Bensmaïn après quatre rounds. Idem pour l'USM qui s'est séparé de Mustapha Sebaâ.

Les deux derniers, l'ES Ben Aknoun a engagé Farid Zemiti pour remplacer Mohamed Manaâ et l'IB Lakhdarria qui a trouvé une «solution à l'amiable» avec Rezki Amrouche pour insuffisance de résultats. Au sein de l'ASAM, le conflit avec Nadir Leknaoui persiste toujours. Voilà où en est la situation de nos clubs de la Ligue 1 et ceux de l'antichambre de l'élite. C'est ce qui arrive quand le développement du sportif est tributaire des membres des assemblées générales.

### USM Bel-Abbès

## L'appel de détresse d'El Hannani

**L**e président de l'USM Bel-Abbès, Abdelghani El Hannani, a ouvert la porte à sa succession à la tête de la formation de Ligue deux de football, déplorant «l'indifférence» de ses pairs actionnaires au sein de la société sportive par action (SSPA) envers l'équipe qui traverse une conjoncture difficile. S'exprimant au micro de la cellule de communication de l'USMBA, le président de ce dernier a fait savoir qu'il n'était plus le premier responsable du club «sur le plan réglementaire, vu que mon mandat de cinq ans a expiré», a-t-il précisé. «Néanmoins, je n'ai noté aucune intention de la part d'aucun actionnaire de notre SSPA pour me succéder. Je me retrouve d'ailleurs seul en train de faire face à tous les

problèmes que rencontre le club», a-t-il regretté. La formation de la «Mekerra» a payé fort le prix de sa crise multidimensionnelle qui l'a envoyé en Ligue deux à l'issue de la saison passée, et ce, trois années seulement après son deuxième trophée en coupe d'Algérie. Croulant sous le poids des dettes, le club de l'Ouest du pays est interdit de recrutement obligeant sa direction et son entraîneur Sid Ahmed Slimani à monter un effectif composé de joueurs de la réserve pour éviter le forfait. Néanmoins, cette stratégie risque de valoir au club une autre relégation vu qu'il occupe la 15e et avant-dernière place au classement de Ligue 2 avec 3 points d'une victoire contre quatre défaites, sachant qu'elles seront qua-

tre équipes à quitter le deuxième palier en fin de championnat. Le président El Hannani s'est montré, en outre, «pessimiste» quant à l'avenir du club, notamment sur le plan financier, «étant donné que tous nos comptes bancaires sont gelés ce qui nous empêche de recevoir d'éventuelles subventions de la part des autorités locales», a-t-il souligné. Les dettes de l'USMBA envers la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) sont estimées à 260 millions DA, selon la Ligue de football professionnelle. D'autres dettes envers des opérateurs économiques sont également non encore payées par le club contraignant les créanciers à geler ses comptes bancaires, a regretté El Hannani.

### MC Oran

## Mouaz Bouakaz attendu aujourd'hui



L'entraîneur tunisien Mouaz Bouakaz a annoncé son départ de l'ES El Metlioui à l'issue de son match perdu face à l'ES Tunis (3-0) lundi soir dans le cadre du championnat local de Ligue 1 de football pour rejoindre le MC Oran. Mouaz Bouakaz, cité par la presse tunisienne, a déclaré que la rencontre face au champion sortant de Tunisie était la dernière pour lui avec l'ES El Metlioui (avant-dernier au classement), et que sa prochaine destination sera le MCO.

Auparavant, la direction de la formation algérienne pensionnaire de la Ligue 1 avait informé avoir trouvé un terrain d'entente avec ce technicien pour succéder à Azzeddine Aït Djoudi qui a démissionné de son poste à l'issue de la troisième journée du championnat. Bouakaz devait débarquer aujourd'hui à Oran pour signer son contrat et entamer le travail.

### USM Alger

## Koudri rejoint l'infirmier



**L**e milieu récupérateur de l'USM Alger, Hamza Koudri, souffre d'une entorse au genou gauche, contractée lors de la victoire de son équipe contre l'US Biskra (3-0), comptant pour la quatrième journée de Ligue 1, disputé samedi au stade Omar Hamadi (Bologhine), a annoncé le club de la capitale sans préciser la durée de son indisponibilité. En effet, selon le médecin du club, Mohamed Harb, «il ne s'agit là que d'un bilan préliminaire», car le staff médical du club «compte attendre deux ou trois jours supplémentaires» avant de se prononcer. «Nous ferons passer une IRM à Koudri, après quoi, il y aura concertation avec le Docteur Nasri pour définir le taux de gravité de cette entorse, et par la même occasion, la durée exacte d'indisponibilité du joueur» a ajouté Harb dans une déclaration au site officiel du club. Concernant le gardien Mohamed Lamine Zemmamouche, il se trouve toujours en phase de soin actif. Autrement dit, il suit un programme d'entraînement spécifique, sous la houlette du

préparateur physique, tout en se rendant régulièrement à l'infirmier, pour y recevoir les soins nécessaires. «+Zema+ continuera à suivre ce programme pendant une semaine à dix jours, puis on verra, en fonction de l'évolution des choses» a encore précisé Harb concernant le portier des Rouge et Noir. Enfin, concernant l'attaquant Burkina-Bé Hamed Belem, opéré des ligaments croisés du genou il y a quatre mois, la même source a expliqué qu'il est toujours en phase de convalescence. «On va attendre qu'il boucle le cinquième mois après l'intervention, pour établir un diagnostic, et voir si on peut passer à autre chose, notamment, le renforcement musculaire de sa jambe opérée». Grâce à sa dernière victoire sur les «Zibans», l'USM Alger s'est hissée à la quatrième place du classement général, qu'elle partage avec la JS Saoura, le CR Belouizdad, l'Olympique de Médéa et le CS Constantine, avec sept points pour chaque club. Soit à deux longueurs de l'actuel leader, l'USB.

### Handball - Coupe d'Algérie messieurs

## Poursuite de l'édition 2020



**L**a Fédération algérienne de handball (FAHB), a dévoilé le programme des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie seniors messieurs 2019-2020, afin de désigner le représentant algérien en Coupe arabe des clubs vainqueurs de coupe, prévue à Arzew en mars 2022. «En prévision de la finalisation de la Coupe d'Algérie seniors messieurs 2019-2020, nous vous transmettons le programme des rencontres des huitièmes de finale de la dite compétition, entrant dans le cadre de la désignation du représentant algérien en Coupe arabe des clubs vainqueurs de coupe, prévue à Arzew en mars 2022»,

indique le communiqué de la FAHB publié sur la page Facebook de l'instance. «Cette compétition se déroulera avec de nouvelles licences», ajoute la FAHB. Selon le programme publié par la FAHB, les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie ont été programmés le 10 décembre. Pour rappel, la FAHB est dirigée depuis septembre 2021, par un comité directoire présidé par l'ancien international Abdelkrim Bendjemil, suite à la suspension «temporaire», du président élu Habib Labane par le ministère de la Jeunesse et des Sports, en raison de manquements dans la gestion du mandat 2017-2020.

## CAN 2022 - Préparation L'EN féminine à pied d'œuvre à Tunis



**L**a sélection nationale féminine est à pied d'œuvre de puis dimanche soir, à Tunis sur invitation de la Fédération tunisienne de football (FTF), en prévision des deux rencontres amicales qu'elle doit disputer face à son homologue tunisienne vendredi et lundi, en prévision du 2e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévue au Maroc, indique mardi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. Conduite par la présidente de la commission du football féminin et membre fédéral, Mme Nassiba Laghouati, la délégation algérienne a pris ses quartiers à l'hôtel El Mouradi, dans la capitale tunisienne. «Les Vertes ont effectué leur première séance d'entraînement, lundi au stade de

Radès, en présence de 16 joueuses, en attendant celles évoluant à l'étranger qui ont rallié hier soir le groupe», a ajouté la même source. La sélectionneuse nationale, Mme Radia Fertoul a élaboré un programme spécifique avec la collaboration des membres de son staff. Après les échauffements et les exercices physiques sous la conduite du préparateur Mohamed Cherifi, le groupe a pris place pour des ateliers techniques puis à des oppositions, alors que Chaib Adda Asma, Dahes Yasmine et Neghazi Chloé Yasmine étaient prises en charge par l'entraîneur des gardiennes, Ahmed Beloufa. Pour la journée du mardi, les coéquipières de Bouheni ont bénéficié dans la matinée, d'une balade au niveau de l'hôtel, suivie d'une séance vidéo.

Dans l'après midi, une séance d'entraînement a été programmée, avant d'être clôturée par une séance de soins et une réunion du staff technique. L'entraîneur national a convoqué pour la double confrontation amicale contre la Tunisie, 24 joueuses dont 13 évoluant à l'étranger pour un stage qui se tiendra du 21 novembre au 1er décembre en Tunisie. Lors du 2e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévu les 14 et 23 février 2022, les Algériennes défieront les Sud-africaines, vice-championnes d'Afrique en titre. Au 1er tour des éliminatoires, l'Algérie avait dominé le Soudan (14-0) au match aller à Alger, par contre, le match retour prévu à Khartoum avait été annulé à cause de la situation politique au Soudan.

### Ligue 1 - Sanctions

## Trois matches de suspension pour Bensalah

**L**e défenseur de l'ASO Chlef, Abdelkadir Bensalah, a écopé de trois matchs de suspension, dont un avec sursis, pour «voie de faits envers adversaire», a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), sur son site officiel. Outre cette sanction, le joueur devra s'acquitter d'une amende

de 30,000 dinars, précise la même source. Le club chélifien s'est vu infliger, quant à lui, d'une amende de 50,000 dinars pour «mauvaise organisation». Par ailleurs, les joueurs Chamseddine Nessakh (CR Belouizdad), Abdelhak Belkacem (HB Chelghoum-Laïd), et Abdelmalek Necir (NC Magra), ont

écopé chacun d'un match de suspension ferme, plus une amende de 30,000 dinars, pour « contestation de décision ». Enfin, le défenseur de la JS Kabylie Ahmed Kerroum, exclu lors du match nul concédé à domicile face au RC Arbaâ (1-1), va purger un match automatique de suspension ferme.

### Handball - Division Excellence

## Le collège technique pour un nouveau départ

**L**e Collège technique de la Fédération algérienne de handball, prévu le 8 décembre, aura la tâche de définir la formule de compétition pour le Championnat national, Excellence messieurs, et de proposer des noms pour diriger les sélections nationales masculine et féminine, a indiqué lundi le directeur des sports du ministère de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Belkadi. «Nous avons tenu plusieurs réunions de travail avec les membres du comité directoire qui gère la FAHB, et nous avons établi un échéancier à respecter pour la relance des activités du handball au niveau national», a déclaré

Nous avons donc décidé de fixer la date du 8 décembre pour la tenue Collège technique, qui aura la tâche de définir la formule de compétition pour le Championnat national, Excellence messieurs, et de proposer des noms pour diriger les sélections nationales masculine et féminine ainsi que celles des catégories U20 et U18 », a-t-il précisé. Le directeur des sports du MJS a également indiqué que le compte bancaire de la FAHB a été débloqué et que les athlètes de la sélection nationale masculine ont perçu leurs primes suite à la 3e place décrochée lors de la CAN-2020 en Tunisie. Pour rappel, la FAHB est dirigée depuis septembre 2021, par un comité directoire présidé

par l'ancien international Abdelkrim Bendjemil, suite à la suspension «temporaire», du président élu Habib Labane et son bureau fédéral, par le ministère de la Jeunesse et des Sports, en raison de manquements dans la gestion du mandat 2017-2020. Ce comité directoire avait bloqué, en octobre dernier, le coup d'envoi du Championnat d'Excellence 2021-2022, qui regroupait 25 clubs répartis sur 5 poules composées de 5 équipes chacune.

Cette formule avait été décidée après que l'ancien bureau fédéral a fait accéder un nombre, jugé «massif» par Bendjemil, de clubs de la Nationale 1, suite à l'interruption de ce championnat en mars 2020 pour prévenir la propagation du coronavirus.

### Athlétisme

## Marcell Jacobs lance un défi à Usain Bolt

**L**'Italien Lamont Marcell Jacobs, champion olympique du 100 mètres à Tokyo, a lancé un défi amical à la légende de l'athlétisme Usain Bolt, qui a récemment affirmé qu'il aurait pu gagner cette course tout en rendant hommage au vainqueur. «Tu es mon héros, merci pour ton coup de chapeau, mais tu as également affirmé que tu étais sûr que tu aurais gagné donc je suis prêt à relever le défi», a écrit Marcell Jacobs dimanche sur son compte Instagram. «Je te propose de commencer avec une action caritative» consistant en une course généralement pratiquée par des groupes d'enfants, appelée «rubabandiera» en Italie, pour laquelle «tu viens avec ton équipe et je viens avec la mienne», a ajouté le coureur italien. Dans le jeu «rubabandiera» (vole le drapeau), deux

groupes d'enfants s'affrontent en courant, deux par deux et chaque coureur appartenant à une équipe diverse, pour aller prendre un drapeau situé à une dizaine ou une vingtaine de mètres.

C'est l'équipe qui a réussi à prendre le plus grand nombre de drapeaux qui l'emporte. Il y a une semaine, Usain Bolt avait affirmé qu'il aurait pu gagner le 100 m à Tokyo et faire à moins aussi bien que les 9 sec 80 de Jacobs, son record personnel étant de 9 sec 58. «Et c'est un fait: beaucoup d'athlètes n'améliorent pas vraiment leurs chronos. J'ai tellement repoussé les limites, j'ai commencé à reculer (d'un point de vue des chronos) avec le temps. Courir en 9 sec 80 (le chrono de Lamont en finale), c'était possible», avait-il insisté.

## Cyclisme - Championnats arabes sur piste De nouvelles médailles pour l'Algérie

**L**a sélection algérienne de cyclisme sur piste a moissonné quatre médailles, dont trois en or, lors des épreuves matinales de la quatrième journée des Championnats arabes du 2021 actuellement en cours dans la capitale égyptienne Le Caire. Les breloques en métal précieux ont été l'œuvre de Salah-Eddine Al-Ayoubi Cherki et Yacine Chalel dans l'épreuve de poursuite, respectivement chez les juniors et les seniors «Elite», ainsi qu'Al-Khassib Sassane, dans l'épreuve du kilomètre «Elite», dans laquelle Seddik Benganif a glané une médaille de bronze et qui était la quatrième pour la sélection algérienne à l'entame de cette quatrième journée de compétition. L'Algérie porte ainsi son total provisoire à 21 médailles : 8 or, 5 argent et 8 bronze. Les cinq autres médailles d'or ont été glanées lors des trois premiers jours

de compétition, respectivement par Salah-Eddine Cherki, Nesrine Houili, Lotfi Thambaz, Yacine Chalel et la sélection nationale «Elite» dans l'épreuve de poursuite «par équipes». Les cinq médailles d'argent, quant à elles, ont été l'œuvre de Lydia Kacemi et surtout Nesrine Houili et Chara Azzouz, qui en ont glané deux chacune, dans différentes épreuves, comme le Keirin, le Scratch et le 500 mètres des juniors (dames). Enfin, les six autres breloques en bronze ont été l'œuvre de Salah-Eddine Cherki (X2), Lydia Kacemi, Hamza Mansouri, et des sélections nationales juniors et seniors «Elites». Ce Festival arabe 2021 de cyclisme avait démarré il y a dix jours dans la capitale égyptienne, avec les épreuves sur routes, remportées finalement par l'Algérie, devant les Emirats arabes unis (2es) et le Maroc (3es).

### Tennis - Championnat d'Afrique U14

## Objectif atteint pour la sélection

**L**a participation algérienne au Championnat d'Afrique U14 «garçons et filles», clôturée dimanche à Sousse (Tunisie) par le sacre de Maria Badache chez les filles, a atteint «ses objectifs» fixés avant l'entame de la compétition, a affirmé le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Karim Saadallah. «On a atteint notre objectif. Nous avons pronostiqué le podium avant l'entame de la compétition. Badache a fait le maximum et elle a décroché la médaille d'or à ce rendez-vous continental. Je dois remercier le staff qui a accompagné la joueuse pour l'excellent travail. Ce résultat intervient après un bon travail au niveau de son club avec son entraîneur. Aussi, on doit féliciter ses parents pour les sacrifices et les efforts fournis. Nous avons beaucoup de projets pour la jeune Badache en vue de la deuxième phase de sa progression», a déclaré Karim Saadallah. Maria Badache, a remporté brillamment le sacre africain de sa catégorie, après un parcours exceptionnel en terre tunisienne. Favorite pour le sacre final, Badache a entamé la compétition prudemment en s'imposant au premier tour, devant la kenyane Seline Ahoya (6-1, 6-0). Au second tour, Badache tête de série N3, a balayé la Marocaine Selma Bellaouchi sur le score 6-1, 6-

2, avant de s'imposer devant la Malgache Mitia Andraina Voavy en deux sets (6-2, 6-2), lors des quarts. Par la suite, l'Algérienne s'est hissée en finale aux dépends de Sofia Haddab (Maroc) et tête de série N.2, en deux sets (7-5, 7-5). En finale face à la joueuse tunisienne Chahd Tourkhani, tête de série N4, Badache a remporté difficilement le premier set 7-6, avant de dominer le second set 6-2. Ses compatriotes Imene Ghettas et Wissal Boudjamaoui ont été éliminées au premier tour après leur défaite respectivement face à la Marocaine Sofia Hadab, tête de série N.2 (6-0, 6-0) et l'Egyptienne Hassan Essaad Hassan (6-2, 6-3).

Pour sa part, Chakib Laiham, a perdu au second tour devant le Tunisiens Zakaria Hamrouni, tête de série N.2 (6-2, 6-2). Au premier tour, l'Algérien avait dominé Teo Moalosi (Botswana) en deux sets 6-4, 6-2. «Je féliciter aussi le reste de l'effectif pour les efforts fournis pendant cette compétition mais malheureusement ils n'ont pas eu de chance pour avancer dans les tableaux. Il s'agit d'une bonne préparation pour eux en vue des prochains événements», a expliqué le DTN. Pour rappel, la délégation algérienne a été conduite par Wakil Keciba, Directeur de la promotion et du suivi des jeunes talents sportifs (DJTS) à la FAT.

## Sur «l'autre route migratoire» Les rêves brisés des Africains partis pour l'Arabie Saoudite

Fentahun ne pouvait pas payer. Alors ils l'ont abandonné. Sans argent, seul, le jeune homme de 19 ans n'a eu d'autre choix que de rebrousser chemin, plusieurs centaines de kilomètres à travers le désert.

«On m'avait dit que j'aurais un bon travail et que je changerai de vie. On m'avait dit que ce serait facile. Mais ça ne s'est pas du tout passé comme ça», raconte de sa voix douce le jeune homme, rencontré à Hargeisa, dans le nord de la Somalie. De nombreux migrants africains, principalement éthiopiens, échouent dans cette ville, carrefour d'une des routes migratoires les plus fréquentées au monde: la «route de l'Est», vers la péninsule arabique.

Loin des caméras braquées sur l'Europe, les traversées de la Méditerranée et les milliers de réfugiés actuellement massés aux frontières polonaises, cette autre route connaît un regain de fréquentation.

Le voyage est périlleux, parfois fatal, à travers les déserts et certaines régions chaotiques de la Corne de l'Afrique, les eaux tumultueuses du golfe d'Aden, jusqu'au Yémen en guerre.

De là, les migrants doivent traverser de nouvelles zones hostiles dans l'espoir d'atteindre l'Arabie saoudite ou d'autres Etats du Golfe pour y trouver du travail.

### «J'AVAIS PEUR»

La plupart n'y arrivent jamais. Des dizaines de milliers d'entre eux se retrouvent piégés au Yémen, incapables de payer un voyage de retour, pris en otage par des passeurs ou détenus par les autorités

**Les passeurs avaient promis à Fentahun Derebe de l'amener en Arabie Saoudite, où il pourrait gagner plus d'argent qu'il n'en avait jamais rêvé, puis revenir chez lui, en Ethiopie, pour monter son entreprise. Arrivé sur la côte somalienne, les passeurs lui ont demandé plus d'argent.**



locales. En mars, un incendie dans un centre de détention surpeuplé de la capitale yéménite a tué des dizaines de migrants.

Le même mois, 20 personnes sont mortes noyées lorsque des passeurs ont jeté par-dessus bord des dizaines de migrants de leur embarcation surchargée en route vers le Yémen.

Beaucoup ne quittent jamais l'Afrique, escroqués comme Fentahun avant même de mettre les voiles. «Ils m'ont dit que ça coûterait 500 dollars (440 euros) pour monter sur le bateau. Je n'en avais même pas 100. J'ai été choqué», raconte le jeune homme, qui a quitté sa ville de Gondar, dans le nord de l'Ethiopie, ayant à peine terminé son lycée. Les migrants ont deux options pour rejoindre le Yémen depuis le continent africain.

L'une via Obock, à Djibouti, mais les côtes y sont surveillées et les migrants traqués. L'autre depuis Bosaso, dans le nord de la Somalie, où le contrôle est plus faible. Cette dernière est plus populaire mais aussi plus longue et plus dangereuse.

Fentahun raconte que durant sa marche d'un mois entre Bosaso et Hargeisa (600 kilomètres à vol d'oiseau), il a croisé de nombreux migrants dans une situation désespérée. Certains avaient été volés ou

maltraités physiquement. Tous manquaient désespérément d'eau et de nourriture. «J'avais peur», confie-t-il: «La route n'était pas sûre».

Beaucoup des migrants sur cette route sont des adolescents seuls, dont «certains n'ont pas de chaussures», souligne Farhan Omer, employé dans un centre de l'Organisation internationale de la migration (OIM) à Hargeisa.

### «PAS LE CHOIX»

Des centaines de migrants sont coincés à Hargeisa, désœuvrés, sans argent pour gagner Bosaso ou faire demi-tour et rentrer chez eux.

Woynshot Esheto, 35 ans, rêvait d'aller en Arabie saoudite et devenir femme de ménage. Mais elle est tombée à court d'argent.

«Je suis partie pour mes enfants», explique cette mère célibataire de quatre enfants: «Je n'avais aucun moyen de les nourrir ou de les envoyer à l'école. Je n'avais pas le choix».

Les mouvements ont repris sur la «route de l'Est», après un ralentissement en 2020 en raison des fermentations de frontières causées par la pandémie de coronavirus.

En 2018 et 2019, c'était la route de migration maritime la plus fréquentée au monde. Plus de 138.000 migrants ont embarqué sur des bateaux à destination du Yémen en 2019, contre 110.000 traversant la Méditerranée la même année.

Mais ces déplacements de population, qui ne touchent pas l'Europe ou l'Amérique du Nord, sont souvent ignorés.

«Ce qui est frustrant ici, c'est qu'il y ait si peu d'attention (...) Personne ne s'intéresse vraiment aux gens qui ont des problèmes dans les pays de la Corne de l'Afrique», déplore Richard Danziger, chef de mission de l'OIM pour la Somalie.

Accroché à ses rêves d'une vie meilleure, Mengistu Amare n'est pas découragé par les périls à venir, même s'il ne sait pas grand-chose de l'endroit où il va ni de ce qui l'attend en chemin.

«Je sais qu'il faut traverser la mer pour rejoindre l'Arabie Saoudite. Je ne suis jamais monté sur un bateau et je ne sais pas nager», explique cet Ethiopien de 21 ans. Mais il tentera sa chance: «J'irais n'importe où, tant qu'il y a du travail».

## Niger

### La Grande muraille verte avance à petits pas

**Au sol, des chèvres croquent des graines d'acacia, un arbuste aux redoutables épines: jadis paysage lunaire, le plateau de Simiri, ville située à une centaine de km au nord de Niamey, capitale du Niger, s'est transformé en un petit paradis pour la faune et la flore.**



sommons aussi comme aliments de survie pendant les graves disettes», ajoute-t-il.

«Cet endroit était un paysage stérile, voilà qu'une petite forêt renaît par miracle!», exulte Moussa Adamou, le maire de Simiri, qui note «le retour du gibier». Désormais, même «les girafes» quittent leur lointain habitat de Kouré, au sud de Niamey, pour venir savourer les tendres feuilles d'acacia, affirme-t-il.

D'ici la date butoir de 2030, le Niger, Etat aux trois-quarts désertique, ambitionne de «réverdir» 3,6 millions d'hectares de terres sur 37,5% de son immense territoire, selon le colonel Maïsharu Abdou, directeur général de l'agence de la GMV au Niger.

«Leurs feuilles et graines sont riches en protéines pour le bétail», se réjouit Garba Mousa, paysan de Bani-Maté, un hameau proche du site. «Cuites ou séchées, nous les con-

stituons aussi comme aliments de survie pendant les graves disettes», ajoute-t-il.

«C'est une course de fond», estime le colonel Abdou et des ONG locales se sont lancé dans la bataille.

«Nous allons reboiser 100 hectares dans six communes, nous avons nos pépinières et nous avons creusé des forages d'eau», explique Issa Garba, de l'organisation Jeunes volontaires pour l'Environnement (JVE).

Cependant, les attaques jihadistes qui endeuillent plusieurs pays de la GMV risquent de compromettre la concrétisation de ce chantier gigantesque.

«L'insécurité a porté un coup dur à sa réalisation (...) Tous les pays sont tournés vers la lutte contre l'insécurité», s'alarme Issa Garba.

«Il y a des zones où les paysans ont peur de s'aventurer pour mener des actions de reboisement ou d'entretien des arbres», note de son côté Sani Yaou, un expert nigérien.

Après une décennie de travaux, «on a fait une première évaluation en 2020 et ce qui a été réalisé (...) c'est 8% à 12%» de l'ensemble, révèle le colonel Abdou.

Au Niger, les zones forestières du sud ont déjà perdu un tiers de leur surface, pour ne plus représenter que 1 à 2% du pays, d'après le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Les surfaces arables sont donc autant de trésors pour ce pays dont 80% de la population vit d'une agriculture de subsistance.

De 23 millions d'habitants en 2019, la population nigérienne doit passer à 30 millions en 2030 et 70 millions en 2050, selon la Banque mondiale. D'où l'importance vitale de la réussite rapide de la GMV.

### 8.000 KM DE VERDURE

Pharaonique projet de l'Union africaine, la Grande muraille verte (GMV) vise à restaurer d'ici 2030 cent millions d'hectares de terres arides en Afrique, sur une bande de 8.000 km de long allant du Sénégal à Djibouti, en passant par la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan, l'Erythrée et l'Ethiopie.

La partie nigérienne de la GMV est essentiellement formée d'acacia Sénégal (gommier blanc) et de Bauhinia rufescens, deux espèces très résistantes à la sécheresse pouvant culminer à douze mètres.

«Leurs feuilles et graines sont riches en protéines pour le bétail», se réjouit Garba Mousa, paysan de Bani-Maté, un hameau proche du site. «Cuites ou séchées, nous les con-

### «UNE COURSE DE FOND»

Pour réaliser ce rêve, ce pays, un des plus pauvres au monde, a besoin de plus de 454,645 milliards FCFA (plus de 693 millions d'euros), selon lui.

L'Union européenne, l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale et des bailleurs de fonds bilatéraux, ont déjà mis à la main à la poche.

En plus de stopper le désert, le projet est aussi axé sur l'accès à l'eau, à l'énergie solaire, ainsi que sur des volets socio-écono-

Hong Kong

**Des passagers pour dormir dans un bus sans destination**

**Payer pour dormir dans un bus? A Hong Kong, c'est le pari fait par une nouvelle entreprise de bus touristiques qui propose des virées sans destination, une offre présentée comme une solution pour lutter contre les problèmes d'insomnie.**

En ce dimanche après-midi ensoleillé, quelque 70 passagers, des enfants excités mais aussi des retraités à la chevelure argentée, montent dans deux grands bus à impériale. Destination finale: «nulle part».

Le premier est un «bus silencieux», dans lequel les gens peuvent dormir, l'autre, un bus touristique classique.

Le voyage de 85 kilomètres commence dans un quartier animé de la ville, avant de longer les autoroutes côtières et de rejoindre l'aéroport de Hong Kong, quasi-désert depuis le début de la pandémie de coronavirus.

Alors que certains profitent de la vue, d'autres s'équipent de boules anti-bruit et de masques de nuit, plongeant rapidement dans les bras de Morphée pendant cinq heures, le temps d'un voyage desservant plusieurs sites touristiques.

«Je pense que tout le monde a fait l'expérience de ne pas réussir à dormir chez soi, alors que dans un bus, on peut dormir très profondément, car il se balance et vibre», a expliqué à l'AFP Ho Wai, un récent adepte de ces bus silencieux.

«Tous les Hongkongais sont stressés par le travail, par les prix des appartements, par la vie, et maintenant nous ne pouvons plus voyager», déplore-t-il lors de ce périple singulier, faisant référence aux strictes règles de quarantaine destinées à lutter contre le Covid-19 et qui ont quasiment coupé Hong Kong du reste du monde.



«Avec tout ce stress accumulé, je pense que beaucoup de Hongkongais ne dorment pas bien».

**«TROP BEAU POUR DORMIR»**

Matthew Chick, un autre passager, a lui aussi décidé d'être du voyage espérant ainsi résoudre les problèmes de sommeil rencontrés depuis quelques semaines.

Mais il lui est difficile de détailler son regard de la vue.

«Il fait trop beau aujourd'hui pour dormir», souligne le jeune homme de 29 ans.

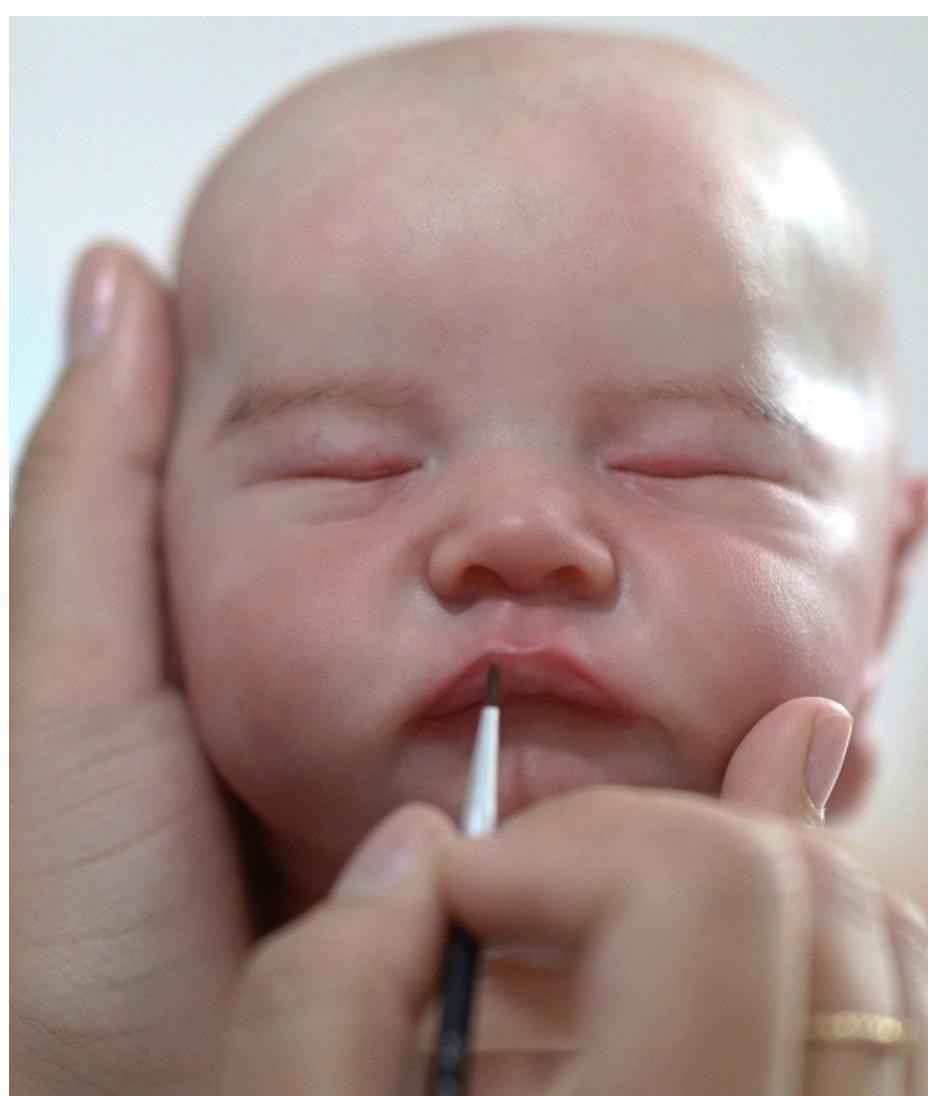
Le prix des billets oscille entre 99 à 399 HKD (11,30 à 45,50 euros), les places de l'étage supérieur étant plus chères.

Selon Frankie Chow, président d'Ulu Travel et entrepreneur à l'origine de ce concept, les itinéraires choisis comportent le moins de feux de circulation possible afin de réduire les arrêts susceptibles de réveiller les passagers.

La stratégie zéro Covid menée par le gouvernement a permis de maintenir le taux d'infection à un faible niveau mais a isolé le centre d'affaires international. «Avant, j'allais tous les mois à l'aéroport (pour voyager) chaque mois», se souvient un des passagers ayant requis l'anonymat. «Outre le fait de dormir, cette tournée nous donne aussi le sentiment de voyager».

**Au Brésil, des poupées artisanales plus vraies que nature**

**Dans l'atelier d'Ana Paula Guimaraes, des poupées représentant des bébés plus vrais que nature «dorment» dans des berceaux, tandis que d'autres sont assis sur un canapé.**



«Je ne fabrique pas des poupées, je transforme des rêves en réalité», confie à l'AFP cette Brésilienne, tout en tenant la tête d'un nourrisson pour peindre ses lèvres en rouge avec un pinceau.

On appelle ces poupées des «bébés reborn», un art qui consiste à les fabriquer avec une telle précision dans les moindres détails qu'on pourrait presque les confondre avec des enfants en chair et en os. Cette habitante de Contagem, dans l'Etat de Minas Gerais (sud-est), met en moyenne sept jours pour confectionner chaque création, vendue à des prix pouvant aller jusqu'à 7.000 réais (environ 1.000 euros).

Les clients sont surtout brésiliens, mais elle reçoit aussi des commandes de France, du Portugal, des Etats-Unis ou d'Australie. Le tronc est fait de tissu, la tête et les membres en latex et les cheveux avec de la laine de mouton, implantés «fil par fil». Mme Guimaraes utilise différents types de peintures pour la peau, les cils ou les ongles. Sur certains bébés, on peut même distinguer des veines ou des taches de naissance.

«Le plus difficile, c'est d'obtenir le ton de peau le plus réaliste. On a une palette de plus de vingt couleurs. L'implant des cheveux peut également être très laborieux», raconte-t-elle.

**ETERNITÉ ET FERTILITÉ**

Les clients peuvent choisir aussi bien la couleur de la peau que celles des yeux, des cheveux, et la forme du visage, ainsi que l'âge du bébé, du nouveau-né à deux ans.

Ana Paula Guimaraes, qui a toujours travaillé dans l'artisanat, confectionne des «bébés reborn» depuis 2008. Plus de mille sont déjà sortis de son atelier. «J'ai vu une femme en fabriquer et ça m'a beaucoup touché, alors j'ai décidé de faire la même chose», explique-t-elle.

Ce concept, déjà répandu en Europe et aux Etats-Unis, est issu de la deuxième guerre mondiale, quand des mères réparaient les poupées cassées de leurs enfants avec tout types de matériaux. D'où le terme «reborn», qui donne une idée de renaissance. La pratique a ensuite évolué, consistant à fabriquer une poupée représentant un bébé le plus réaliste possible.

Les clients sont des collectionneurs ou des parents qui souhaitent «éterniser des enfants qui ont déjà grandi».

Elle en vend aussi à des couples avec des problèmes de fertilité ou ayant subi un avortement spontané. «Une dame qui tentait d'avoir un bébé depuis huit ans m'a commandé une poupée. Deux mois plus tard, elle était enceinte», dit-elle. «Ca peut sembler incroyable, mais son bébé est né identique à la poupée».

## France: fortes amendes pour des porteurs de 3 millions d'euros d'un proche de l'ex-président angolais



**D**es amendes d'environ 750.000 euros ont été infligées lundi par la justice française à trois Angolais, deux Portugais et un Capverdien jugés pour ne pas avoir déclaré aux Douanes trois millions d'euros en liquide, destinés à un proche de l'ex-président angolais dos Santos. Le 13 juin 2013, à 1h15, les douaniers interceptent au péage d'Arles, dans le sud de la France, un véhicule immatriculé au Portugal. Dans une boîte à chaussures, ils découvrent deux millions d'euros. Six heures plus tard, au péage de Montpellier, plus au sud, les douaniers contrôlent un autre véhicule portugais: dans un sac, entre des feuilles blanches, ils trouvent 910.000 euros, toujours en billets de 500 euros.

Les transporteurs expliquent avoir été chargés d'acheminer cet argent à Monaco, où se trouve le

général Bento dos Santos, dit «Kangamba», richissime homme d'affaires angolais dans le secteur du BTP, dirigeant d'un club de football et époux de la nièce de l'ex-président angolais Jose Eduardo dos Santos.

L'argent serait destiné à régler ses dépenses dans un palace et au casino, à Monaco, où il se trouvait alors avec une vingtaine d'invités. Sa carte bancaire ayant dépassé le plafond autorisé et limitant les retraits à 10.000 euros, il aurait demandé que ces sommes soient transportées depuis le Portugal jusqu'à Monaco. La note d'hôtel dépassait notamment les 105.000 euros. En dépit de commissions rogatoires, au Brésil et au Portugal, les juges n'ont jamais pu établir les faits de blanchiment aggravé initialement soupçonnés, en lien avec un éventuel réseau de proxénétisme international. Et la

tentative de convocation de Bento dos Santos au tribunal de Marseille, deuxième ville de France, en juin 2018, est restée vaine. Le tribunal correctionnel de Marseille a donc uniquement jugé, lundi, des faits de manquement à l'obligation de déclaration d'une somme en liquide supérieure à 10.000 euros, une infraction douanière punie d'une amende équivalente au quart de la somme non déclarée. Le couple d'agents immobiliers portugais qui transportait les deux millions d'euros s'est donc vu infliger la plus lourde amende, soit 500.000 euros. Deux des six prévenus avaient été interpellés après s'être présentés au commissariat de Montpellier, à leur recherche des transporteurs d'argent. Parmi eux, un promoteur immobilier angolais installé au Portugal et présenté comme le bras droit du général Bento dos Santos. Porteur de près de 60.000 euros dans une poche discrète de son pantalon, il reconnaissait avoir demandé l'acheminement des deux millions d'euros. Avec lui se trouvait un ami du dignitaire angolais, oeuvrant notamment dans l'industrie du diamant, aux revenus déclarés de cinq millions de dollars annuels. Celui-ci s'était dit propriétaire des 910.000 euros. Le tribunal a ordonné la restitution des trois millions d'euros saisis, l'infraction poursuivie ne permettant pas de prononcer des confiscations.

## Brésil: au moins huit cadavres retrouvés après un raid policier



**L**es habitants d'une favela brésilienne ont retrouvé lundi au moins huit cadavres dans une zone marécageuse en banlieue de Rio de Janeiro, au lendemain d'une opération d'une unité policière d'élite accompagnée d'une «intense fusillade», ont annoncé les autorités locales.

«Pour le moment, huit corps ont été retrouvés», a expliqué la Police militaire de l'Etat de Rio (sud-est) dans un communiqué, précisant que des agents demeuraient sur place pour encadrer le travail d'une cellule d'investigation. Un premier bilan dans la matinée faisait état de sept cadavres.

Une source de la Police civile, en charge de l'enquête, a indiqué à l'AFP que «six des huit corps» avaient été identifiés.

Selon TV Globo, ces cadavres ont été retirés de la zone marécageuse par des habitants eux-mêmes, plusieurs heures avant l'arrivée des experts de la police.

Cette chaîne avait montré de

puis le début de la matinée des images de dizaines d'habitants autour de corps recouverts de draps blancs, dans le complexe de Salgueiro, ensemble de favelas de Sao Gonçalo, à environ 35 km de Rio. «Les cadavres étaient jetés dans le marécage, avec des signes de torture, amoncelés les uns sur les autres. On dirait vraiment un massacre», a relaté un témoin à TV Globo.

Le bilan pourrait encore s'allonger, des témoignages circulant sur les réseaux sociaux faisant état d'autres corps retrouvés.

La Police militaire a confirmé que des agents du Bataillon d'opérations spéciales (Bope), police d'élite redoutée pour ses incursions musclées, s'étaient rendus dans cette zone dominée par des narcotrafiquants dimanche, au lendemain de la mort d'un sergent de police.

«Le Bope est allé au Salgueiro après avoir reçu l'information de la présence d'un des individus

ayant pris part à l'attaque qui a tué le sergent samedi. L'équipe (du Bope) a été prise d'assaut (dimanche) dans une zone marécageuse et une intense fusillade s'en est suivie», peut-on lire dans le communiqué.

Les policiers ont précisé avoir saisi deux pistolets, des munitions, plus de 800 barrettes de cannabis et plus de 3.000 sachets d'une substance «ressemblant à du crack» lors de ce raid.

L'ONG Fogo Cruzado, qui recense les fusillades dans l'Etat Rio de Janeiro, a dénombré 58 épisodes de violence avec au moins trois morts par balle depuis le début de l'année, dont 43 lors d'opérations policières.

En mai, un raid sanglant a fait 28 morts dans la favela de Jacarezinho, l'opération la plus meurtrière de l'histoire de la ville de Rio. En octobre, deux agents ayant pris part à ce raid ont été inculpés pour homicide par un tribunal local.

## Inondations dans le sud de l'Inde: Bangalore sous l'eau



**L**a cité de la tech indienne Bangalore était mardi victime d'inondations spectaculaires après plusieurs épisodes de pluies torrentielles qui se sont abattues dans le sud du pays faisant des dizaines de morts depuis octobre.

Les lacs de la capitale du Karnataka ont débordé après trois jours de pluies diluviales, submergeant routes et habitations.

Des sauveteurs ont été déployés à bord de bateaux pneumatiques pour secourir des résidents en danger, tandis que les bus et les triporteurs fendaient les eaux recouvrant la chaussée à travers la ville.

«Nous ne pouvons pas entrer chez nous, l'eau stagne devant notre maison», a expliqué à l'AFP Rathnamma, une habitante de Bangalore. «Tous nos vivres sont dedans et nous sommes bloqués à l'extérieur de la maison depuis hier soir»,

a-t-elle ajouté. Selon les experts, les conditions météorologiques imprévisibles et extrêmes dans toute l'Asie du Sud sont dues au changement climatique, exacerbé par la construction de barrages, la déforestation et le développement excessif.

Ces derniers jours, au moins 30 personnes ont perdu la vie dans des inondations éclairantes qui se sont produites dans le sud de l'Inde, selon la presse locale.

Le mois dernier, 42 autres personnes sont mortes, victimes de violentes pluies qui se sont abattues sur l'Etat côtier du Kerala, incitant les autorités à suspendre le pèlerinage annuel à Sabarimala, l'un des sanctuaires les plus sacrés de l'hindouisme.

Des pluies diluviales ont également frappé la ville de Chennai, l'ancienne Madras, début novembre, inondant la plupart des grandes artères et déracinant des arbres.

## Équateur: des détenus graciés pour réduire la population carcérale



**L**e président équatorien Guillermo Lasso a gracié lundi des prisonniers souffrant de maladies graves et des détenus pour infractions routières, afin de réduire la population carcérale dans ce pays où plus de 300 personnes sont mortes dans des affrontements entre détenus.

Deux décrets de grâce signés par M. Lasso bénéficient aux prisonniers condamnés pour «des infractions au code de la route n'ayant pas entraîné de morts ni de blessés» et aux détenus atteints de maladies graves ou en phase terminale, a annoncé le ministère de la Communication dans un communiqué, sans préciser le nombre de prisonniers concernés par cette mesure.

Elle vise à «mettre en place des actions efficaces pour le rétablissement de la paix et l'allégement de la surpopulation carcérale», selon la

même source. Et elle s'inscrit dans un plan gouvernemental de lutte contre les violences dans les prisons, dues aux conflits entre gangs liés au trafic de drogue.

L'Équateur compte 65 prisons pouvant abriter 30.000 personnes mais elles hébergent quelque 39.000 détenus, dont 15.000 pour lesquels des peines n'ont pas été prononcées.

En septembre, 119 personnes ont été tuées dans le complexe carcéral de Guayaquil (sud-ouest) lors de rixes entre bandes rivales, et certains détenus ont été démembrés, décapités ou brûlés. Mi-novembre, ce sont 68 détenus qui ont péri dans de violents affrontements dans leur établissement de Guayaquil. Depuis le début de l'année, 320 détenus sont morts dans différents épisodes de violences dans les prisons du pays.

## Plus proche de la réalité que du fantasme

# Homme contre intelligence artificielle en course auto

**Une course remportée par une voiture sans conducteur, au milieu de machines manœuvrées par des pilotes: avec les progrès de l'intelligence artificielle, la compétition automobile entre homme et logiciel n'est plus un fantasme, mais les pilotes, les écuries et le public suivront-ils ?**

**F**in octobre dernier, à Indianapolis, une monoplace de la marque Dallara, seule en piste, a atteint 250 km/h sans conducteur et sans assistance humaine sur le mythique Motor Speedway. La même semaine, durant des essais sur un autre circuit d'Indianapolis, trois monoplaces dirigées chacune par un logiciel avaient effectué plusieurs dépassemens, sans incident.

Les ingénieurs spécialistes de la question en sont convaincus: il est désormais possible d'imaginer une course entre homme et intelligence artificielle.

Un face-à-face mythique comme celui qui opposa, en 1996 et 1997, le champion du monde d'échecs Garry Kasparov au super ordinateur d'IBM Deep Blue, la machine l'emportant finalement sur l'homme. En l'état, la chose est déjà possible, d'un point de vue sécurité, pour peu que les programmeurs «la jouent prudente et acceptent de perdre», avance Marko Bertogna, professeur à l'université Unimore, en Italie, et à la tête de l'équipe EuroRacing qui a participé en octobre à Indianapolis l'Indy Autonomous Challenge (IAC). «Mais si je sais que celui qui programme la voiture veut vraiment gagner, je ne me mesurerai pas à elles» dans un autre véhicule, dit-il. «C'est encore trop risqué.»

Au-delà de la captation de la géographie et des obstacles, déjà très supérieure à l'œil humain, l'enjeu est surtout la vitesse à laquelle le logiciel peut analyser les données qu'il reçoit. Plus la vitesse du véhicule est importante, plus le temps de réaction est court.

### «FASCINANT»

Professeur à l'université Politecnico de Milan et à la tête de l'équipe PoliMOVE engagée elle-aussi dans l'IAC, Sergio Matteo Savaresi estime que

«d'ici deux ans», une Formule 1 identique à celle de Lewis Hamilton mais pilotée par un logiciel pourrait faire le même temps, en qualifications, que le septuple champion du monde de F1.

«Mais c'est une toute autre histoire pour une course à plusieurs voitures», ajoute l'universitaire et ingénieur, et il va encore falloir patienter.

«Pour moi», explique Sergio Matteo Savaresi, «d'ici dix ans, les équipes de Formule 1 auront probablement un pilote humain et un logiciel d'intelligence artificielle» au lieu de deux pilotes aujourd'hui.

«Au début, nous serons sûrement les plus rapides, mais avec le temps, les choses pourraient changer», anticipe George Russell, pilote de l'écurie Williams, interrogé lors du Grand Prix du Brésil, mi-novembre.

«Mais il n'y aurait pas le côté humain, la passion, pas grand-chose pour s'enthousiasmer», prévient-il. «Et quel que soit le sport, football, rugby ou F1, vous voulez voir des athlètes se mesurer les uns aux autres. Peut-être qu'on aurait aussi des fans robots. En tout cas, ce n'est pas pour moi.»

PDG de Penske Entertainment, propriétaire du championnat nord-américain IndyCar, la F1 américaine, Mark Miles va dans le même sens.

«L'IndyCar est un sport qui réunit la machine et l'homme, donc pour nous, jusqu'à nouvel ordre, ce sera un championnat avec des pilotes», a-t-il expliqué fin octobre.

### OFFRE COMPLÉMENTAIRE

Il voit davantage les voitures autonomes comme une offre complémentaire des courses traditionnelles, une curiosité. Plus que l'attrait d'une voi-

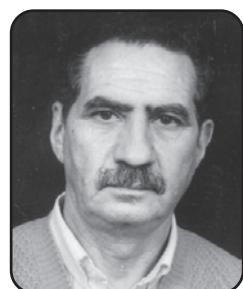
ture autonome en compétition, Mark Miles s'intéresse aux avancées technologiques que pourrait apporter l'intelligence artificielle aux voitures pilotées par des hommes. «Pour qu'une IndyCar puisse un jour rouler à 400 ou 480 km/h (les vitesses maximum sont actuellement autour de 370, NDLR), il va sans doute falloir des systèmes de perception et de sécurité qui n'existent pas encore dans les voitures d'aujourd'hui», évoque Paul Mitchell, PDG d'Energy Systems Network et co-organisateur de l'Indy Autonomous Challenge. Mais le public, au moins pour une partie des spectateurs, est moins timoré.

«Ce serait fascinant de voir un humain batailler contre une voiture autonome, s'enthousiasma Robert Plummer, venu voir l'IAC, fin octobre, sur le circuit qu'il fréquente depuis qu'il est enfant. «L'un des participants a dit que son but était de s'attaquer aux 500 miles d'Indianapolis d'ici cinq à dix ans», dit-il, mentionnant l'épreuve reine du sport automobile aux Etats-Unis.

Ceux qui ont réfléchi au sujet s'accordent néanmoins pour dire que l'attrait potentiel de ces courses ne dura qu'un temps. «Quand l'intelligence artificielle aura atteint (puis dépassé) le niveau des (pilotes) humains, d'un seul coup, le grand public se désintéressera» des courses.

Une fois Kasparov battu par Deep Blue, l'idée d'une partie d'échecs entre un homme et un ordinateur n'a plus intéressé grand monde.

«On courrait probablement contre quelque chose qui ferait systématiquement le tour parfait», entrevoit Daniel Ricciardo, pilote McLaren. «Et même si on est bon, nous ne sommes pas parfaits. Donc on perdra probablement notre boulot. Donc ne nous lançons pas là-dedans.»



Publicité

### PENSÉE

*A mon très cher père : Hadji MADANI FOUATIH Youcef  
14 avril 1932 - 24 novembre 1997*

*J'aurais tant aimé te faire des pensées au quotidien pour remémorer ton souvenir mais hélas. Ces 24 ans passés me pèsent encore avec toute sa nostalgie et son chagrin. Rien n'est plus comme avant, nous sombrons depuis, dans la tristesse et la solitude. Retiens, papa, que tu es inoubliable, irremplaçable et surtout inégalable. J'aurais aimé que nous continuions encore ensemble, un bout de chemin. Mon besoin de ta présence est intense. Le seul repère qui restait et qui me rassurait et me rappelait ta grandeur, s'est éteint ce 3 novembre. Ta sœur Aamti Khedidja que tu chérissais tant. Que tous ceux qui t'ont aimé aient pour vous deux, une pieuse pensée. Rabi Yarhamkoum Ton fils Abderrahmane qui t'adore à l'éternel.*

### Sous le Haut Patronage du Ministre de l'Industrie

**maintenance pumps & valves**

5 - 7 décembre 2021 | Palais des expositions d'Alger -SAFEX- (Pavillon UNION)

Co-organisé avec  
**TANK**  
STORAGE ALGERIA

2ème Salon international de la maintenance industrielle et des process des fluides et gaz industriels en Algérie.

Accès gratuit pour tous les acteurs du secteur de l'industrie et de l'énergie

**+50 exposants et 20 conférences en 3 jours !**

**Local à louer**  
**02 niveaux, 02 rideaux**  
**électroniques, sanitaires,**  
**Bd Millénium, Résidence Plaza,**  
**Oran - Tél : 0561.03.01.81**

Inscription en ligne ➤ [www.mpvalgerie.com](http://www.mpvalgerie.com)

- Maintenance industrielle
- Automatisme
- Pièces de rechange
- Pompes & Vannes
- Canalisations & Pipelines
- Levage & Manutention

by EASYFAIRS

### Sous le Haut Patronage du Ministre du Tourisme et de l'Artisanat

**HORECA EXPO 2021**  
**ALGÉRIE**

1 - 4 / 12 / 2021 | Centre International de Conférences d'Alger

**+80 exposants, des conférences et des concours culinaires !**

**14ème Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie, la restauration et les collectivités en Algérie.**

Accès gratuit pour tous les acteurs du secteur HORECA en Algérie.

- Design & Hospitalité
- Équipements de Cuisine
- Nourriture & Boisson
- Technologie & Infrastructure
- Services & Franchises
- Bien-être & Sport

by EASYFAIRS

## ANNONCES CLASSÉES

### APPARTEMENTS

■ Vends 2 appartements, côté Akid Lofti, F4 144 m<sup>2</sup>, F5 132 m<sup>2</sup> avec box, fini à 80% - Tél : 0771.12.03.26

■ Vends appart F4, gd stand 118 m<sup>2</sup>, 4 pces, gde cuisine, SDB, hall + couloir 1<sup>er</sup> étage, refait à neuf, sis à Plateau Oran - Tél : 0555.91.72.29

■ À louer appart f3 RDC Es-Seddikia, Oran, en face Sheraton et résidence Bahia - Tél : 0555.87.83.52

■ Vds f2, F3, F4 et F5 luxe, cuisine équipée, chaudière, chauffage/C, Box, à Choupot wilaya, millenium, Fernand -ville, 0772.43.37.38 / 0555.89.91.04

■ Loue F3 Seddikia 1<sup>er</sup> (4U), F3 meublé, Ain El Turck, 1<sup>er</sup> (3,5U), F2 dans une villa Coca, 1<sup>er</sup> (3 U), bureaux 31 centre- ville, 1<sup>er</sup> (3U), F1 St-Pierre RDC (1,5U), Ag Abdallah 041.38.62.87 / 0770.40.7.48

■ Vends ou échange appart F5, acté, 5<sup>er</sup> étage, Hai Khemisti à proximité rond-point Palais d'or Oran - 0558.88.00.61

■ Vds des appartements gd standing ds un immeuble R+3 des F4 (143 m<sup>2</sup>) et F3 (112 m<sup>2</sup>) finis à 70%, situé à Coop Hai Khemisti, Fernandville Bir El Djir, Oran - 0553.58.43.65

■ Société privée à Oran, cherche secrétaire niveau universitaire, maîtrise Arabe, Français et Anglais, expérience exigée email : [cityline111@yahoo.fr](mailto:cityline111@yahoo.fr)

■ Atelier de tournage, situé à Oran, cherche un tourneur - fraiseur qualifié. savoir tailler les pignons - Nous contacter au 0559.52.74.35

### VILLAS

■ Tlemcen : A Vendre maison en construction finie à 70% à Sidi Othmane. Superficie 138 m<sup>2</sup> sur 02 niveaux, 4 pièces + 2 salons. Tél : 0777.42.98.17

■ A vendre maison de maître 150 m<sup>2</sup> (R+1) à Belgaid lotissement wilaya, intermédiaire s'abstenir. Contact : 0666.43.19.15

■ Oran Maraval vends villa bien située de 250 m<sup>2</sup> (R+1) composée de (06) chambres (02) salons + cuisine (02) salles de bain + Hammam + garage - Tél : 0778.53.70.01

### LOCAUX

■ Vends, loue ou échange local commercial + studio à Fernandville - Tél : 0782.82.71.25 / 0542.14.91.14

■ À louer local bien aménagé, situé à Avenue Choupot Oran, 0659.93.54.45

### TERRAINS

■ Vente 600 m<sup>2</sup> avec 20m de façade, bien situés, avenue de l'ANP Oran idéal pour banque, Sté, habit R+1 - Tél : 0797.76.70.63. Curieux s'abstenir

### DIVERS

■ A louer licence de café, à Oran, Tél : 0558.07.21.67

■ Tlemcen : Vente ferme à Tagma parcellée, 02 forages, 02 poulaillers 2x3500 + étable 20 sujets + tuerie poulet, arbres fruitiers (cerisier, pêcher, vigne) route bitumée (livret foncier, gaz de ville, électricité et eau) + maison de maître + F3 pour commis de ferme. Tél : 0557.22.82.61

■ UniBeauté Ecole de Formation Professionnelle, lance des formations en Esthétique: maquillage, massage, soin du visage, épilation, manucure et pédicure. Tél : 041.83.41.41/ 0770.00.53.43/ 0770.08.81.47 FB UniBeauté-officielle.

• 2

**11.45** Tout le monde veut prendre sa place  
**13.00** Journal 13h00  
**13.55** Ça commence aujourd'hui  
**16.15** Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre  
**18.00** Tout le monde a son mot à dire  
**18.35** N'oubliez pas les paroles  
**19.50** Météo 2  
**20.00** Journal 20h00  
**20.38** Protégeons demain

## 21.10 Jusqu'à la garde



**Drame - France - 2017**  
Avec Léa Drucker, Denis Ménochet, Thomas Gioria, Mathilde Auneveux  
Miriam et Antoine sont en plein divorce. Mais même devant la juge, ils ne parviennent pas à se mettre d'accord. Pour être tranquille, Miriam décide de déménager, avec Joséphine, sa fille de quasiment 18 ans, et Julien, son fils de 11 ans. Mais Antoine a toujours un droit de garde de Julien. Même si ce dernier refuse de le voir, il y est obligé. Pendant les gardes chez lui, Antoine, aux crises de violence explosives, questionne son fils pour découvrir où son ex-femme compte s'installer.

## 21.05 Faut pas rêver



**Présenté par Carolina De Salvo**  
L'animatrice Carolina De Salvo part explorer les beautés de la Provence hors saison. Des gorges du Verdon, où elle assiste à un spectacle de danse suspendue dans l'air de la compagnie des Têtes Bêches, jusqu'à la Méditerranée où elle fait la connaissance des champions de plongée en apnée Arthur Guérin-Boeri et Guillaume Néry puis tentera de pêcher la langouste, la baroudeuse enchaîne les visites de lieux atypiques et surtout les rencontres d'amoureux de leur région et de ses savoir-faire.

## 21.10 Tous en Martinique



**Présenté par Laury Thilleman, Claudy Siar**  
Sous le haut parrainage de Julien Clerc pour cette première édition dans les Caraïbes, Laury Thilleman et Claudy Siar se retrouvent sur une scène en plein air qui accueille un plateau d'artistes venus de tous les horizons. Parmi les invités de cette émission spéciale, on retrouve Claudio Capéo, Carla Bruni, Kassav', Vaimalama Chavez, Amir, Kimberose, Keen'V, Dany Brillant, Mariejose Alie, Philippe Laval, Patrick Fiori, Céphaz, Ben l'Oncle Soul, Boulevard des Airs, Stella Gonis, Tayc, Native, Zouk Machine, Were Vana...

arte

TF1

**10.35** Molusco  
**11.35** Ninjago  
**12.35** Teen Titans Go!  
**13.30** C'est toujours pas sorcier  
**14.30** Moi à ton âge  
**16.25** Angelo la débrouille  
**17.05** Oscar & Malika, toujours en retard  
**17.40** Ninjago : Les Secrets du spinjitzu interdit  
**18.25** Nawak  
**19.25** Une saison au zoo  
**20.25** Culturebox l'émission

11.55 La péninsule Ibérique au fil de l'eau

11.10 Si près de chez vous

12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne

13.35 Arabesque

15.30 Des volcans et des hommes

16.00 Les îles italiennes

16.55 Les animaux sauvages et leurs petits

17.40 Invitation au voyage

18.25 Invitation au voyage : Nos inspirations

19.00 Merveilles d'Afrique

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes

20.51 A Musée Moi Vous, A Musée Moi

20.55 Espion(s)

11.10 Si près de chez vous

12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne

13.35 Arabesque

15.30 Des volcans et des hommes

16.00 Les îles italiennes

16.55 Les animaux sauvages et leurs petits

17.40 Invitation au voyage

18.25 Invitation au voyage : Nos inspirations

19.00 Merveilles d'Afrique

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes

20.51 A Musée Moi Vous, A Musée Moi

20.55 Espion(s)

C 8

09.45 Touche pas à mon poste ! : le replay

12.45 William à midi

14.20 Inspecteur Lewis

18.13 Le 6 à 7

19.12 TPMP : Le before

21.19 Les enquêtes de Murdoch

22.30 C ce soir

23.35 C dans l'air

11.10 Si près de chez vous

12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne

13.35 Arabesque

15.30 Des volcans et des hommes

16.00 Les îles italiennes

16.55 Les animaux sauvages et leurs petits

17.40 Invitation au voyage

18.25 Invitation au voyage : Nos inspirations

19.00 Merveilles d'Afrique

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes

20.51 A Musée Moi Vous, A Musée Moi

20.55 Espion(s)

C 8

09.45 Touche pas à mon poste ! : le replay

12.45 William à midi

14.20 Inspecteur Lewis

18.13 Le 6 à 7

19.12 TPMP : Le before

21.19 Les enquêtes de Murdoch

22.30 C ce soir

23.35 C dans l'air

11.10 Si près de chez vous

12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne

13.35 Arabesque

15.30 Des volcans et des hommes

16.00 Les îles italiennes

16.55 Les animaux sauvages et leurs petits

17.40 Invitation au voyage

18.25 Invitation au voyage : Nos inspirations

19.00 Merveilles d'Afrique

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes

20.51 A Musée Moi Vous, A Musée Moi

20.55 Espion(s)

C 8

09.45 Touche pas à mon poste ! : le replay

12.45 William à midi

14.20 Inspecteur Lewis

18.13 Le 6 à 7

19.12 TPMP : Le before

21.19 Les enquêtes de Murdoch

22.30 C ce soir

23.35 C dans l'air

11.10 Si près de chez vous

12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne

13.35 Arabesque

15.30 Des volcans et des hommes

16.00 Les îles italiennes

16.55 Les animaux sauvages et leurs petits

17.40 Invitation au voyage

18.25 Invitation au voyage : Nos inspirations

19.00 Merveilles d'Afrique

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes

20.51 A Musée Moi Vous, A Musée Moi

20.55 Espion(s)

C 8

09.45 Touche pas à mon poste ! : le replay

12.45 William à midi

14.20 Inspecteur Lewis

18.13 Le 6 à 7

19.12 TPMP : Le before

21.19 Les enquêtes de Murdoch

22.30 C ce soir

23.35 C dans l'air

11.10 Si près de chez vous

12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne

13.35 Arabesque

15.30 Des volcans et des hommes

16.00 Les îles italiennes

16.55 Les animaux sauvages et leurs petits

17.40 Invitation au voyage

18.25 Invitation au voyage : Nos inspirations

19.00 Merveilles d'Afrique

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes

20.51 A Musée Moi Vous, A Musée Moi

20.55 Espion(s)

C 8

09.45 Touche pas à mon poste ! : le replay

12.45 William à midi

14.20 Inspecteur Lewis

18.13 Le 6 à 7

19.12 TPMP : Le before

21.19 Les enquêtes de Murdoch

22.30 C ce soir

23.35 C dans l'air

11.10 Si près de chez vous

12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne

13.35 Arabesque

15.30 Des volcans et des hommes

16.00 Les îles italiennes

16.55 Les animaux sauvages et leurs petits

17.40 Invitation au voyage

18.25 Invitation au voyage : Nos inspirations

19.00 Merveilles d'Afrique

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes

20.51 A Musée Moi Vous, A Musée Moi

20.55 Espion(s)

C 8

09.45 Touche pas à mon poste ! : le replay

12.45 William à midi

14.20 Inspecteur Lewis

18.13 Le 6 à 7



## Bulgarie : au moins 45 morts dans un accident de car au sud de Sofia



**A**u moins 45 personnes sont décédées dans la nuit de lundi à mardi en Bulgarie dans un accident de car transportant des ressortissants de Macédoine du Nord. « Quarante-cinq ou quarante-six personnes sont mortes » dans ce drame survenu vers 02H00 (00H00 GMT) sur l'autoroute près du village Bosnek, à 40 km au sud de Sofia, a indiqué le commissaire Nikolay Nikolov, responsable du service de lutte contre les désastres qui s'exprimait sur la télévision publique BNT. « Sept passagers ont pu être sauvés » et évacués vers un hôpital de la capitale, a-t-il précisé.

La cause de l'accident n'a pu être déterminée à ce stade. Selon la chaîne bTV, douze enfants se trouvaient à bord du véhicule, qui venait d'Istanbul et se dirigeait vers Skopje. « C'est une tragédie. Nous ne savons pas si toutes les victimes sont originaires de Macédoine du Nord, mais c'est ce que nous supposons car l'autocar est immatriculé dans le pays », a réagi le Premier ministre de Macédoine du Nord Zoran Zaev, interrogé par la télévision Nova.

## Bulgarie : incendie dans une maison de retraite, neuf morts

**N**euf personnes âgées ont péri lundi dans l'incendie d'une maison de retraite dans l'est de la Bulgarie, ont indiqué les pompiers. Le feu s'est déclaré en fin d'après-midi dans une ancienne école transformée en maison de retraite dans le village de Royak, a déclaré le chef des pompiers, Tihomir Totev, à la télévision publique BNT. « Malheureusement, neuf personnes ont perdu la vie sur les 58 qui se trouvaient dans le foyer au moment de l'incendie », a-t-il précisé.

Les autres résidents ont été évacués. Certains ont été soignés après avoir été intoxiqués par la fumée, a ajouté M. Totev.

## Maroc : un collectif citoyen dénonce une campagne de propagande en faveur des sionistes

**L**e collectif « Marocains contre la normalisation » a dénoncé, lundi, la « propagande hystérique » menée par des médias du makhzen en faveur du « responsable du bureau de liaison sioniste » au Maroc à travers la couverture de ses différentes activités.

Le collectif « Marocains contre la normalisation » avec l'Entité sioniste a estimé, dans une publication sur sa page Facebook, que la normalisation avec les sionistes a atteint dernièrement une phase « hystérique ». Il constate, par exemple, que toutes les activités du responsable du « bureau de liaison sioniste » au Maroc sont couvertes par les médias locaux. Certaines de ses activités ont vu la participation de hauts responsables marocains.

« Comment le gouverneur de Tanger peut-il quitter son travail pour se rendre dans un hôpital, accompagné du (du responsable du bureau de liaison israélien) afin de rendre visite à un Israélien qui a eu un accident il y a quelques jours ? », s'interroge le collectif s'étonnant du fait que le gouverneur n'en fasse pas autant pour les Marocains.



En dépit du rejet populaire de la normalisation avec l'Entité sioniste, celle-ci est de plus en plus palpable au Maroc passant de la phase purement politique et diplomatique à une normalisation sur le plan sécuritaire et même dans les programmes scolaires. Le ministre de la Défense de l'Entité sioniste, Benny Gantz, est attendu demain à Rabat pour conclure des accords de coopération militaire

avec le Maroc, ce que de nombreux observateurs considèrent comme une menace sérieuse pour toute la région.

Le Makhzen avait annoncé, le 10 décembre 2020, la normalisation de ses relations avec l'Entité sioniste, en échange de la reconnaissance par l'ancien président américain Donald Trump de sa prétendue « souveraineté » sur le Sahara occidental occupé.

## Libye : plus de 90 candidats à la présidentielle



**L**'Autorité électorale en Libye a annoncé lundi la clôture des candidatures pour la présidentielle de décembre après avoir reçu, selon les médias, les dossiers de plus de 90 candidats dont seulement deux femmes. La Haute commission nationale électorale (HNEC) devait annoncer hier mardi le nombre définitif des candidats ayant déposé leur dossier avant de publier sous douzaine les noms de ceux dont les candidatures ont été acceptées après avoir examiné leur dossier et répondu à d'éventuels recours. Selon les médias libyens, plus de 90 candidats ont déposé leur dossier depuis l'ouverture du dépôt des candidatures le 8 novembre.

Parmi les candidats les plus en vue figurent notamment Seif al-Islam Kadhafi, fils de Mouammar Kadhafi, le maréchal Khalifa Haftar, qui contrôle de facto l'est et une partie du sud libyen, l'influent ex-ministre de l'Intérieur, Fathi Bachagha, et le chef du gouvernement intérimaire, Abdelhamid Dbeibah.

Deux femmes seulement se sont portées candidates: Laila Ben Khalifa, 46 ans, présidente et fondatrice du parti le Mouvement National, et Houdayda Al-Mahdi, chercheuse en sciences sociales.

Pour l'élection du chef d'Etat — premier scrutin au suffrage universel en Libye — prévue le 24 décembre, le dépôt des candidatures s'est déroulé exclusivement dans trois bureaux de la Haute commission électorale: à Tripoli (ouest), Benghazi (est) et Sebha (sud).

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LE MAROC, ISRAËL ET DES ANNONCES AVEC CLAIROIRS

**L**e ministre israélien de la Défense sera aujourd'hui à Rabat. Il n'y va ni pour une randonnée touristique ni pour un échange d'amabilités avec une monarchie qui s'est définitivement livrée corps et âme à l'Etat sioniste. Une telle incursion n'est pas anodine et quand un ministre israélien de la Défense se rend au Maroc, ce n'est évidemment pas pour cueillir des choux et des carottes. Marocains et Israéliens d'ailleurs ne se sont pas cachés pour annoncer avec clairons que la venue du sieur galonné Benny Gantz a pour motif principal le paraphage d'une série d'accords de défense militaire pour qu'Israël s'installe avec hommes, armes et bagages au Maghreb. Il est question d'une panoplie d'aides et de conseils allant de la fourniture d'armements

sophistiqués à l'implication directe de sociétés israéliennes dans la prospection et le forage pétrolier dans le Sahara occupé. Une telle volonté est d'autant plus affirmée qu'elle bénéficie de la bénédiction de Washington et de Paris qui paraissent bien décidés à piétiner toutes les résolutions de l'Organisation des Nations unies. La montée des provocations contre l'Algérie est un indice très révélateur d'une stratégie planifiée de longue date et tout indique qu'elle irait en s'amplifiant.

Ainsi l'enterrement du grand Maghreb

souhaité et espéré par les peuples de la région ne pouvait être mieux confirmé comme le sont les réelles intentions manifestes de Tel-Aviv de reconfigurer l'ensemble de la région du sud de la Méditerranée. Comme à son habitude inscrite dans ses gènes, la monarchie marocaine se prête à un jeu dangereux susceptible de bouleverser l'ensemble du continent africain. L'essentiel pour le roi Mohamed VI est de se prémunir de la montée de la bourrasque sociale qui prend de plus en plus de l'ampleur et qui visiblement menace son trône.

Dans son élan belliqueux, il ne se rend pas compte que ce sont tous les peuples maghrébins qui seront victimes de son insouciance et de la légèreté de sa position. Mais il est certain qu'il n'en a cure.

## Burkina : une vingtaine de morts, dont 9 gendarmes lors d'une attaque terroriste

**A**u moins neuf gendarmes et une « dizaine de civils » ont été tués dimanche à Foubé, dans le nord du Burkina Faso, lors d'une attaque attribuée à des terroristes, a annoncé lundi le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement Ousseini Tamboura.

« Au moment où nous nous apprêtons à procéder à l'inhumation de nos vaillants combattants tombés dans l'attaque meurtrière de Inata, prévue demain mardi, nous avons enregistré, hélas encore, une autre attaque contre un détachement de gendarmerie à Foubé », dans la province du Sanmatenga, région du centre-nord, a déclaré M. Tamboura à la radio nationale. « Malheureusement, cette attaque a fait des victimes dont 9 gendarmes et une dizaine de civils », a-t-il déploré. Un précédent bilan, communiqué plus tôt par des sources sécuritaires, faisait état de neuf gendarmes tués. « Huit gendarmes sont toujours portés disparus », selon les mêmes sources qui précisent que des « opérations de recherches sont toujours en cours ». Cette nouvelle attaque contre un détachement de gendarmerie est intervenue une semaine après celle d'Inata (nord), au cours de laquelle au moins 57 personnes, dont 53 gendarmes, ont été tuées, selon un nouveau bilan également communiqué par le ministre.

## Le Premier ministre français positif au Covid-19, son homologue belge en quarantaine

**J**ean Castex a été testé positif lundi soir au Covid-19, provoquant la mise en quarantaine de son homologue belge Alexander De Croo avec quatre ministres. Tous s'étaient retrouvés à Bruxelles dans la matinée pour une réunion sur le thème de la sécurité. Les cinq responsables belges passeront un test PCR et resteront en quarantaine jusqu'à ce que le résultat du test soit négatif, a précisé le cabinet du chef du gouvernement belge. Il s'agit des ministres Sophie Wilmès (Affaires étrangères), Ludvine Dedonder (Défense), Annelies Verlinden (Intérieur) et Vincent Van Quickenborne (Justice).

Le Premier ministre français souffrait lundi soir de « légers symptômes », selon son entourage, notamment une « légère toux ». Il avait appris lundi après-midi que l'une de ses filles âgée de 11 ans avait été testée positive. « Il a donc immédiatement pratiqué un test PCR, qui s'avère positif », a expliqué Matignon.

Matignon a indiqué que Jean Castex n'avait pas vu le président Emmanuel Macron depuis le Conseil des ministres, mercredi matin. Le chef du gouvernement français, 56 ans, avait été vacciné au printemps, sa deuxième injection d'AstraZeneca datant du 19 juin, et était éligible à une dose de rappel le 19 décembre prochain. Il n'avait jusqu'alors jamais été testé positif, mais avait déjà été cas contact à trois reprises.